Frank Mintz

Autogestion et anarcho-syndicalisme

Analyse et critiques sur l'Espagne 1931-1990

Éditions CNT Région parisienne

Dessin de couverture
de Madeleine Lamberet :
Balsareny, église convertie en magasin
de construction, 1937.

ISBN - 2-9504948-5-4

70 F

17 F

Autogestion et anarcho-syndicalisme

Illustrations :
Dessins de Madeleine Lamberet
Affiches espagnoles d'époque

Éditions CNT Région parisienne
33, rue des Vignoles – 75020 Paris

ISBN - 2-9504948-5-4

Frank Mintz

Autogestion et anarcho-syndicalisme

Analyse et critiques sur l'Espagne 1931-1990

Éditions CNT
Région parisienne

QUAND je lisais des descriptions de kolkhozes et de communes chinoises, j'avais l'impression de lire des descriptions naïves ou des mélanges de vérités et de mensonges. Mais en lisant les évocations des collectifs libertaires espagnols chez Leval ou Peirats, j'éprouvais le même sentiment. Ces auteurs sont tellement convaincus qu'ils oublient systématiquement de mettre en évidence les progrès économiques.

En 1963, j'ai choisi de commencer une étude universitaire sur ce sujet, pour chercher la vérité, quelle qu'elle soit, en insistant sur la formation (manipulée, commandée ou volontaire) et sur la description économique (stagnation, progrès ou baisse) des collectivités espagnoles durant la guerre civile. Me situant dans une optique résolument critique, j'ai écarté tout triomphalisme dans les estimations chiffrées et les descriptions des contradictions éventuelles entre la théorie et la pratique.

J'ai eu la chance de trouver assez de documents pour prouver la viabilité de l'autogestion révolutionnaire en Espagne, appliquée non seulement par des anarcho-syndicalistes, mais par des syndicalistes socialistes et des personnes sans étiquettes politiques. J'ai également interrogé un certain nombre de camarades espagnols qui participèrent concrètement à l'expérience révolutionnaire et dont les textes sont reproduits ici. Je n'ai jamais cherché le contact avec des camarades n'y ayant pas participé directement (responsables militaires, politiques, ex-ministres) parce que leur vision était trop éloignée des réalités théoriques et pratiques de l'autogestion révolutionnaire.

Les historiens de la guerre civile, dans le domaine de l'autogestion ou dans d'autres domaines, et de quelque bord qu'ils soient, n'ont pas décelé d'erreurs importantes dans les textes que j'ai publiés (en France en 1969 et en Espagne en 1975 et 1976). D'un point de vue technique, le texte espagnol est le plus complet. J'ai donc réduit au maximum les notes de cette édition.

La transition espagnole, vu sa nature, a étouffé l'intérêt pour le passé. Les études monographiques et régionales, indispensables pour nuancer ou corriger la vision d'ensemble que j'ai élaborée, sont parues au compte-gouttes. Je retrace brièvement cette évolution du franquisme et de l'après-franquisme, ou transition démocratique, ainsi que celle du mouvement anarcho-syndicaliste espagnol, qui explique l'effacement en Espagne de l'idée d'autogestion révolutionnaire.

Soixante ans après le début de la guerre d'Espagne, et face à l'arrogance du capitalisme, il me semble utile de réexaminer ces faits parce qu'on n'étudie le passé que par rapport à un présent que l'on voudrait meilleur, et surtout pour un futur constructif. Les tentatives et les réalisations économiques autogérées sont un apport indispensable pour établir une société égalitaire.

Présentation du mouvement anarcho-syndicaliste

Naissance et développement 1910-1923

> « La révolution russe, cette même révolution qui constitue la première expérience historique de la grève générale, non seulement ne réhabilite pas l'anarchie, mais encore aboutit à une liquidation historique de l'anarchisme. »[1]
>
> « Le paysan espagnol est plus individualiste encore que le paysan français : il a plus de morgue, plus de fierté. »[2]

Ces deux citations sont démenties par les événements historiques postérieurs, et, étant émises d'une part par une marxiste et d'autre part par un coopérativiste bourgeois, elles nous montrent les limites d'analyses qui se prétendent scientifiques ou universelles.

Pour comprendre la force passée et actuelle de l'anarchisme en Espagne, il est nécessaire d'évoquer brièvement le passé, en insistant sur le mouvement syndical.

De 1900 à 1931, de nombreux événements marquent l'histoire du mouvement espagnol. La guerre coloniale au Maroc entraîne le soulèvement des appelés à Barcelone en 1909, à la suite duquel Francisco Ferrer, le pédagogue anarchiste, est fusillé. L'UGT se développe rapidement : 57 000 militants en 1905, 148 000 en 1913. Les groupes anarcho-syndicalistes,

1. Luxembourg, Rosa, *Grève de masse, parti et syndicats*, Paris, Maspero, 1905, p. 94.

2. Gide, Charles, *la Coopération dans les pays latins, 1926-1927*, Paris, Association pour l'enseignement de la coopération, 1929, p. 144.

présents depuis l'introduction des idées socialistes de l'Association internationale des travailleurs en 1868, se coordonnent. C'est pourquoi, dès sa fondation en 1911, la CNT (Confédération nationale du travail) compte 30 000 affiliés.

Lors de la Première Guerre mondiale, l'industrie espagnole ravitaille les belligérants, l'exploitation des salariés redouble. En 1917, la CNT et l'UGT prennent contact et décident la grève générale révolutionnaire. C'est un échec à cause des manœuvres des socialistes :

> « Certes nous avons donné des armes au peuple, mais il n'en est pas moins certain qu'il n'y avait pas de munitions. »[3]
>
> Indalecio Prieto.

En 1919, la Canadiense, l'usine électrique de Catalogne, fut paralysée par une grève de solidarité avec les ouvriers de la comptabilité, puis la solidarité s'étendit aux autres usines d'électricité, puis aux usines textiles. Le gouvernement décréta l'état d'urgence en Catalogne et mobilisa les travailleurs, qui refusèrent quand même de travailler. La grève de solidarité devenait revendicative : augmentation des salaires, journée de huit heures, paiement de la moitié des jours de grève. La grève, commencée en janvier à la Canadiense, avait touché la Catalogne fin février. En mars, la grève continua, et, du 24 mars au 7 avril, ce fut la grève générale. Le 14 avril, le syndicat patronal acceptait toutes les revendications, y compris la libération de 3 000 travailleurs.

Cette grève entièrement menée par la CNT est un exemple d'efficacité de cette centrale qui groupait la même année 755 000 membres, soit environ 10 % de la population active. Seulement en Catalogne, la CNT avait 252 000 membres en 1920 et l'UGT, pour toute l'Espagne, 211 000.

La CNT salua l'apparition de la révolution soviétique avec sympathie et envoya en 1922 une délégation participer à la formation de la IIIe Internationale à Moscou. Elle constata la situation d'exploitation des travailleurs et des anarchistes et anarcho-syndicalistes d'URSS. Elle refusa d'adhérer. Deux marxistes qui se trouvaient dans cette délégation quittèrent la CNT : ce sont Andrés Nin et Joaquín Maurín, qu'on retrouve plus tard au POUM.

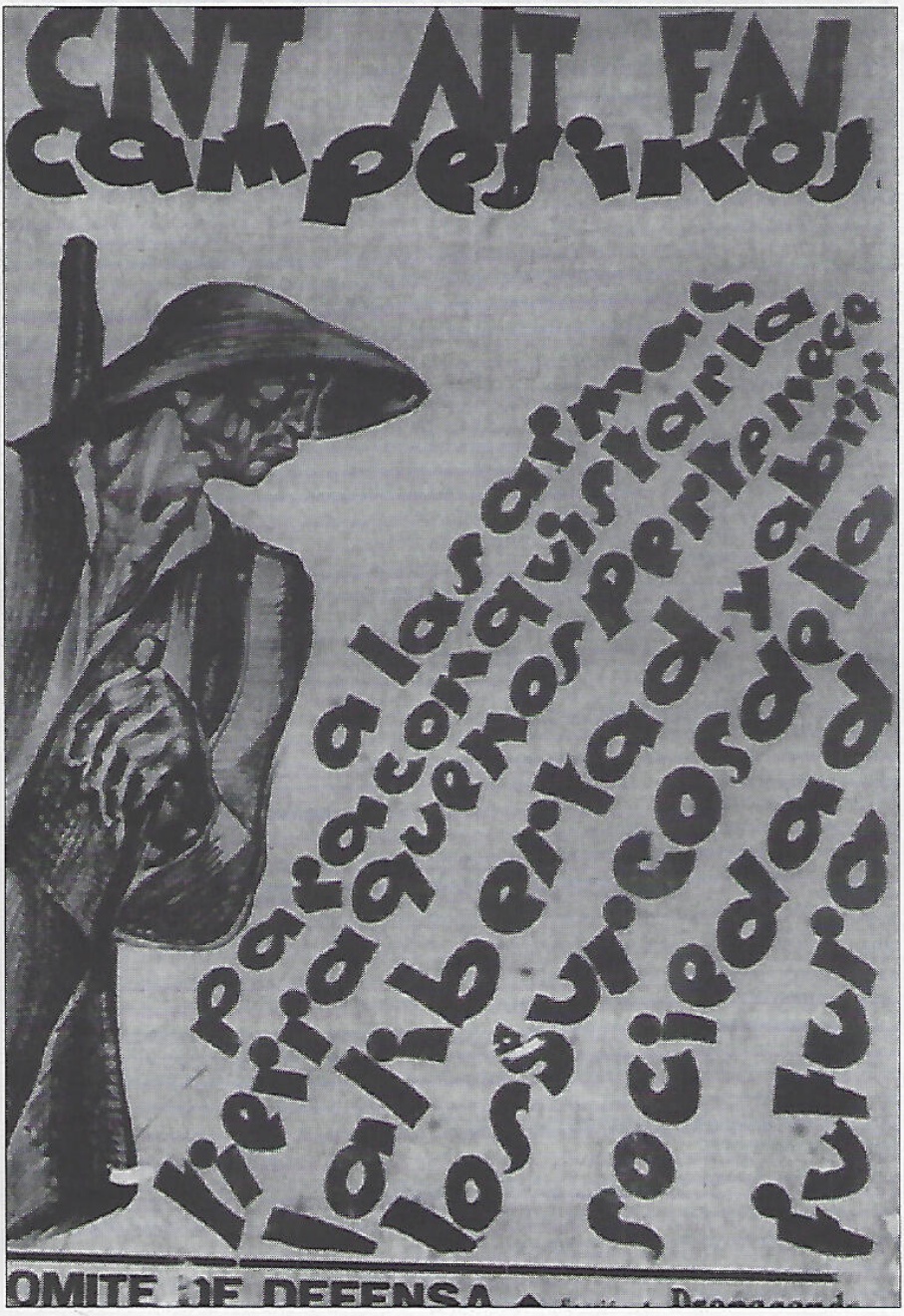
Mais des événements plus graves se déroulaient : le patronat catalan, pour se venger des ouvriers de la Canadiense, arma des

3. Peirats, *la CNT en la revolución española*, Toulouse, CNT, 1953, tome I.

gangsters qui liquidèrent les responsables syndicaux, dont celui qui avait inspiré la tactique à la Canadiense, Salvador Seguí. C'est le pistolerismo (la lutte des tueurs à gages du patronat contre les syndicalistes). Pour y répondre, des groupes de défense se forment. De 1919 à 1923, la lutte est féroce.

Le patronat espagnol a besoin d'un régime fort. C'est l'époque de Mussolini et des dictatures militaires en Europe (Hongrie, Bulgarie). Le général Primo de Rivera prend le pouvoir en 1923, aucun groupe politique ne bouge. La CNT préfère se dissoudre et conserver sa structure dans la clandestinité, encore que localement les syndicats continuent parfois sous une autre étiquette.

Tuneu, responsable paysan, réfugié en 1939 chez Paul Reclus


CNT AIT FAI
campesinos
a las armas
para conquistar la
tierra que nos pertenece
la libertad y abrir
los surcos de la
sociedad
futura
OMITE DE DEFENSA

Causes de la persistance de la CNT

« C'est une inexactitude manifeste que d'accuser l'anarchisme de terribles erreurs de tactique. Mis à part le terrorisme et l'action individuelle, qui sont une honte pour lui, quelle autre tactique aurait été efficace en Andalousie ? Quelle autre école sociale aurait pu mobiliser si rapidement les grandes masses de salariés, de cette race imaginative et inculte, dont l'apathie ne cède qu'au ressort de l'enthousiasme ? Les voix socialistes, sèches et froides, à mille lieues du cœur des travailleurs, auraient mis un siècle pour éveiller les endormis. Le républicanisme avait vite usé ses mythes. Seule une doctrine de type religieux et utopique, avec ses nombreux apôtres fervents, avec sa prédication ardente et très abondante, avec son sectarisme impulsif, avec son enthousiasme délirant, avec son enseignement naïf, primitif, très simple, si proche en cela de la sensibilité et de l'entendement des masses andalouses, si en accord avec leurs textures psychiques et leurs désirs latents, avait assez de qualité pour opérer ce miracle.»[4]

« De cette façon, en Espagne, l'anarchisme ne se limita pas à la propagande des utopies sociales et des actes terroristes. Il lança des actions de masses et obtint quelques succès pratiques. Après un développement d'un demi-siècle, cette tradition du mouvement anarchiste devint une force matérielle sérieuse, facteur du renforcement ultérieur de son influence. »[5]

« Les anarchistes espagnols comprirent le problème paysan bien avant les socialistes, et prirent racine, dès le départ, en

4. Díaz del Moral, *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas – Córdoba (antecedentes para una reforma agraria)*. Texte de 1923, édité en 1928, à cause de la dictature, Madrid, Alianza, rééd. 1967, p. 447-448.

5. Maidanik, K.L., *le Prolétariat espagnol dans la guerre nationale-révolutionnaire, 1936-1939* (en russe), Moscou, Nauka, 1960, p. 35.

Andalousie, qui est le creuset de la question agraire espagnole. [...] Les anarchistes étaient des propagandistes formidables et infatigables. [...] Les anarchistes comprirent l'importance qu'a l'éducation de la jeunesse pour former les combattants de demain, et ils créèrent les écoles rationalistes. [...] Les anarchistes, sans cesse persécutés, acquirent la pratique d'agir dans l'ombre, dans la clandestinité, tandis que les socialistes cherchaient à ne pas enfreindre les lois établies. [...] Les anarcho-syndicalistes comprirent avant les socialistes l'intérêt de transformer les sociétés de métier en syndicat d'industrie. L'apparition du syndicat unique (syndicat d'industrie) fut révolutionnaire et donna aux anarcho-syndicalistes un tel élan que la majorité de la classe des travailleurs espagnols gravitait autour de la Confédération nationale du travail. [...] Et, dernier élément et non des moindres, les anarchistes firent preuve d'une imagination qui manquait aux socialistes. » [6]

L'efficacité de la CNT dans le temps et dans l'espace est évidente dans ces trois citations, d'un notaire républicain certainement franc-maçon, d'un marxiste-léniniste bolchevique et d'un marxiste-léniniste hétérodoxe. Et c'est là l'essentiel (au-delà des appréciations qu'ils peuvent émettre sur la réalité des mentalités utopiques et religieuses).

Une question logique est de se demander pourquoi l'anarchisme était si fort en Espagne, alors qu'il avait disparu des autres pays. En fait, poser la question, c'est oublier l'essentiel, à savoir que les idées socialistes, autoritaires ou non, n'ont jamais pénétré les pays industrialisés de pointe (à l'exception de rares moments : IWW aux États-Unis jusqu'en 1914 environ ; anarcho-syndicalisme et spartakisme en Allemagne jusqu'en 1920 et 1933), comme le montrent bien les mouvements ouvriers actuels des États-Unis, Grande-Bretagne, pays scandinaves, Allemagne. De plus, sans la volonté et l'organisation, rien de durable ne se construit.

L'influence de la CNT en Espagne s'explique par sa composition et l'origine politique et sociale de ses affiliés. Si les objectifs de la CNT sont le communisme libertaire tel que l'ont défini Bakounine et Kropotkine, entre autres, le syndicat est cependant ouvert à tous les travailleurs sans distinction politique et religieuse. On remarque que les travailleurs

6. Maurín, Joaquín, épilogue de 1964, *Revolución y Contrarrevolución*, Paris, Ruedo ibérico, 1966.

espagnols ont effectué un choix dans l'éventail tactique libertaire contre l'oligarchie. L'influence sur les artistes et les écrivains est moins forte qu'en France, le terrorisme également, l'individualisme et les tentatives de communes sont peu courantes, au contraire de la Russie et de la Bulgarie.

Les responsables, les cadres sont issus des travailleurs eux-mêmes et du moule anarcho-syndicaliste. Ils apparaissent dès les premiers pas formés dans la Ire Internationale en Espagne : Anselmo Lorenzo (typographe), Morago (graveur) à partir de 1870. Avec les mouvements de la fin du siècle, Tarrida del Mármol (ingénieur), Sánchez Rosa (éditeur), à partir de 1890. Avec la création de la CNT en 1911, on a Negre, Buenacasa. Après 1917, Salvador Seguí (peintre en bâtiment), Pestaña (horloger), Peiró (ouvrier du verre). Pendant la dictature de Primo de Rivera : Durruti (métallurgiste), García Oliver, Ascaso (garçons de café), Orobón Fernández (médecin), etc. Au début de la république : Peirats (maçon), M. R. Vázquez (ouvrier du bâtiment), Cipriano Mera, David Antona (maçons). Pendant la guerre, les frères Sabater, etc. Sans interruption depuis 1870 jusqu'en 1936, se succèdent des générations de syndicalistes, formés et expérimentés. Ces soixante années de militantisme, d'autodidactisme prolétaire dans les villes et les campagnes, sont la force de la CNT. Si l'on compare à la Russie où on trouve trois foyers d'agitation distincts :

– les dékabristes au début du XIXe siècle et les exilés convertis au socialisme comme Herzen, Bakounine et les narodniki ;

– les populistes qui allaient au peuple, mais qui étaient fils de la bourgeoisie ou de la noblesse, toujours au XIXe ;

– au XXe, où pratiquement le mouvement des travailleurs ne forme ses cadres qu'en quinze ans, entre 1905 et 1920. De plus, aucun travailleur n'a de fonction importante, puisque seuls les intellectuels petits-bourgeois comme Lénine, Trotsky, Boukharine, etc., sont au pouvoir, pour finalement se dévorer entre eux. Rien de tel en Espagne, où les responsables issus de la petite-bourgeoisie sont infimes : les médecins Vallina et Puente dans les années 30.

Le deuxième élément qui explique la force de la CNT est son organisation qui repose sur trois points : l'action directe, le syndicat unique et le fédéralisme.

L'action directe, conformément à la tactique énoncée par les anarcho-syndicalistes français, consiste à refuser le plus possible les intermédiaires pour négocier directement avec le patronat en

exigeant la satisfaction du maximum des revendications. Concrètement, deux attitudes s'offraient aux patrons : céder ou s'opposer ; l'épreuve de force, en général, provoquait dans les masses ouvrières une réaction en chaîne. Nous en avons déjà vu un exemple en 1919 avec la grève de la Canadiense. Il y avait une solidarité puissante entre les travailleurs des entreprises, et également entre les différents métiers. Ainsi, pendant la République, il y eut une grève des employés de la Compagnie des téléphones. Dans une ville andalouse, à Ronda, le syndicat des paysans décida d'appuyer cette grève, et tous les poteaux télégraphiques de la région furent coupés. C'est-à-dire que des paysans en grande partie analphabètes avaient une action efficace et solidaire, car en effet ils avaient une vision et une conscience politiques, même s'ils étaient à l'écart de la culture bourgeoise.

Le syndicat unique, comme son nom l'indique, regroupait les travailleurs d'une même entreprise ou d'une même localité, lorsqu'elle était petite. Son importance fut qu'au lieu de séparer, d'opposer les salariés en couches artificiellement créées par les patrons – cadres, techniciens, ingénieurs, employés, ouvriers, etc. –, il les unifiait, et par conséquent chaque revendication était générale, ce qui donnait une solidarité et une efficacité beaucoup plus grandes que dans l'UGT qui était organisée à l'européenne (c'est-à-dire comme en France, en Allemagne, etc.). Il est aisé de comprendre comment les grèves étaient victorieuses. Parfois, quand la pression des masses n'était pas suffisante, des individus ou des groupes se chargeaient de l'augmenter. Les grèves victorieuses amenaient un afflux de militants et les grèves suivantes devenaient plus importantes à cause des succès passés et du plus grand nombre de participants.

Le fédéralisme donnait une grande souplesse d'action à la CNT, puisque chaque région, ou fédération locale et municipale, pouvait prendre des initiatives sans avoir à consulter des comités centraux plus ou moins au courant des problèmes. Un exemple typique est celui de 1934 : la CNT et l'UGT étaient en désaccord sur une tactique commune. Cependant, dans les Asturies, les deux fédérations régionales signèrent un accord d'alliance (ce qui montre l'influence des tactiques anarchistes sur l'UGT). Mais, au sein de la fédération régionale CNT, celle de La Felguera refusa l'accord. Ce qui à première vue semble contradictoire correspondait à des situations et à des réalités locales entre la CNT et l'UGT.

Un quatrième aspect particulièrement spécifique est celui que nous qualifierons de ***globalisme***. La CNT ne s'est jamais

limitée au syndicalisme, et ses locaux abritaient aussi bien des cours d'alphabétisation que des écoles de type Ferrer pour les enfants. Car si Ferrer fut fusillé en 1909, les écoles continuèrent dans toutes les provinces d'Espagne, avec l'aide économique des différents syndicats et des instituteurs, qui étaient des militants qui enseignaient après leurs heures de travail. L'espéranto, le végétarisme, la médecine naturelle, la propagande anticonceptionnelle, l'émancipation de la femme, les rencontres de détente *(las jiras)* étaient non seulement connus mais appuyés par de nombreuses revues locales et nationales. Si nous prenons simplement 1932, en plus des publications classiques comme *Solidaridad Obrera* (Barcelone, quotidien), *Tierra y Libertad* (Barcelone, hebdomadaire), *la Novela Ideal* (mensuel), *la Revista Blanca* (Barcelone, mensuel), *Nosotros* (Valence, mensuel), *Redención* (Alcoy), *Acción* (Cadix), etc., diverses publications apparaissent : *CNT* (Madrid, quotidien), *Orto* (Valence), *Solidaridad Proletaria* (Séville), *la Voz del campesino* (Jerez), etc. [7]

Cet aspect culturel multiple n'était nullement gratuit. Il s'opposait en tout à la culture catholique : au début de la vie déjà, avec les prénoms Acracio, Floreal, Germinal, Helios, etc., Luz, Libertaria, Alba, face à Jesús, Salvador (Sauveur), Ignacio ou Iñaki (Ignace de Loloya, fondateur de l'ordre des jésuites) et pour les femmes, Covadonga (première victoire contre les musulmans avec apparition de saint Jacques), Amparo (protection de la Vierge), Soledad, Dolores (solitude et douleur de la Vierge), sans compter les multiples lieux de révélation de la Vierge : Pilar, Begoña, Guadalupe, Montserrat, Nuria, etc ; avec les auteurs littéraires : Multatuli, Panaït Istrati, Zola ; dans la mort, les athées et mauvais chrétiens étant exclus du cimetière catholique.

Et le marxisme, tant théorique que pratique, était présenté et combattu en tant que tel, c'est-à-dire l'idéologie des nouvelles classes possédantes pour continuer à exploiter les travailleurs. Les enseignements de Bakounine, Kropotkine, Rocker, Nettlau étaient publiés en livres, en brochures, ainsi que les écrits des anarchistes russes : Archinof, Makhno, Voline, et ceux des cénétistes qui avaient vu la Russie : M. Prieto, Pérez Combina, Martín Gudell, Pestaña.

Il ne faudrait pas croire, pourtant, que la CNT n'avait pas de défauts.

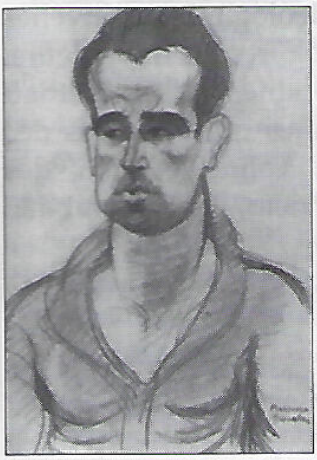
7. Lamberet, Renée, *Mouvements ouvriers et socialistes (chronologie et bibliographie). L'Espagne, 1750-1936*, Paris, les Éditions ouvrières.

Sa première faiblesse est le refus, par peur de la bureaucratisation, des *fédérations d'industrie* que proposaient certains camarades. Il y aurait eu alors des branches comme la métallurgie, les industries du bâtiment, l'industrie textile, etc., qui auraient certainement mieux préparé les militants à avoir une vision claire de ce qu'il fallait collectiviser. Le syndicat unique fut conservé et son action fut indéniable, mais il manquait quelque chose de plus. Pourtant la propagande par les brochures et les livres du communisme libertaire, c'est-à-dire l'organisation de l'après-révolution, sans période transitoire, par et pour les travailleurs, prévoyait des fédérations d'industries reliées entre elles, ainsi qu'avec les groupes et les communes agricoles.

Un autre facteur de faiblesse fut le *suivisme*, sans bureaucratisation. Il faut savoir en effet que la CNT, de 1931 à 1936, avec environ un million de syndiqués, n'avait officiellement qu'un permanent rétribué : le secrétaire du comité national. En fait, il y avait une vingtaine de permanents, un par grand syndicat, à partir de 1931. Mais il reste que tous ceux qui avaient une responsabilité syndicale au comité national, régional, local l'assumaient après leur travail, sur leurs heures de liberté, et souvent avec leur argent. Cette pratique permettait d'écarter en principe les principaux arrivistes et obligeait les responsables à rester au contact du travail et de la base.

Le suivisme s'explique par la personnalité immense de certains militants comme Peiró, M. R. Vázquez, etc., travailleurs qui avaient acquis une culture évidemment supérieure et qui, donc, en imposaient plus à leurs camarades. La grande erreur fut l'absence de rotation des tâches. Cela accentuait le poids des militants capables qui parfois croyaient bien faire en prenant des décisions sans consulter la base. De ce suivisme, apparaît un pouvoir assez semblable à la bureaucratisation.

Enfin il y avait le problème des *alliances*. Il est bien entendu qu'un mouvement social, malgré sa force et sa puissance, peut rarement avoir une tactique révolutionnaire seul, et la CNT était dans ce cas. Curieusement, après la tentative de 1917, la CNT agissait comme si elle était seule.



Marin de Barcelone.

La CNT de 1923 à 1936

Durant la dictature de Primo de Rivera, l'UGT, non seulement ne s'oppose pas au régime, mais elle y collabore. Son secrétaire général, Largo Caballero, est même conseiller d'État au ministère du Travail. Mais sa marge d'action est fort limitée, et l'UGT ne peut offrir grand-chose. Les travailleurs ne sont pas dupes, puisque l'UGT, entre 1920 et 1926, ne passe que de 211 000 à 219 000 membres.

La position des anarchistes est une inconnue pour ses adversaires. En fait, depuis 1927, en plus de la CNT, il s'est créé une fédération anarchiste, la FAI (Fédération anarchiste ibérique, dans l'espoir d'inclure le Portugal, ce qui ne se fit pas à cause de la répression de la dictature de Salazar), dont le but est d'aider au développement des idées anarchistes dans la CNT et dans le pays.

La dictature ne satisfait pas le patronat espagnol, qui accepte mal le dirigisme économique sur le modèle de Mussolini ; les partis politiques bougent et les conflits sur le plan du travail augmentent. La période 1930-1931 est un moment clé car le régime permet une certaine réorganisation syndicale, sans doute à cause de possibles remous dus à la crise de 1929. L'UGT passe à 277 000 membres en 1930. La CNT est en contact

> « avec les éléments politiques, non pour implanter la république, mais pour abattre le régime d'ignominie qui nous étouffe ». [8]

De plus, la CNT, après des démarches de Pestaña, obtient du ministre de l'Intérieur, le général Mola – futur organisateur du coup d'État de 1936 et en particulier des ordres d'exécution immédiate sans procès des responsables de gauche – le droit de s'organiser. Certains cénétistes soupçonnaient des marchan-

8. Peiró, cité par Peirats, *op. cit.*

dages occultes entre un groupe accusé de réformisme (Peiró et Pestaña) et l'État. La FAI devint la base d'attaques contre le réformisme. En fait une troisième tendance se positionna, le groupe de Durruti, Ascaso, García Oliver, etc., qui voulait la révolution sociale, en profitant de la popularité de la FAI.

C'est dans ce climat qu'ont lieu les élections municipales d'avril qui donnent une nette victoire aux républicains, et, le 14 avril 1931, la République est proclamée. Le roi Alphonse XIII, pas plus que le patronat, ne désire d'épreuve de force directe. Il abdique et quitte le pays. Une tentative de coup d'État militaire de gauche ayant été durement réprimée en décembre 1930, il est permis de penser que la droite préférait, vu la crise de 1929 dont les effets commençaient à se faire sentir dans le pays, que la gauche en subisse les contrecoups et se discrédite. Comme ce ne fut pas le cas, ces mêmes forces firent usage de la violence.

Au-delà des problèmes dans les états-majors syndicaux, les travailleurs se syndiquent en masse : l'UGT monte jusqu'à 1 200 000 et la CNT a au moins 800 000 adhérents.

Mais la CNT était profondément divisée en deux secteurs. L'un préconisait de profiter de la république pour se lancer dans l'insurrection sociale, c'étaient les faïstes, avec Durruti et ses camarades. L'autre insistait d'abord sur une préparation, c'est-à-dire une politique de neutralité et de respect envers la république. Les faïstes lancèrent trois insurrections, qui échouèrent après des tentatives de communisme libertaire dans des villages et des petites villes aragonaises, valenciennes, andalouses et castillanes. Les militants de l'autre tendance, appelés trentistes, parce qu'ils étaient partisans de la position énoncée par trente responsables de la CNT comme Peiró, Pestaña, etc., n'avaient pas participé à ces mouvements.

Début 1934, la CNT était pratiquement divisée en deux et fortement amoindrie par les arrestations consécutives aux tentatives insurrectionnelles de 1932, janvier et décembre 1933. De plus, les députés étaient en majorité de droite, car les faïstes avaient lancé un mot d'ordre d'abstention : Face aux urnes, la révolution sociale !

Les autres secteurs politiques n'avaient pas bougé, notamment l'UGT, qui à aucun moment n'avait lancé de grèves de solidarité, par exemple, lors des tentatives insurrectionnelles d'une partie de la CNT. Le parti socialiste se lança alors dans une propagande révolutionnaire, et l'ex-conseiller d'État au ministère du Travail de la dictature, Largo Caballero, se faisait

appeler le Lénine espagnol (ce qui, du point de vue démagogique, était exact). En fait, il s'agissait uniquement d'une manœuvre politique à partir d'un bastion armé pour faire pression sur la droite. À aucun moment il ne fut prévu une tentative insurrectionnelle dans toute l'Espagne, comme avait tenté de le faire une partie de la CNT.

Ainsi eut lieu l'accord CNT-UGT des Asturies avec des dépôts d'armes uniquement dans cette province. En octobre 1934, simultanément aux Asturies et en Catalogne, deux insurrections éclatent. La CNT prend part à la première mais ne fut pas consultée pour la deuxième. Le déroulement en fut rapide : le gouvernement de droite refusa de traiter avec les socialistes et les catalanistes et les attaqua. L'insurrection de Catalogne, menée par des indépendantistes socialisants, céda presque aussitôt, parce qu'aucun achat d'armes lourdes n'avait été fait. Quant à la province des Asturies, où il y avait des dizaines de milliers d'ouvriers armés par suite de l'occupation des usines d'armement, elle fut isolée, puis quadrillée et réduite.

L'animosité entre l'UGT socialiste d'une part, et la CNT-FAI de l'autre, augmenta, bien que, paradoxalement, aux Asturies, cénétistes, ugétistes et même communistes (une minorité) du PC officiel et du futur POUM aient combattu ensemble, avec le symbole UHP (Unión de Hermanos Proletarios : union des frères prolétaires).

Ce slogan est significatif parce qu'il représente le désir profond des travailleurs espagnols. Au-delà des querelles de partis, de tendances et de chapelles dans chacun des groupes, une réalité symbolise la soif de changement social :

> « Dans de nombreux villages, l'organisation locale des braceros [ouvriers agricoles journaliers] était naïvement affiliée à l'UGT, à la CNT et au Parti communiste. Ailleurs, le fait que les journaliers agricoles illettrés s'engagent dans la FNTT [Federación Nacional de Trabajadores de la Tierra, membre de l'UGT] ne faisait pas d'eux des marxistes formés du jour au lendemain. Il y avait peu de différences dans la maturité ou les aspirations politiques entre eux et les membres de la CNT. » [9]

L'UGT, même en pure théorie, représentait le socialisme, la CNT avait pour but le communisme libertaire, et le PC – jusqu'à 1933 – prônait les soviets de paysans, d'ouvriers et de soldats. Et

9. Preston, Paul, *The Coming of the Spanish civil war (reform, reaction and revolution in the second republic)*, Londres, 1978, p. 61.

l'expérience asturienne de bataillons ouvriers armés, de réquisition et d'organisation syndicale de la société, avec des bons équivalant à l'argent, entraînait l'idée et l'exemple de la prise en mains immédiates des moyens de production par les travailleurs eux-mêmes, selon un schéma tout à fait semblable au communisme libertaire, popularisée par le PSOE, l'UGT, et les deux PC.

Les travailleurs espagnols n'avaient connu ni changement profond de la structure féodale de la propriété des terres (absence de révolution bourgeoise de l'ampleur de 1789 en France) ni changement plus général de la société, toujours soumise au catholicisme. L'absence d'une politique réformiste – qu'elle vienne de la droite ou de la gauche – et les actes timorés, timides et maladroits des gouvernements républicains depuis 1931 accentuait l'impatience. La IIe République de 1931 s'auto-proclamait *République démocratique des travailleurs de toute classe s'organisant en un régime de liberté et de justice* (article I). C'était soit une formule creuse qui incitait à la créer, soit une réalité à accomplir.

Dans ce climat d'attente et de revendications de changement social, les échecs apparents du communisme libertaire en 1932, en janvier et en décembre 1933, celui des Asturies en 1934, s'avéraient en fait des lumières d'espoir, des tentatives avant de nouveaux essais révolutionnaires.

En 1936, pour les élections, la gauche s'unit pour vaincre. La CNT recommanda discrètement le vote, et les chiffres indiquent bien son influence : 1933, la gauche avait 3 200 000 voix, 20 % ; en 1936 : 4 800 000, 35 %, soit un gain de 1 600 000. Bien entendu, l'influence cénétiste et l'augmentation des électeurs – due au retour de certains exilés économiques et à la participation des jeunes – sont mélangées ; le chiffre de 1 000 000/1 300 000 pour l'influence de la CNT, est acceptable.

La gauche obtient une légère majorité d'ensemble, 1,1 % [10], mais grâce à la forme du scrutin elle avait une majorité de 53 sièges. Le grand vainqueur fut le Parti communiste : 14 sièges contre 1 seul en 1933. Comment ? La réponse est paradoxale. Examinons d'abord les chiffres. Málaga : 12 900 voix en 1933, 52 750 en 1936 ; Cadix : 3 000, puis 97 000 ; Oviedo : 16 830, puis 170 500. Or le parti, selon ses propres sources, n'avait que de 17 000 à 30 000 militants [11] ; sa propagande fut limitée à cause de

10. Cruells, *el 6 d'Octubre a Catalunya*, Barcelone ; Tusell, *las Elecciones del Frente Popular*, Madrid, Alianza, 1971.

11. PCE : *Historia del Partido Comunista de España*, Paris, Varsovie, 1960, p. 111.

cela. Et cependant, il totalisa 1 800 000 voix environ. La seule explication est qu'il bénéficia des voix cénétistes, et, en effet, sur les 14 députés, 13 viennent des régions à majorité anarchiste.

Cette erreur politique des cénétistes (le renforcement de l'ennemi idéologique le plus acharné) peut s'expliquer par les rancœurs contre l'UGT. De toute façon, le Front populaire ne fut qu'une mascarade : la police continua à tirer sur les travailleurs, le gouvernement ne prenait aucune mesure contre la droite ; en outre, les forces de gauche ne faisaient que polémiquer, comme le montrent les grands titres de *Solidaridad Obrera* du 1er au 18 juillet :

> « Si l'UGT ne se décide pas à répondre rapidement à l'appel cordial du Congrès extraordinaire de la CNT, la responsabilité de ce qui arrivera retombera exclusivement sur les socialistes. »[12]

> « L'entreprise est puissante, et plus encore avec l'aide des trapézistes du POUM. Mais votre enthousiasme et la pression confédérale vous mèneront à la victoire. »[13]

> Caricature de Gallo : des mains qui tirent les ficelles d'un pantin portant le sigle UGT.[14]

> Caricature de Gallo : une femme bâillonnée – la presse révolutionnaire – un homme avec la faucille et le marteau qui lui dit de se taire ; derrière lui un monstre marqué de la svastika.[15]

> « Ça suffit ! Seuls les fous et les agents provocateurs peuvent établir des points de contacts entre le fascisme et l'anarchisme [...]. Que les messieurs du Front populaire fassent attention. »[16]

> « Le manque de vision dans les moments de crise et la conduite contre-révolutionnaire du marxisme espagnol ouvrent les portes au fascisme. »[17]

> Caricature de Gallo : deux revolvers – UGT et CNT – sont pointés l'un vers l'autre. Légende : Non ! (au sujet de la grève du bâtiment CNT à Madrid, fief de l'UGT).[18]

Le coup d'État militaire fut le résultat logique de la passivité du gouvernement républicain, alors que la CNT avait

12. 9 juillet 1936, titre en première page.
13. 12 juillet 1936, à propos de la grève à Sardañola à l'usine Uralita (fibrociment).
14. *Solidaridad Obrera (SO)*, 14 juillet 1936, p. 1.
15. *SO*, 15 juillet 1936, p. 1.
16. *SO*, 16 juillet 1936, p. 1, titre.
17. *SO*, 17 juillet 1936, p. 1, titre.
18. *SO*, 17 juillet 1936.

prévu quelques mois plus tôt le tour qu'allaient prendre les événements.[19]

> « [...] Les éléments de droite sont prêts à provoquer un putsch militaire. [...] Le Maroc semble être le foyer principal et l'épicentre de la conjuration. [...] Si les conjurés ouvrent le feu, il faut prendre une attitude d'opposition contre ces mesures extrêmes, sans tolérer que la bourgeoisie libérale et ses alliés marxistes manifestent le désir d'arrêter le cours des événements, en supposant que la rébellion fasciste soit vaincue dans l'œuf. [...] Ou le fascisme ou la révolution sociale. [...] Aux aguets, camarades ! »
> *(Manifeste du comité national de la CNT,* 14 février 1936)

Le 18 juillet a réuni contre l'ennemi commun (l'extrême droite) les ennemis de toujours (bourgeoisie et gauche autoritaire unies aux côtés des libertaires par la force des événements).

La prudence extrême aurait dû être la règle des anarcho-syndicalistes. Mais elle fut remplacée par la collaboration, voire la capitulation, des responsables de la CNT et de la FAI.

Réfectoire des milices, Seo de Urgel

19. Reproduit par Peirats, *op. cit.*, tome I ; traduction de *Noir et Rouge*, n° 41, 1969, p. 16. ; dans cette dernière revue, il est précisé que l'auteur du manifeste était le secrétaire national de la CNT, Horacio Prieto. Il est intéressant de comparer cette vision à celle de Pestaña, chef du parti syndicaliste : « Question : la menace de droite – coup d'État par exemple – est-elle sérieuse ? Pestaña : non ! le moment propice est passé. La période de désarroi – très inquiétante à certaines époques – est terminée pour les droites. L'épuration de l'armée et des appareils de l'État leur enlèvera toute possibilité d'agir. Leur actuelle forme d'activité, attentats et gestes terroristes, prouvent leur faiblesse. » (Interview du 8 mai 1936, publiée par *la Révolution prolétarienne*, 10 juin 1936, p. 224).

Organisation nationale de l'autogestion

La CNT-FAI avait prévu une application immédiate de son programme économique et social. Malgré le changement d'orientation des hautes sphères, la base resta fidèle au critère anarchiste :

> « Nous croyons qu'un projet de collectivisation doit contenir un sentiment totalitaire dans son programme, mais, dans son exécution, il doit suivre un processus d'échelonnements pour réaliser par étapes une solution de continuité. » [20]

Malheureusement, les efforts locaux ne purent être coordonnés qu'à partir de janvier 1937, et cela bien après que les dirigeants de la CNT-FAI eurent mis les militants devant le fait accompli de la collaboration, c'est-à-dire offrir l'économie à la bourgeoisie républicaine, en échange d'une pseudo-efficacité.

Les organismes nationaux se formèrent tard, comme en juin 1937 pour l'agriculture, et seulement en janvier 1938 un congrès économique élargi posa les problèmes de la nouvelle économie :

> « Cette année et demie de retard eut des conséquences fatales pour une des plus belles expériences de l'histoire révolutionnaire. »[21]

Quelle fut la base économique de l'autogestion ? Très mauvaise dans l'ensemble, car le pays connaissait déjà un chômage très important. Il ne semble pas que les gouvernements de Madrid et de Barcelone y aient prêté beaucoup

20. Federación de la industria textil catalana, matériel d'études, début 1931.

21. Peirats, *Examen crítico-constructivo del movimiento libertario español*, p. 90, in *Combat syndicaliste*, 15 octobre 1964.

d'attention. La conscription militaire résolut le problème, tout en posant un problème de main-d'œuvre déficitaire dans certaines industries, en particulier celles liées aux armements. En effet, la coupure de l'Espagne en deux zones détruisit le réseau d'échange traditionnel. Avec les bombardements, l'énergie électrique fut réservée aux usines de guerre. Les citations qui suivent se font l'écho de ces problèmes pressants :

> « Les trois cinquièmes des marchés intérieurs sont aux mains des factieux [...]. Presque les deux tiers de nos travailleurs [en Catalogne] vivent d'un régime de subsides plus ou moins officiel. » (1936)

> « [En Catalogne] il y a une quantité extraordinaire d'entreprises collectivisées et privées dont les ouvriers passent la plus grande partie de la journée sans rien faire. » (1937)

> [Plénum de l'industrie textile d'Espagne.] « Le délégué catalan : Il n'est pas possible d'éviter la catastrophe à cause du manque d'électricité, de colorants et de laines. Mais en définissant le problème, il affirme que la vérité est qu'il faut s'adresser au gouvernement. Nous n'avons pas de travail. Le gouvernement n'a pas de devises, et s'il en a, c'est pour du matériel de guerre. Voilà la réalité incontestable. » (1938)

En plus de la lutte militaire et des antagonismes politiques, l'autogestion se heurta tout de suite à certains abus, rapidement excités et créés à l'évidence par le PC. Plusieurs gros titres de la presse confédérale permettent de suivre cette réalité :

> « Soit à cause du manque de denrées, soit à cause de l'esprit égoïste des commerçants, le prix des articles de consommation courante a augmenté notablement depuis le début de la lutte contre le fascisme. »[22]

> « Le prix scandaleux des produits. »[23]

L'article d'Agustin Souchy, *Problemas económicos de la revolución*[24], peut nous servir de synthèse ; en voici les grandes lignes :

> « Il y a des phénomènes qui nous rappellent la désorganisation capitaliste et qui sont les suivants : [...] 1. Les paysans et les collectivités agraires ne reçoivent pour leur production pas plus que ce qu'ils touchaient avant le 18 juillet 1936 [...]. Les prix des produits industriels montent à une allure vertigineuse.

22. *SO*, 27 septembre 1936, p. 1.
23. *Fragua Social (FS)*, 10 décembre 1936, p. 1.
24. *SO*, 2 février 1938, p. 3.

2. Les différences injustifiées entre les revenus des travailleurs. Les entreprises collectivisées payent 120, au maximum 140 pesetas par semaine, et les collectivités rurales 70 en moyenne. Les ouvriers de l'industrie de guerre touchent 200, plus même, par semaine. Il ne serait donc pas étonnant que les collectivités perdent leur pouvoir d'attraction sur les travailleurs.
3. Beaucoup de marchandises ne peuvent être obtenues dans le commerce public [...]. Notre économie, en outre, n'est pas aussi homogène et complète que l'économie russe [25], parce que nos collectivités, nos coopératives, etc., dans les villes et les campagnes, n'englobent à peine que la moitié de l'économie du pays. Une partie considérable est encore aux mains de la petite-bourgeoisie. Il est évident que sa situation, dans bien des cas, n'est pas meilleure aujourd'hui que celle des travailleurs ; mais leur ensemble commercial échappe au contrôle des organisations prolétaires. Le panneau « contrôlé par l'UGT et la CNT » est dans la plupart des cas plus fictif qu'effectif. »

Malgré une certaine exagération à la fin, le jugement de Souchy est juste et les contradictions économiques qu'il dénonce sont le résultat logique des reculs continuels.

Un problème vital fut celui des salaires. La Ire Internationale avait déjà connu ce débat entre les collectivistes et les communistes, ces derniers étaient partisans de la formule « à chacun selon ses besoins » pour éviter radicalement l'inégalité économique qui resurgirait avec le collectivisme, fondé sur « à chacun selon son travail ».

Kropotkine a expliqué très clairement la position de Bakounine dans *la Conquête du pain* en dénonçant Marx comme partisan de la hiérarchie des salaires (dans la *Critique du programme de Gotha)*. Avec les salaires de l'autogestion en Espagne, le débat marxisme-anarchisme se posa à nouveau. Les anarchistes défendaient en partie la position de Kropotkine, en abolissant l'argent dans beaucoup de villages d'Aragon. Mais, en fait, ils défendaient le maintien du salaire en lui enlevant son caractère de stimulant et de différenciation entre les travailleurs,

« car il ne faut pas chercher à inciter les travailleurs dans la production par le système d'une rétribution plus forte selon la sorte de travail à faire ; il y a d'autres moyens pour obtenir du producteur un rendement normal, selon ses forces et ses

25. L'allusion à l'Union soviétique comme modèle économique est caractéristique du réformisme et de la politisation aux dépens des travailleurs, et d'une illusion sur l'efficacité d'une gestion pyramidale, stupide chez un libertaire.

capacités, totalement séparés de nécessités du type d'organisation en hiérarchies de rétribution de l'échelle des salaires. Et nous disons type, car dans le cas de la spécialisation qui se généralise de plus en plus, la presque totalité des ouvriers serait en droit d'exiger de telles rémunérations. »[26]

C'est à cette conception kropotkinienne qu'appartiennent les essais de salaire unique dans plusieurs entreprises de Barcelone, essais qui ne convainquirent pas tous les cénétistes, comme on peut le déduire du compte rendu du congrès de la fédération régionale catalane en février-mars 1937 :

> « Certains ne peuvent abandonner leurs préjugés et ne peuvent accepter qu'un architecte et un maçon puissent gagner autant qu'un paysan. Tant que nous n'abandonnerons pas ces idées égoïstes, nous n'aurons en définitive rien fait de pratique. »

À côté de cas extrêmes d'anti-bureaucratisme,

> « les membres du conseil administratif touchent chaque quinzaine 22 pesetas de moins que les autres collectivistes »,

d'anti-hiérarchisation,

> « Badalona demande que la catégorie des manœuvres soit abolie. Cela n'est pas pris en considération » (janvier 1937),

une application généralisée du salaire familial se fit place :

> « Le salaire juste est le salaire familial, parce que c'est la manière d'arriver à la justice. Le salaire familial sera toujours un avantage pour tous ceux qui sont vraiment dans le besoin. » (janvier 1937).

> « Le miracle si espéré et compris par tous, le salaire familial. » (octobre 1937)

La grande critique contre ce système – d'un point de vue anarchiste – est que les femmes ne furent presque jamais considérées égales aux hommes, en dépit de quelques reproches de *Mujeres Libres* (voir le livre édité par Mary Nash). Les communistes protestaient également en vain. Dans presque aucun collectif de la CNT ou de l'UGT nous n'avons trouvé d'égalité de salaires. De toute façon, même cette mesure aurait été injuste, car la journée de travail de la femme comprend aussi les tâches ménagères. Jusqu'à présent, aucun pays n'a dépassé ce niveau.

L'opposition la plus forte vint de certains travailleurs de la CNT soit pour des raisons théoriques, soit à cause de la pression

26. *Memoria del pleno nacional del Agua, Gas*, CNT, septembre 1937, p. 39.

du niveau de vie. Ainsi à Paret del Vallés (Barcelone), deux ouvriers agricoles de la CNT quittèrent l'organisation et la collectivité pour adhérer à l'UGT parce qu'ils ne voulaient pas travailler pour six pesetas par jour. À Carabaña (Madrid), la collectivité augmenta le salaire jusqu'à 15 pesetas, alors que dans les autres il était de 6 ou 8 ; après intervention de la fédération régionale, il fut réduit à 10 pour éviter un déséquilibre.

Mais le problème le plus grave fut celui des techniciens : un double mouvement se forma. D'une part, il y eut un certain ressentiment des travailleurs manuels, qui se manifesta sous la forme de reproches contre les techniciens à cause des hauts salaires qu'ils percevaient avant le 19 juillet et, par conséquent, le refus de nouvelles augmentations :

> « Un autre délégué de Catalogne regrette qu'une fois de plus – et il y en a eu beaucoup – les techniciens vont être plus touchés que tout le monde, puisque depuis le 19 juillet 1936, ils sont les seuls auxquels on a baissé le salaire. »

D'autre part, vu la politique de l'UGT d'augmentation des salaires, il y avait

> « une manœuvre, pour les inciter à partir et abandonner les ouvriers manuels ».

Une solution mixte fut adoptée dans les chemins de fer de Catalogne :

> « a. rémunération unique de 5 000 pesetas annuelles,
> b. pour préserver un intérêt pour le personnel technique, il recevra un supplément de 2 000 pesetas annuelles. »

La CNT suivit et justifia cette tendance durant le congrès économique élargi de janvier 1938 à Valence :

> « Reconnaissant des besoins complémentaires entre les différentes catégories professionnelles, nous proposons également de les reconnaître dans la circonstance [27], mais dans l'avenir il faudra tendre à effacer les différences de rétribution entre les travailleurs. Donc après ces considérations élémentaires, nous proposons au plénum : [...]
> – Catégorie de base : Manœuvre X.
> – Première catégorie supérieure :
> Ouvrier : 20 % d'augmentation.
> – Seconde catégorie supérieure :
> Ouvrier spécialisé : 40 % d'augmentation.

27. L'emploi de ce terme justifie des compromis, comme Salvador Seguí en 1919, Pestaña en 1934.

– Troisième catégorie supérieure :

Technicien auxiliaire : 70 % d'augmentation.

– Quatrième catégorie supérieure :

Technicien directeur : 100 % d'augmentation. »

Cette décision fut bien dépassée dans la réalité. Dans le bâtiment à Barcelone, l'échelle des salaires était en mars 1938 : manœuvre, 150 pesetas par semaine ; ouvrier qualifié, 180 pesetas (20 % d'augmentation) ; dessinateur, 675 pesetas (350 %) ; chef de chantier, aide chef de chantier, 900 pesetas (500 %) ; architecte, ingénieur, 1 500 pesetas (900 %).

On observe la même tendance dans l'autogestion agricole.

Si le salaire journalier dans le Levant oscillait entre 1,50 et 4 pesetas en avril 1937 (ce qui donne un salaire mensuel maximum de 39 et 104 pesetas), les membres du comité régional de la FAI en recevaient 400 (925 et 284 % d'augmentation).

Comme élément de comparaison, dans un congrès de la FETT-UGT de février 1938 à Alicante, les secrétaires touchaient 750 pesetas ; étant donné que le salaire journalier devait être alors de 6 ou 8 pesetas, nous aurions par mois 156 et 208 pesetas, ce qui fait 380 % et 260 % d'augmentation pour la hiérarchie.

Il est juste de remarquer que, dans le Centre, la fédération paysanne n'atteint pas ces pourcentages, puisque le secrétaire général percevait 560 pesetas, contre 933 pour un agronome en février 1939.

L'UGT ne pouvait avoir les mêmes contradictions que la CNT, puisque le marxisme accepte l'échelonnement des salaires. Ainsi, en Catalogne, avant son troisième congrès, l'UGT écrivait :

> « Le congrès doit se prononcer catégoriquement contre le salaire unique et contre le salaire appelé familial, parce qu'il les considère antiéconomiques et en contradiction absolue avec les besoins de la vie quotidienne des travailleurs. » (septembre 37)

Le retard tactique de cette orientation – absente en 1936 – est caractéristique. Une critique plus claire encore :

> « Le salaire unique enlève le stimulant de la spécialisation aux ouvriers, puisqu'ils ne voient pas de compensation. À Lérida, nous avons l'exemple du bâtiment. La collectivité a établi le salaire égalitaire entre tous les travailleurs, mais au bout de quelques jours les ouvriers qualifiés ne voulaient plus faire leur travail spécifique. [Le salaire familial] ne nie pas seulement la récompense et la rétribution de l'ouvrier mieux formé et la possibilité de se spécialiser, mais ceux qui n'ont pas

de culture moyenne ne se soucieraient que d'avoir un grand nombre d'enfants pour gagner plus, sans s'occuper des conséquences que cela pourrait avoir, non seulement pour leur famille, mais pour l'économie en général. » (Août 1937)

Si la critique du manque de stimulant peut se comprendre, curieuse est l'appréciation sur les ouvriers de culture moyenne qui se mettraient à multiplier leurs enfants pour avoir plus d'argent, parce qu'elle suppose un primitivisme mental totalement séparé de la conscience politique qui avait permis juillet 1936 et l'appropriation des moyens de production, de la part d'ouvriers, même et surtout ceux de culture moyenne.

Les affiliés à l'UGT furent sans doute assez opposés à cette propagande, puisque dans une brochure du premier congrès de la Federació sidero-metalúrgica de Catalunya de 1938 le même thème était repris. On expliquait comment améliorer la production, avec les primes d'abord et ensuite

« d'autres moyens de stimulation comme les championnats, les paris d'émulation, les brigades de choc, les avancements, la promotion à des postes de plus grande responsabilité, mieux rétribués, des mentions dans la presse, des autorisations, des voyages, etc. »

C'est la description banale de l'arsenal du marxisme-léninisme, perfectionné par Staline :

« On ne peut tolérer qu'un ouvrier de laminoir gagne autant qu'un balayeur. On ne peut tolérer qu'un chauffeur de locomotive reçoive le même salaire qu'un copiste. Marx et Lénine disent que la différence entre le travail qualifié et non qualifié persistera encore dans le système socialiste, et même après la suppression des classes, et que seulement avec le communisme cette différence devra disparaître. C'est pourquoi, même sous le socialisme, le salaire doit être selon le travail fourni et non selon les besoins. »[28]

L'existence de l'autogestion espagnole, c'est-à-dire de la maturité des travailleurs, dément la nécessité d'un contrôle, de stimulants aussi stricts, surtout lorsque nous constatons que, pour presque chaque décision économique et politique, les dirigeants, tout aussi bien les anarchistes que les marxistes, commirent des erreurs grossières et incompréhensibles.

Le véritable problème n'est pas le stimulant, c'est le pouvoir du travailleur. Si la base contrôle, elle sait alors se sacrifier. Si

28. *Cuestiones del leninismo*, Moscou, 1947, texte de 1931.

elle n'a pas le pouvoir, la base n'admet pas d'être sacrifiée. Aussi passe-t-elle à l'insurrection quand elle n'en peut plus, comme à Berlin-Est, en Pologne, Hongrie, etc. À la propagande léniniste de l'Est, de Cuba et d'Asie, on peut répondre avec Nelson P. Valdés :

> « La basse productivité, l'absentéisme dans le travail et ce qu'on appelle l'indiscipline ne sont pas le résultat de la conscience insuffisante des hommes et des femmes qui travaillent chaque jour, mais la conséquence directe d'un gouvernement révolutionnaire qui a distribué des bénéfices sociaux, mais n'a pas distribué le pouvoir. Comme les travailleurs ne prennent pas de décision, ils ne se sentent pas responsables. Comme avant, ils reçoivent des ordres d'en haut et ils vendent leur travail à ceux qui contrôlent les moyens de production. »[29]

Le mouvement libertaire chercha très tôt à définir sa position sur un plan global d'économie privée et autogestionnaire.

> « Les organisations ouvrières, en particulier la CNT et le mouvement anarchiste, doivent se préparer à réaliser toute une œuvre de reconstruction économique, qui devra aller de la collectivisation à la socialisation des terres, des mines et des industries. »[30]

Peiró définit mieux cette conception :

> « Si la socialisation est opérée par l'État, alors dans ce cas ce n'est qu'une nationalisation ; si ce sont les syndicats qui procèdent à la nationalisation de la richesse, c'est-à-dire de ses sources de création, indubitablement c'est une socialisation. La différence, en tout cas, consiste en ce que ce soit l'État ou les syndicats qui le fassent, le seul problème est que les syndicats soient en mesure de le faire [...]. Les syndicats sont-ils prêts pour cette grande action socialiste ? [...] Je dis résolument que non. Et ils ne le sont pas parce que l'économie des industries, étroitement liée à celle de l'agriculture, est un tout dans toute l'extension de l'Espagne. Nous en avons une bonne preuve dans les phénomènes économiques que la guerre produit en désarticulant l'économie du pays [...] ; ils sont dus, plus qu'à la guerre, au fait que la moitié de l'Espagne est économiquement isolée de l'autre moitié. [...] Les fédérations nationales d'industrie, conçues et si souvent mises en place dans les milieux confé-

29. Nelson P. Valdès : « Burocracia y socialismo en Cuba », revue *Aportes*, Paris, janvier 1972, p. 51.

30. *SO*, 5 août 1936. « Cuál ha de ser la actitud de la FAI en el momento presente. »

déraux, ont été adoptées par l'UGT, ce qui veut dire qu'en admettant que cette centrale arrive à se séparer du Parti socialiste ouvrier espagnol les syndicats ugétistes, s'ils désirent la socialisation en marge de l'État, seront mieux placés pour mener à bien cette œuvre de transformation. [...] Lorsque nous parlons de socialiser, seules quelques industries locales peuvent échapper à la nécessité de le faire nationalement. Pour ce faire, il faut penser d'abord aux organes adéquats à la socialisation : les fédérations nationales d'industrie sans aller plus avant dans l'économie. »[31]

Jusqu'à cette période, la CNT se fondait sur les syndicats uniques par branche, ce qui n'englobait pas toutes les activités économiques : par exemple, la branche du transport, qui était plutôt une activité solidaire des différentes industries qu'elle servait, subsistait comme un corps syndical autonome.

Avec la préparation des fédérations d'industrie, il y eut des problèmes de rivalités, des querelles, plus ou moins profondes entre différentes corporations :

« J'ai déjà dit que lorsque nous avons structuré les syndicats uniques nous nous sommes heurtés à la même chose. Chacun défendait sa petite chapelle, pourrait-on dire. Maintenant, les difficultés surgissent avec la structuration des syndicats d'industrie. » (Mars 1937)

Mais le problème le plus profond et le plus inquiétant fut celui de la déviation de *l'économie au seul niveau de l'entreprise* :

« Nombreuses sont les entreprises collectivisées qui ont eu comme souci primordial d'augmenter les salaires et même de baisser les heures de travail, en percevant des salaires correspondant à des journées chômées. On agissait comme si la lutte contre l'entreprise bourgeoise continuait. »[32]

La réaction vint de la base elle-même :

« Nous, membres du syndicat du bois [de Barcelone], avec un vaste sens des responsabilités, nous rendant compte du moment, nous avons voulu ne pas suivre seulement la marche de la révolution ; nous avons voulu la canaliser en tenant compte de notre économie, l'économie du peuple. C'est pourquoi nous avons recueilli tous les petits propriétaires, les patrons insolvables, sans moyens de vie, nous nous sommes chargés des ateliers microscopiques, composés d'un nombre

31. *SO*, 17 janvier 1937, p. 3, « Necesitamos saber lo que hacemos ».

32. Remarque d'un membre de l'UGT, *Boletín interior*, novembre 1937, n° 21-22.

insignifiant d'ouvriers, sans leur demander à quelle centrale syndicale ils appartenaient, en ne voyant en eux que des ouvriers qui étaient inactifs et lésaient l'économie. [...] Nous avons monté des ateliers confédéraux de deux cents travailleurs et plus, comme il n'y en avait jamais eu à Barcelone et très peu dans le reste de l'Espagne. [...] Nous avons accepté la collectivisation de toutes les industries, mais avec une seule caisse, et en obtenant la répartition équitable. Ce que nous n'acceptons pas, c'est qu'il y ait des collectivités pauvres et d'autres riches. » (Décembre 1936)

Nous trouvons la même ardeur dans *la concentration* des ateliers et des centres de travail (des chemins de fer aux coiffeurs de Barcelone), dans les villes et les campagnes (usage de machines, création ou extension de l'irrigation, exportation unifiée des agrumes), dans *la solidarité* et *l'entraide* à l'intérieur d'une fédération et entre les fédérations (le conseil d'Aragon, surtout) et dans *la coordination* pour résoudre les conflits et unir les efforts.

D'un point de vue global, nous ne savons pas pour le moment quelle tendance – l'égoïsme ou la solidarité – fut la plus importante. Les anarchistes sont parfois très sévères, et nous donnons ce qui suit comme un témoignage, non comme une vérité :

« À Barcelone et dans presque toutes les villes de Catalogne, chaque usine travaille et vend ses produits pour son propre compte ; chacune cherche des clients et concurrence les usines rivales. Un néo-capitalisme ouvrier est né. L'usine qui avait trouvé dans les magasins du capitaliste ou du patron réquisitionné ou assimilé comme technicien par le comité de gestion, d'abondantes matières premières, produit à plein rendement. D'autres, moins heureuses, diminuent leur production et le standard de vie des travailleurs. D'autres, enfin, doivent fermer, et le gouvernement catalan paie les travailleurs à ne rien faire.

Dans le commerce, ce même néo-capitalisme apparaît, à une moindre échelle. Les comités naissent dans tous les commerces, toutes les maisons. L'ex-propriétaire, même, en fait partie. Et employés et propriétaires réunis se mettent d'accord pour exploiter le client.

Le comité apparaît donc avec tous ses défauts, qu'il ne faut pas cacher. Mais, dans cette première période, c'est cependant la seule manifestation de continuité de la vie, puisque les patrons, d'un côté, les syndicats, de l'autre, n'entreprennent rien. Et la vie ne peut s'arrêter. [...]

Nous connaissons des cas, à Barcelone, où les représentants du syndicat qui essayait de comprendre ces comités d'usine

déficitaires – et qui ne devaient pas l'être – furent reçus les armes à la main. Dans d'autres cas, où l'intervention était justifiée par un excédent de bénéfices qui aurait pu être utilisé pour aider des entreprises involontairement déficitaires, la même chose se passa. [...]

La grande leçon de cette expérience, qui s'étend sur trois ans, est que dans l'ensemble (en admettant cependant qu'il y eut des cas d'exception dont nous n'avons pas eu connaissance) les comités nés de la révolution [...] eurent donc des résultats absolument négatifs qui menèrent l'économie à la ruine et donnaient naissance à de nouvelles formes d'égoïsme et d'exploitation. En ce qui concerne les syndicats, quand ils osèrent socialiser, à Madrid, dans le Levant ou en Catalogne, on constate des succès satisfaisants dans l'économie, la liberté, la justice. »[33]

Il est évident que ce jugement est imprégné d'anarcho-syndicalisme opposé aux comités *sans étiquettes* et il porte en soi le germe de la déviation marxiste ou autoritaire qui consiste à croire que la masse se trompe toujours si elle n'est pas dirigée par le comité de tel ou tel groupe. C'est ce qui se passa avec la CNT au niveau des collectivités – qui se défendirent comme on le verra – et au niveau des militants (voir en conclusion l'opinion de Pouget).

Le livret d'ouvrier ou livret professionnel est un système de contrôle de la capacité, de la morale et des lieux où la personne a travaillé. Sa création semble correspondre au Second Empire français et son application en fut policière jusqu'à son abolition en 1890. Mais, à partir des années trente, les fascistes italiens et allemands appliquèrent de nouveau ce système. M. R. Vázquez le jugeait ainsi :

« Le carnet professionnel facilite le contrôle par l'État de tous les ouvriers et lui donne un fichier abondant pour en faire usage au moment opportun en éliminant de l'état social ceux qui le gêneront. »[34]

Subitement, au début de 1937, les deux centrales UGT et CNT commencèrent à se décider pour le livret professionnel. Il y eut d'abord le carnet d'identité confédérale avec

« l'industrie où il travaille, lieu de naissance, date où il a commencé à travailler dans l'industrie mentionnée ».

Ensuite, Madrid et Barcelone imposèrent le certificat de

33. Leval, *L'attività sindacale nelle trasformazione sociale*, Milan, 1948, pp. 36-40.
34. *SO*, 11 juillet 1936, « Intervencionismo estatal equivale a fascismo ».

travail à tous les citoyens. Et, fin 1937, une propagande commença dans la CNT en faveur d'un certificat de travail confédéral, avec le slogan et le prétexte que :

> « Aucun véritable travailleur ne peut être gêné qu'on exige de lui tous les rapports nécessaires pour vérifier son adhésion à la cause du peuple. »

Lénine avait écrit presque la même chose :

> « Chaque ouvrier a un livret de travail. Il n'est pas humilié par ce document, encore qu'aujourd'hui, à n'en pas douter, c'est un document qui démontre l'esclavage salarial capitaliste. »[35]

Ce qui cadrait avec sa théorie du syndicat unique et obligatoire, ce qui explique l'application du livret professionnel dans tous les pays qui se réclament du marxisme.

Le dernier pas fut fait lors du congrès économique élargi de 1938 à Valence : en cas de licenciements successifs – des usines confédérales ! -,

> « les antécédents [de l'ouvrier] seront enregistrés sur les livrets de travail et syndical, en laissant à la discrétion du syndicat affecté les sanctions de suspension temporaire de travail qu'il faudra lui imposer, mesure que l'on ne propose qu'en dernier recours. »

Tant de créations de fédérations d'industrie et tant de contrôles de militants cénétistes par leurs dirigeants furent menés à bien sans que personne ne contrôle ces derniers, et qu'ils prévoient de l'être. L'UGT, plus qu'à des polémiques de la part de la CNT ou de la FAI, était en proie à une scission (ce qui était déjà le cas dans le PSOE entre Caballero et Prieto) entre la branche caballériste et collectiviste, et la branche communiste en faveur de l'industrie privée.

La commission exécutive de l'UGT décrétait, cependant,

> « qu'il fallait prendre des mesures énergiques contre les syndicats qui ne font pas ce qui a été convenu par le gouvernement ». (Octobre 1938)

De son côté, M. R. Vázquez – critique, puis fanatique du livret de travail – annonçait aux fédérations régionales

> « la militarisation de l'électricité et la restitution des compagnies à l'étranger ». (Mai 1938)

35. *¿ Se sostendrán los bolcheviques en el poder ?* septembre 1917, cité dans : Adler, *Consejos obreros y revolución*, México, Grijalbo, 1972, p. 127.

M. R. Vázquez prenait des décisions arbitraires :

> « En Espagne, il y avait deux puissances économiques : celle des juifs et celle des jésuites. Celle des juifs consistait presque entièrement en capitaux étrangers. Celle des jésuites apparaissait dans la plupart des cas en tant que capital national. »

On retrouve la vieille identification juif-capitaliste, visible chez Proudhon et Reclus, mais déjà dénoncée en 1900 par le groupe des étudiants internationalistes de Pierrot, Goldsmith, etc. De plus, les capitaux étrangers en Espagne n'étaient pas forcément synonymes de présence juive et qu'une telle pensée répondait en tout point aux mots d'ordre fascistes. De plus, la généralisation était absurde étant donné que la femme de Kropotkine était juive, que beaucoup de juifs formaient des groupes anarchistes aux États-Unis, qu'il y en eut dans les guérillas de Makhno... L'erreur personnelle devint une erreur collective, lorsque M. R. Vázquez repoussa au nom de la CNT des possibilités de se gagner les juifs :

> « Il faut préciser que nous ne pouvons faire de concessions ni œuvrer pour déroger le vieil édit qui détermine l'expulsion des juifs d'Espagne [36] et ouvrir les portes à tous les juifs qui voudront venir s'établir ici. Ce n'est pas possible, parce que ce serait, à n'en pas douter, une des décisions les plus anti-révolutionnaires que nous pourrions adopter. Nous savons parfaitement qu'immédiatement un capitalisme d'énorme importance s'établirait ici, ressuscitant par là même les vieux systèmes d'exploitation [...]. En marge de cette question de principe, on peut faire tout le travail de captation, propagande et divulgation qu'on voudra dans les milieux séphardis, tout en admettant qu'aucun juif n'est fasciste. » (Mai 1938) (Archives de Salamanque)

Un certain nombre de sépharades étaient revenus en Espagne durant la Seconde République et certains luttèrent avec les républicains, et la CNT, comme Alkalay de Bulgarie. On constate les effets pervers des dirigeants lorsque personne ne les contrôle.

L'autogestion organisée à la base se forma spontanément, ou plus exactement, appliqua aussitôt la propagande anarcho-syndicaliste et anarchiste, c'est-à-dire trois orientations : les statistiques (pour dominer l'économie), les nouvelles techniques (pour restructurer l'économie) et la culture (pour avoir une nouvelle vision du monde).

36. Edit de 1492 aboli par Franco en 1968, réaboli par Juan Carlos en 1992. Vázquez, comme Franco et Juan Carlos, se sentait solidaire des rois catholiques !

« Cullera dit qu'il faut créer une commission de statistiques qui doit être divisée en groupes, qui seront réunis selon des fédérations communales, provinciales et régionales. » (Septembre 1936)

Il s'agissait ni plus ni moins que de l'idée du rapport sur les statistiques au congrès d'avril 1872 à Saragosse, tel que le cite Anselmo Lorenzo dans *el Proletariado militante*.

À cette évidence, le comité national répondit par l'indifférence, et lorsqu'il changea d'idées la coupure était trop forte.

Les nouvelles techniques consistèrent d'abord à transformer l'industrie de production des biens de consommation en industrie de guerre, ce qui ne se fit pas seulement en Catalogne, mais aussi à Madrid (le périodique *Ferrobellum* du PC la décrit en partie), dans le Levant et en Andalousie. Dans le même temps, l'industrie du transport était concentrée, et l'exportation des agrumes unifiée, et de nombreuses industries suivaient cette évolution.

Plusieurs techniques totalement inconnues en Espagne furent appliquées comme dans les automobiles « le gaz à haute pression dans des bouteilles transportables ». L'industrie de guerre en particulier profita d'importantes nouveautés.

L'œuvre culturelle est inséparable de la guerre dans la mesure où c'est à cause de l'autogestion et du combat contre le capital qu'elle a pu être accomplie. Ainsi, dans l'esprit du collectiviste, il y avait un seul et même niveau : autogérer le village ou une entreprise, s'enrôler dans les milices, créer une école de type Ferrer, donner des explications anticonceptionnelles.

« Castelseras signale qu'une des premières choses qui ont été prises en considération dans ce village fut la mise en marche des écoles, étant donné que les enfants d'aujourd'hui, qui seront les hommes de demain, doivent être orientés et éduqués comme il faut. » (Aragon, septembre 1936)

« [...] Adapter l'école à l'enfant et non le contraire, comme on l'a fait jusqu'à présent [...]. Notre école n'a pas besoin de faire du prosélytisme pour tel ou tel doctrine ou credo ; il lui suffit de faire des hommes dans les conditions indiquées et avec un fort sentiment de liberté, car nous sommes sûrs qu'ainsi ils seront nécessairement à nos côtés et entreront dans nos rangs. » (Asturies, mai 1937)

Le travail de l'École nouvelle, dans le Centre et en Catalogne – CENU – est encore à faire, de même que la lutte contre la prostitution est l'œuvre de *Mujeres libres*. Mais on remarque la

répugnance à imposer la même limitation mentale dont on accuse les autoritaires capitalistes et marxistes. Parfois, on tomba dans le puritanisme, comme Erhenburg et Kaminsky s'en firent l'écho ironique, mais ils oubliaient que

> « l'élément le plus important du mouvement anarchiste fut la terrible dignité qu'il donna à l'homme. L'anarchisme arriva à croire complètement en l'homme – il ne voulut pas aider, mais faire. Un exemple. Il y avait les dames qui aidaient le pauvre ivrogne ; l'anarchiste déclencha une campagne contre l'alcoolisme. Voilà comment on attaque le mal à la racine. »[37]

C'est pourquoi un autre forfait du PC fut d'attaquer les écoles rationalistes, comme cela arriva avec la 82e brigade de montagne qui interdit l'école aux 115 enfants de la collectivité d'Ademuz (juillet 1937).

L'organisation et l'orientation données par les centrales se heurtaient fortement à la mentalité des collectivistes. En outre, la guerre était le grand prétexte qui permettait d'exiger et de faire taire :

> « Et que personne ne pense maintenant à des augmentations de salaires ou à des réductions d'horaires. Le devoir de tous les travailleurs, surtout de ceux de la CNT, est de se sacrifier, de travailler tant qu'il le faudra. » (Novembre 1937)

La première grande critique fut celle des paysans :

> « Les ouvriers de l'industrie ont été favorisés économiquement, même lorsqu'ils ne font rien, en revanche les paysans n'ont pas été aidés le moins du monde, alors que ce sont eux qui en réalité ont travaillé toutes les heures possibles. » (Mars 1937).

> « Ni le comité régional ni personne n'a expliqué ce qu'est la municipalisation ; et comme personne ne l'a expliqué, les paysans ne savent pas à quoi s'en tenir. [...] Il s'est passé la même chose lorsqu'il fut question de la constitution des conseils municipaux, on ne nous avait pas dit leur « rôle » ; même chose avec les syndicats agricoles. » (Mars 1937)

Le néo-capitalisme dénoncé au niveau des entreprises apparut également dans les collectifs agricoles et les comités :

> « [Le groupe de la FAI de la collectivité de Villena :] Nous voyons que le commerçant individuel a disparu et que nous avons donné naissance au commerçant collectif. Nous voyons qu'un village essaie d'en tromper un autre sur la marchandise, et c'est lamentable. » (Avril 1937)

37. Candel, F., *Ser obrero no es ninguna ganga*, Barcelone, Ariel, 1968, pp. 72-73.

« Esteban, du comité régional du Levant, rejoint les déclarations de Gadea et dit qu'il s'est créé dans les villages un esprit égoïste très regrettable. Les villages amènent leurs produits à la fédération lorsqu'ils ne peuvent les vendre à la bourgeoisie ou à l'État. Ils doivent quatre millions à la fédération. Si l'on n'y porte pas remède, on va à la débâcle et à la désorganisation. » (Septembre 1937)

Cette déviation n'explique cependant pas l'autoritarisme économique qui se fit jour avec la création de la Fédération nationale paysanne :

« Ses accords sont obligatoires pour tous ses membres et affiliés. » (Article 14)

« [Les collectivités et organismes paysans] seront subordonnés aux accords nationaux de la Fédération nationale paysanne et de son secrétariat général pour ce qui a trait à un meilleur rendement des cultures, à éviter la propagation ou l'apparition de maladies dans les campagnes, et à la transformation ou le remplacement des cultures qu'il ne faut pas continuer d'un point de vue économique. »

À partir de fin 1937, une campagne anti-collectivités se développe dans le sens que

« la collectivité ne doit pas et ne peut être autre chose que l'organe économique de la révolution et de la nouvelle société qui en découle, dont l'organe économique est né dans le syndicat ; le syndicat, issu de la collectivité, a le devoir de veiller sur elle, afin que les principes révolutionnaires qui la sous-tendent ne soient pas transgressés. » (Andalousie, octobre 1937)

« Avec ou sans violence, les collectivités doivent dépendre du syndicat, qui donne la véritable conception du régime de propriété qui doit prévaloir. » (Juan López, 1938)

Bien entendu, il y eut des cas où la grève – l'arme naturelle des exploités – fut la solution :

« Les charpentiers se sont déclarés en grève parce qu'ils ne sont pas d'accord avec l'administration de la collectivité. Le comité de la branche du bois CNT-UGT dit que, face au fait répugnant de cessation du travail par tous les ouvriers de cette branche sans raison valable ni préavis d'aucune sorte, outre qu'il condamne l'acte en soi, il pense que cette manœuvre ne peut qu'avoir été concoctée par des éléments embusqués, fascistes et inconscients. »[38]

38. Tarrasa, 1er novembre 1937, cité par Ragon, *Terrassa 1936-1939. Tres anys dificils de guerra civil*, Terrassa, Patronat de la fundació Soler i Polet, 1972, p. 248.

« Le lendemain, Comorera publia le décret de confiscation [des spectacles] et notre réponse fut la grève générale de la catégorie des travailleurs intéressés. [...] La grande majorité des camarades était d'accord pour refuser la confiscation [... et proposaient] de consulter le comité exécutif créé par l'organisation de Catalogne. Cet organisme, présidé par García Oliver, nous répondit que, étant donné les circonstances, nous devions accepter la confiscation. »[39]

Tant d'autorité faisait contraste avec la passivité vis-à-vis du sabotage, de l'interdiction du CLUEA et de la destruction par la force du conseil d'Aragon. C'est sans doute la raison pour laquelle il n'y eut pas de véritables sanctions, puisqu'un an après on débattait encore des mesures à adopter envers les syndicats et les collectivités qui ne suivaient pas les accords nationaux (octobre 1938).

Même si les comités se trompaient ou prenaient des décrets trop tard (ainsi le conseil d'Aragon s'occupait de statistiques en juin 1937, selon son bulletin), ils prenaient des mesures indispensables comme l'unification de la comptabilité au Levant. Mais il semble que, sauf quelques exceptions comme Alcora, Graus, etc., les collectifs s'enfermaient dans leur activité, sans répondre aux circulaires officielles :

« La révolution triomphera par la statistique. » (Novembre 1936)

« Il faut que les paysans comprennent la portée des statistiques, car on ne peut conseiller de faire des ventes, des achats et des échanges sans contrôle. » (Avril 1937)

« La valeur des statistiques dans l'agriculture. » (Octobre 1938)

« Section de statistiques : circulaire. Les collectivités ne répondent pas comme il faut. » (Janvier 1939)

Il semble que l'UGT connut autant de problèmes que la CNT, comme il ressort d'une circulaire de Bajo Llobregat, sans doute vers février-mars 1938 : « Chers camarades, comme cela avait été annoncé, le plénum des syndicats de notre région a eu lieu. Il fallut le suspendre le 26 du mois dernier vu l'absence d'assistance de la majorité des syndicats qui composent cette fédération communale et il fut reporté au 2 de ce mois, et un bon nombre de syndicats manquèrent également [...]. Il est honteux de constater que, vu le temps écoulé, 80 % de la région n'ait pas encore rempli une obligation aussi nécessaire pour la bonne marche du comité. »

39. Richards, *Enseignement de la révolution espagnole*, Paris, 10-18, pp. 337-338. Rééd. Acratie, 1997, pp. 191-192.

De toute façon, la difficulté pour recueillir des statistiques n'explique pas l'incapacité de chaque centrale et du gouvernement républicain lui-même de donner des chiffres globaux sur le nombre de collectivités dans les différents secteurs de l'économie et des collectivistes et leur famille. Et cependant, il y eut des enquêtes, mais il semble que personne n'en publia les résultats.

Quels problèmes se posaient aux collectivités ? Nous commencerons par un problème mineur : celui des voyages, des sorties des collectivités, parce qu'il fut falsifié par un journaliste catholique belge très influencé par la propagande du PC (comme c'est le cas généralement des intellectuels limités). Émile Hambresin écrit à propos d'une femme malade qu'elle n'avait pas reçu l'autorisation de sortir de la collectivité de Membrilla pour aller à Ciudad Real.

> « On peut, par cet exemple, se rendre compte de l'intolérable dictature exercée par les comités. Les moindres actes de la vie étaient soumis à leur contrôle. Beaucoup de paysans estimèrent que la nouvelle dictature anarchiste était aussi insupportable que l'ancienne dictature féodale. »[40]

Remarques : Hambresin a pris ce fait dans des sources anarchistes, mais sans les citer, et en se trompant de collectivité ! En effet, Souchy relate que, dans la collectivité d'Albalate de Cinca, une femme voulait se rendre à Lérida pour consulter un médecin spécialiste et que le comité exigeait qu'elle ait un certificat du médecin du collectif, en alléguant que les gens abusaient généralement des permissions de sortie. Souchy concluait en écrivant que l'opinion du médecin aurait tranché le problème.

Or, à Membrilla, il arriva précisément le contraire, le narrateur écrit qu'une femme demanda la permission de consulter un spécialiste en ville,

> « et sans tergiversations bureaucratiques elle toucha immédiatement le prix de son voyage ».[41]

De plus, Kaminsky rapporte, pour Alcora, qu'on pouvait voyager sans difficultés. En avril 1937, il y eut une circulaire de la fédération régionale d'Aragon demandant que chaque collectiviste qui change de collectif ait une autorisation, pour éviter les conflits. *Campo Libre*, décrivant la collectivité de Villas Viejas, précisait que les voyages considérés comme utiles étaient remboursés et les autres devaient être payés.

---

40. *Esprit*, février 1938, p. 687.

41. CNT : *Collectivisations, l'œuvre constructive de la révolution espagnole*, s.l., CNT, 1937, p. 164. Rééd. 1965.

Ce détail falsifié démontre une fois de plus l'opposition délibérée à l'autogestion.

Le problème fondamental, pierre de touche, de tous les incidents, fut celui des petits propriétaires. Il est entendu que le PC provoqua des conflits, mais l'autogestion, comme forme économique, se proposait et se propose d'éliminer la petite propriété. Il est par conséquent important d'éviter les généralisations qui compliqueraient ou simplifieraient le problème, déjà par trop faussé par le léninisme, avec sa théorie selon laquelle les paysans veulent d'abord la terre individuellement, puis accepteraient la coopération.

Une première constatation est que, bien souvent, les collectivistes étaient des petits propriétaires qui réunissaient leurs terres. Mais ils formaient une minorité que les autres paysans suivirent d'abord, soit par enthousiasme, soit par pression et opportunisme. C'est une première étape, qui va grosso modo jusqu'à 1937.

À partir de 1937, vu l'attitude des républicains et du PC, vu les lois également, il n'est plus obligatoire de suivre la minorité collectiviste. Nous constatons que des conflits surgissent (Vilanesa, la Fatarella, Cullera), mais non seulement les collectifs se maintiennent, mais ils se multiplient en Castille, à Santander et dans le Levant.

Donc, l'autogestion fut une réalité acceptée et adaptée. Le fait même que le gouvernement de Madrid et le PC aient eu recours à un général pour détruire la collectivisation en Aragon est démonstratif de la racine profonde de la collectivisation. Une autre preuve est constituée par les livres de séance des collectivités : parmi ceux consultés à Salamanque, nous avons des entrées tardives, progressives, ce qui démontre qu'avec la réflexion, l'expérience, les paysans étaient convaincus :

– La Torre (Valence), formée le 17 septembre 1937, reçut de nouveaux membres le 14 octobre, les 2 et 22 décembre 1937, les 20 et 27 janvier 1938 ;

– Villacanas (Tolède), formée par la CNT et l'UGT le 25 avril 1937, eut une entrée le 26 décembre 1938 ;

– Campo Leal (Ciudad Real) eut une entrée le 26 janvier 1939.

On a accusé les collectivités de ne pas céder les terres des ex-collectivistes qui voulaient revenir à la vie individuelle. D'après les documents consultés, il semble qu'au contraire il y eut une liberté vaste et totale. Cependant, l'UGT d'Alicante, dans son congrès de février 1938, prit la décision de ne céder

« rien des terres collectivisées aux mécontents qui veulent s'en aller pour une raison non reconnue par la collectivité ».

En fait, selon la documentation du PC d'Aragon, il s'avère que ce furent ceux qui partaient des collectivités qui abusaient, en emportant plus qu'ils n'avaient amené.

Un autre problème grave fut celui des conflits entre les collectivités. Les conflits directs furent ceux d'Albalate del Luchador, déjà cité, et un autre, inventé en exil semble-t-il :

« Si Balsareny et Ascó avaient entièrement réalisé leurs projets hydrauliques [...], cela pouvait amener un conflit énorme pour se disputer le liquide blanc. »

Les conflits indirects furent – à notre avis – l'opposition de l'Aragon à la Catalogne sur l'électricité et l'organisation économique :

« Nous n'avons reçu ni de la Catalogne ni d'autres régions la chaleur dont nous avions besoin. » (Février 1937)

Et finalement, plusieurs collectivités conservaient avec l'État des liens commerciaux au lieu de passer par la commercialisation syndicale (comme nous l'avons vu). La même constatation fut faite dans un plénum national de l'industrie textile (novembre 1938).

Enfin, **les abus** économiques entre collectivités et les conflits de pouvoir dans le collectif eurent leur importance. Il faut d'abord ne pas oublier que tous les collectifs ne sont pas parfaits – comme à Liria. Il y a du *confusionnisme* à Teresa de Cofrentes, *une caricature de collectivité* à Corral de Almaguer – Tolède –, mais dans l'ensemble la critique est rare dans ce domaine.

Le problème de l'abus de pouvoir de la part du comité de la collectivité se serait posé à la longue et il apparaît déjà dans les statuts eux-mêmes :

« Les accords adoptés par le conseil d'administration seront obligatoires pour les coopérateurs ; le conseil sera élu pour quatre ans et sera renouvelé (pour moitié en décembre 1939 et l'autre en décembre 1944). » (imprimé et répandu dans la province de Castellón) A.S.

En Castille, en Andalousie ou en Aragon, ces droits dictatoriaux du comité n'existaient pas.

Les sanctions qui apparaissent dans les livres de séance sont compréhensibles (alcoolisme, *imprudence envers une camarade)* ou franchement inquiétantes :

« Il est approuvé de sanctionner d'une peseta [le salaire journalier devait être de 5 ou 6 pesetas] tout collectiviste qui

manquera aux assemblées hebdomadaires ; pour sa façon de se comporter vis-à-vis du conseil dans cette réunion [...], expulsé comme indésirable. »

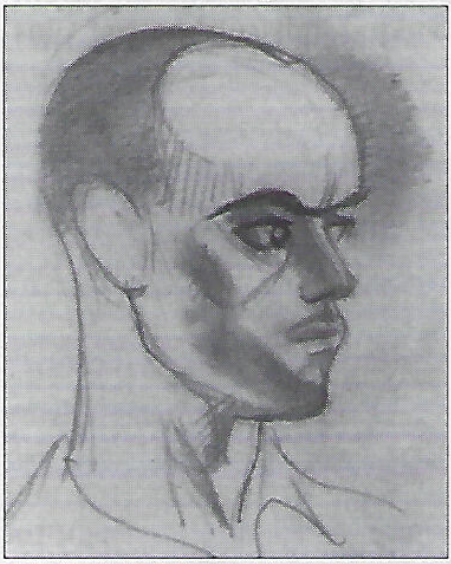
Mais il faudrait avoir un échantillonnage plus grand.

Défauts provisoires à cause de la guerre ? « Comitécratie » inévitable ? On ne peut trancher, ils existèrent et furent combattus, dans un cadre économique indiscutablement plus juste, plus riche.

Aurora, secrétaire à la Casa CNT-FAI, 1937

Quantin de los baños,
Barcelone, 1937.

Ignacio de la Fuente,
secrétaire des transports, 1937.



Mariano
Vázquez, 1937.

Résultats de la collectivisation
Conclusions et estimations générales

Il faut d'abord remarquer que presque tous les renseignements viennent de la CNT, bien que l'UGT ait eu également autant ou plus d'importance dans de nombreuses provinces. Nos calculs sont par conséquent provisoires et minimaux.

Ensuite, nous devons souligner la grande absence de chiffres sur l'ensemble de l'autogestion industrielle, notamment l'industrie de guerre.

Malgré tout, nous pouvons ordonner nos données.

Andalousie : le chiffre minimal de collectivités est de 120 et le maximum de 300, ce qui donne une moyenne de 210 collectivités, avec 300 personnes dans chacune d'elles, nous aurions 63 000 personnes.

Aragon : le chiffre de 450 collectivités avec 300 000 habitants est acceptable. En outre, l'UGT avait une certaine force, avec 31 collectifs à Huesca.

Santander : les chiffres cités, bien que minimaux, peuvent être retenus : une centaine de collectifs et 13 000 personnes. Pour les Asturies, nous n'avons rien.

Catalogne : il y eut au minimum 297 collectivités agricoles et au maximum 400. Si nous prenons 350 avec 200 personnes en moyenne, nous avons 70 000 membres. Pour l'autogestion industrielle, vu la loi, l'ensemble des ouvriers était concerné, mais le chômage était important. En prenant 80 % des 700 000 ouvriers qu'il y avait dans la province, nous aurions 560 000 personnes, c'est-à-dire avec la famille, un minimum de 1 020 000.

Centre : 240 collectifs agricoles avec 22 664 familles, soit un minimum de 67 992 personnes ; et sans doute autant de collectifs ugétistes avec autant de membres. Il y aurait donc

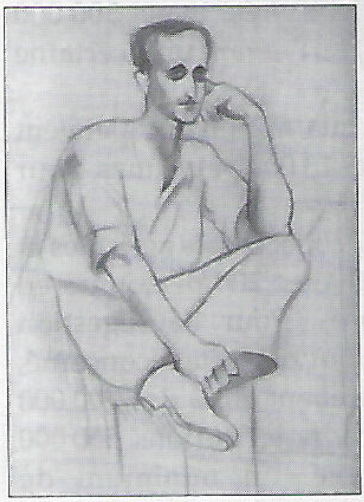
environ 176 000 personnes impliquées dans l'autogestion agricole. De nombreuses collectivités industrielles existaient dans la capitale et certaines villes ; un minimum de 30 000 personnes paraît logique.

Estrémadure : le chiffre de 30 collectifs avec 200 personnes, soit 6 000, doit être un maximum pour la CNT et l'UGT.

Levant : notre estimation actuelle est de 503 collectifs au minimum dans l'agriculture, touchant 130 000 personnes. Dans l'industrie, le chiffre minimal et hypothétique de 30 000, comme dans le Centre, semble raisonnable.

Total : 758 000 personnes dans l'agriculture et 1 080 000 dans l'industrie, ce qui nous donne, par conséquent, 1 838 000 personnes, chiffre minimal.

Cette estimation corrige ce que nous avons publié en 1970 (2 440 000 et 3 200 000) et correspond à celle de V. Richards [42] (1 500 000), mais s'oppose radicalement à celles de G. Leval : trois millions (1952) et ensuite *six, sept, huit millions*. La méthode de calcul employée est la suivante : démontrer l'efficacité économique d'une expérience implique de présenter des faits, des résultats ; son impact immédiat concerne les familles des salariés et des intervenants (bénévoles ou pas). Afin d'éviter tout triomphalisme, j'ai choisi de définir la famille de chacun comme équivalente à quatre personnes, d'où multiplication par trois. Une autre vision, plus ouverte, pourrait élargir la famille espagnole des années 30 aux enfants, aux ascendants et quelques collatéraux, soit six ou sept personnes, ce qui en temps de guerre (disette, réfugiés) est possible. C'est peut-être ce qui explique la vision de Leval [43]



Pedro Brendicho.

42. Richards, *op. cit.*, p. 196.
43. Leval, *l'Espagne libertaire*, Paris, Tête de feuilles, 1972, p. 12.

I

Apparition de l'autogestion à Barcelone et premiers paradoxes

« À l'heure grave que nous traversons, il s'impose que chacun observe exclusivement les consignes générales de ce comité.

Il y a un ennemi commun très [illisible], le fascisme. C'est contre lui que nous nous opposons ; c'est contre lui que nous luttons ; c'est lui que nous devons écraser. C'est cela ni plus ni moins.

En même temps, conscients de notre responsabilité, nous avons décidé que tous les services indispensables de ravitaillement fonctionnent, de même que les communications, afin que le peuple ne manque pas de la nourriture nécessaire et que les relations, communications, commerce, ravitaillement indispensables ne soient pas interrompus.

Comité régional de Barcelone, 20 juillet 1936.

Note : ce matin, nous avons donné par radio l'ordre de reprendre le travail aux boulangers, laitiers, employés des marchés, etc., afin que les denrées les plus indispensables ne manquent pas. [...] »

Ce document affirmait donc le retour à une économie presque normale, ce qui différait des tentatives antérieures du communisme libertaire à tout prix. Du reste, un an plus tard, le même porte-parole déclarait :

« [La CNT-FAI] ne se laissa pas impressionner par l'ambiance et ne s'enivra pas de la victoire rapide, absolue, décisive, qu'elle avait obtenue. Et au milieu de cette domination totale de la situation, les militants examinaient le panorama et proclamaient : Conquête des localités occupées par le fascisme.

Il n'y a pas de communisme libertaire. D'abord, vaincre l'ennemi, là où il se trouve. »[44]

Cela signifiait peut-être que la tendance anti-trentiste avait été éliminée, après la réunification du congrès de Saragosse, au profit d'une tendance qui se proposait les mêmes buts à long terme : alliance et consolidation des conquêtes libertaires, mais en suivant une ligne tactique avec les forces politiques dans le moment présent. Deux consignes se dessinèrent aussitôt :

– « retour au travail »[45]

– « contre les pillages ».[46]

Au même moment, deux campagnes commencèrent :

– **Alliance** avec les autres tendances politiques contre les militaires, malgré les rancœurs que nous avons mentionnées et qui duraient encore.

– **Respect des biens étrangers et danger d'intervention** au cas où ce respect ne serait pas observé. Cette intervention semble n'avoir eu de conséquence que sur les biens britanniques puisque Nestlé (suisse) et la compagnie d'engrais Cros (belge) furent collectivisées rapidement et jusqu'à la fin de la guerre. [47]

Après cet exposé de l'attitude du comité régional, voyons quelle fut l'application de ces consignes. La CNT-FAI, aussitôt après avoir vaincu les militaires à Barcelone, décida d'organiser des milices pour libérer Saragosse. Dans ce but, les syndicats s'emparèrent de tous les secteurs vitaux de l'économie : métallurgie, transports, sources d'énergie, communication, commerce, ravitaillement.

---

44. M. Vázquez, secrétaire du comité régional de Catalogne, puis du comité national de la CNT, dans *De Julio a Julio, un año de lucha*, Barcelone, 1937, pp. 207-208 (reproduction du numéro spécial de *Fragua Social* de Valence du 19-7-37).

45. *Boletín de información CNT-FAI (BI)*, 24-7-36 ; *SO*, 25-7-36, pp. 2 et 4 ; 26-7-36, 28-7-1936, p. 4 ; 28-7-36, p. 4 ; 31-7-36, p. 8.

46. Par radio, 25 juillet 1936 (voir Peirats, *op. cit.)* « Autos réquisitionnées qui doivent être rendues » *(SO*, 26 juillet, p. 3) ; « Nos camarades, condamnés pour le hold-up de l'Escocesa, ont remis au gouvernement de la Généralité le montant des sommes réquisitionnées dans les églises et la cathédrale de Vich. » *(BI*, 28 juillet 1936) ; « Nous fusillerons tout individu dont il sera prouvé qu'il a commis des actes contre le droit des gens. » *(BI*, 29-7-1936 ; *SO*, 30-7-1936).

47. « Les bateaux de guerre étrangers près de Barcelone. » *(BI*, 26 juillet 1936). « Le consul anglais s'adresse au comité régional... [Un fonctionnaire] a dressé la liste de toutes les maisons anglaises à Barcelone et, au nom du consul, a demandé qu'il intervienne [...] pour que ces maisons ne soient ni saisies ni réquisitionnées. Le secrétaire a remercié l'envoyé, car le désir du comité régional est aussi que l'on respecte toutes les maisons étrangères. » *(BI*, 27 juillet 1936, p. 1).

Métallurgie.

Solidaridad Obrera du 22 juillet annonçait en page 2 que le syndicat unique de la métallurgie invitait les militants des *sections de chaudronniers et soudeurs* à s'emparer des centres de production *pour le blindage des camions et autres travaux nécessaires.*

Un journaliste du *Boletín de información CNT-FAI* constatait, le 12 août :

> « Dans les entreprises métallurgiques, et comme résultat des événements de juillet, deux nouvelles formes d'administration ont surgi. L'une implique la direction ouvrière sans aucune sorte de restrictions, par la saisie. L'autre représente une forme d'administration bourgeoise très atténuée, par le contrôle des comités ouvriers d'usine. »

Comme exemple de saisie, nous avons la Casa Torras qui employait 500 travailleurs et qui, en quinze jours à partir du retour au travail, le 20 juillet, blinda six camions ; comme exemple de contrôle ouvrier, il y a plusieurs usines, ce qui laisse à penser que c'était la forme la plus répandue.

La S.A. Barret, avec 2 000 ouvriers, ne fut pas saisie parce que

> « le consulat belge nous fit valoir que l'entreprise est constituée par 80 % du capital du pays qu'il représente ».

On déduit de sa description qu'elle n'était pas utilisable pour le blindage.

Dans la Casa Girona – 1 500 travailleurs –, de fin juillet au 6 août, quatre camions blindés furent fabriqués ; dans la Casa Vulcano, 520 ouvriers, avec un comité mixte CNT-UGT, on blindait des camions et on faisait la *journée ininterrompue.*

Il faut expliquer que la Généralité, dans des buts démagogiques évidents, avait décrété la semaine de quarante heures et une augmentation de 15 % des salaires. La CNT protesta contre cette diminution des heures de travail en temps de guerre et l'augmentation des salaires à un moment de difficultés économiques. Il est évident qu'entre ces deux tendances, un certain nombre de travailleurs et de collectifs choisirent le moindre effort, renforcés par l'impression très logique que la guerre n'était qu'une question de semaines, puisqu'en deux jours le coup d'État de droite avait échoué dans la moitié de l'Espagne.

Cependant, dans les usines mentionnées, on appliquait généralement les mesures de la Généralité.

Dans la Casa Vulcano, comme dans la Maquinaria terrestre y marítima, l'UGT participait au comité. De la documentation

consultée il ressort que la CNT prenait les initiatives et que l'UGT aidait après un certain temps.

Transport.

En Catalogne, il y avait trois compagnies de chemins de fer : le réseau Madrid-Saragosse-Alicante (MZA), le réseau du Nord et les chemins de fer catalans.

– Compagnie MZA : l'entreprise était déficitaire en 1936, mais la cause en était due aux salaires très élevés des directeurs. Elle fut saisie par l'UGT et la CNT. Avec la division de l'Espagne par la guerre, le trafic diminua de 70 %. Il y eut un nivellement des salaires et une réduction des tarifs voyageurs.

– Chemins de fer du Nord : un sous-directeur touchait au moins 41 000 pesetas par an, et un cheminot, 5,5 pesetas par jour (environ 1 650 par an) ; un ouvrier de l'industrie, selon diverses sources, touchait de 10 à 12 pesetas par jour (3 000 à 3 200 par an).

– Chemins de fer catalans : il y avait des bénéfices et le même phénomène de salaires élevés pour les directeurs.

Dans ces conditions, une unification interne des trois compagnies était nécessaire, surtout en temps de guerre.

Dans un article de fin août 1936 de *Solidaridad Obrera* : « La future structure des chemins de fer », on projetait l'électrification des chemins de fer espagnols, ce qui est en train de se faire lentement aujourd'hui.

Les transports de Barcelone présentaient des caractéristiques semblables. On instaura l'égalisation des salaires. La réduction des horaires afin de donner du travail aux chômeurs, l'octroi de pensions aux retraités.

Sources d'énergie.

Les premiers jours, l'essence était distribuée gratuitement. Ce ne fut qu'à partir de la mi-août quelle fut vendue et rationnée. Il nous semble extraordinaire que l'on puisse unifier les chemins de fer tout en laissant gaspiller l'essence. Une explication plausible nous semble être les différences de capacités entre syndicalistes.

Les compagnies des eaux, gaz, électricité furent saisies par les syndicats fin juillet.

Communications.

Le central téléphonique, entreprise nord-américaine Bell, était contrôlée par la CNT-UGT. Ce fait devint un prétexte

politique en mai 1937 pour l'intervention armée de la police catalaniste, avec l'appui du parti communiste.

Commerce.

De grands magasins comme el Siglo et el Aguilar furent saisis. Des salons de coiffure furent collectivisés à la mi-août.

Ravitaillement.

La brasserie Damm, 610 ouvriers, réorganisa son échelle de salaires en abaissant les plus élevés et en versant 70 pesetas de retraite au lieu de 35.

Un comité ouvrier procéda à la réouverture d'une fabrique de pâtes alimentaires fermée pour cause de faillite.

Le point névralgique de Barcelone, et en même temps une des meilleures réalisations, fut celle du marché couvert de Borne.

Spectacles publics.

Juste après le putsch, les travailleurs de cette branche se réunirent (musiciens, acteurs, machinistes, etc.) et décidèrent d'entrer dans la CNT. Ils créèrent le syndicat du spectacle et résolurent le problème du chômage (500 musiciens sur 1 500), du favoritisme, des salaires. Rodolfo González Pacheco fit jouer des œuvres, et de nombreux documentaires cinématographiques furent faits sur la guerre et l'autogestion.

Ces brèves descriptions ne permettent pas de trancher le problème de la spontanéité ou non de l'ensemble de l'autogestion. La chronologie est une possibilité de jugement, car si de nombreuses entreprises de la branche apparaissent à des dates proches, on peut en déduire qu'il y eut un ordre d'en haut et son application à la base. Si au contraire nous n'avons pas de vision ordonnée, c'est que, dans chaque usine ou atelier, on discuta, on attendit, on hésita pour arriver à un accord.

La chronologie présente deux étapes : la période d'absence de pouvoir légal jusqu'au 8 août, qui ouvre le rétablissement de la Généralité avec une série de décrets de saisies d'entreprises, ce qui, par conséquent, confirmait l'action des comités à la base.

Jours et mois	*Entreprises*
19 juillet	Tramways, Meubles.
20	Casa Torras, Casa Girona, Metales y Platerías Ribera, Hispano-Suiza, Maquinaria terrestre y marítima, Casa Vulcano, Chemin de fer du Nord, magasin el Siglo.
21	MZA.
22	Métro.
23	Spectacles publics.
24	Chemins de fer catalans.
25	Transatlántica, eaux.
27	Casa Xalmet.
28-31	Luz y Fuerza, organisation sanitaire.
1er août	Chaudronnerie industrielle García García.
2	Librer.
3	Publicité Gabernet.
6	Société générale espagnole de librairie, Editorial Escampa-unión.
7	Publicitas, Construcciones metálicas Field.

2 branches professionnelles apparaissent : « Meubles » et « Spectacles » qui regroupent de fait plus d'une centaines d'ateliers et de lieux de travail. On a aussi 24 entreprises : 9 pour la métallurgie, 6 pour le transport et 11 pour les services, dans des secteurs très différents et à des moments très échelonnés. Pour la maison García, le patron offrit son entreprise aux travailleurs. Pour la période ultérieure, on aurait pu penser que les saisies allaient se multiplier. En réalité, elles furent progressives et même lentes.

Secteur métallurgique et de l'automobile.

Du 11 au 31 août, 11 cas avec l'acte de saisie du comité de contrôle : 6 pour la CNT, 1 pour l'UGT, 3 pour la CNT-UGT, 1 indéterminé. En septembre, 23 cas : 8 pour la CNT, 8 CNT-UGT, 7 indéterminés. Sur ces 34 cas, nous avons 14 comités CNT, 1 UGT, 11 CNT-UGT, 8 indéterminés. Dans 9 cas, la raison évoquée est l'absence du patron, ce qui correspond à 6 comités CNT et 3 CNT-UGT. Dans 8 cas, le patron fait une donation volontaire à ses ouvriers (2 comités CNT et 6 sans affiliation politique).

Dans plusieurs cas, les entreprises étaient dans la même rue, mais les attitudes ne furent pas semblables. Rue Pedro IV aux numéros 6, 172 et 295 : saisie le 27 juillet CNT, le 1er septembre CNT-UGT, le 15 septembre indéterminé. Même phénomène dans la rue Corts aux numéros 419, 533, 570 et 674, nous avons 28 août CNT, août UGT, 10 septembre CNT-UGT, et 28 septembre CNT-UGT.

Secteur de l'industrie de l'habillement.

Actes sans date, 15 cas qui se répartissent ainsi : 3 CNT, 11 CNT-UGT, 1 CNT-UGT et une autre organisation. Mois d'août : 11 cas à partir du 12 : 5 CNT, 3 CNT-UGT, 1 CNT et une autre organisation, 2 indéterminés. Septembre : 19 cas : 2 CNT, 17 CNT-UGT. Ainsi, sur 45 actes, il y a 31 comités CNT-UGT et 10 CNT.

Dans 3 cas, les patrons offrent leurs entreprises ou participent à la collectivisation. On remarque comme dans l'industrie, des différences dans une même rue (rue Ronda de San Pedro) : 5 cas CNT-UGT ; en août, le 20 septembre, les 8 et 13 octobre ; Trafalgar, n° 6, 15, 36 et 80, un comité CNT et 3 CNT-UGT, les 31 août, 7, 9 et 14 septembre.

Secteur des éditions et des papeteries.

Août, 29 cas à partir du 13 : 21 UGT, 7 CNT-UGT, 1 CNT-UGT-POUM. Septembre, 39 cas, la majorité dans la première quinzaine : 32 UGT, 7 CNT-UGT. Par conséquent, sur 68 cas, l'UGT domine avec 53 comités, contre 14 CNT-UGT et 1 avec la CNT et le POUM.

La domination de l'UGT n'efface pas les tendances précédentes. Pour les patrons, il y a un cas où un patron devient *directeur technique* ; pour les rues : Ronda Universidad, 2 cas le 21 août, 1 cas le 26, 1 cas le 1er septembre – tous trois UGT –, et le 22 août, 1 cas CNT-UGT.

Si l'absence de fil directeur est évidente, en revanche la qualification de donation volontaire du patronat ne laisse pas d'être suspecte. La peur et l'opportunisme durent jouer un grand rôle. Cependant, il faut souligner l'attitude de la Fédération des patrons coiffeurs et barbiers de Barcelone et des villes limitrophes, qui contacta le syndicat unique des ouvriers coiffeurs CNT le 9 août pour discuter de la collectivisation. Ensuite, le 11, il y eut une assemblée spéciale des patrons sur la collectivisation :

« Après un bref débat et quelques explications, il fut procédé au vote, l'intégralité du document étant approuvée à l'unanimité sans aucune réserve et par acclamation. En même temps, il fut décidé qu'à l'entrée en vigueur de la collectivisation, les associations patronales seront dissoutes et leurs membres passeront ipso facto au syndicat unique des coiffeurs de Barcelone et des environs, avec tous les droits et les devoirs y afférent. »

Le 14 septembre, la collectivisation de cette industrie était officiellement décrétée, et les biens de la fédération patronale et d'une mutuelle d'accidents y entraient.

Nous déduisons de cette énumération que la CNT, avec l'UGT [48] s'emparèrent des points névralgiques de l'économie barcelonaise, ce qui confirme les décisions prises par le comité régional.

Quel fut l'effet politique de ces mesures ?

À peu près nul selon les déclarations ultérieures de membres de l'UGT et de la CNT [49]. Et dans la pratique, il n'y eut pas d'approfondissement économique entre les différents organismes autogestionnaires et entre ceux-ci et la Généralité de Catalogne.

Bernardo Pou et Renée Lamberet.

48. L'UGT participait mais ne prenait pas, en général, les devants.

49. *Pleno nacional del Transporte (UGT)*, Valence, janvier 1937 ; Abad de Santillán, *Por qué perdimos la guerra*, 1939, pp. 68-69.

II

LE CLUEA

(Comité levantino unificado de exportación de agrios)

Les oranges.

Le marché d'exportation d'agrumes subissait, comme les autres branches, les effets de la crise mondiale. De plus, les oranges de Palestine et d'Afrique du Nord et du Sud, achetées par l'Angleterre et la France, constituaient déjà une menace pour le marché espagnol. C'est pourquoi il y eut une diminution graduelle des ventes et de la production des oranges (en milliers de quintaux) :

- 1930 : 11 963
- 1931 : 12 042
- 1932 : 11 710
- 1933 : 9 672
- 1934 : 9 098.

La presque totalité de la production était exportée et donnait une quantité importante de devises : 90 % d'une récolte était exportée et rapportait 320 millions de pesetas-or. Durant la campagne 1933-1934, le même taux d'exportation rapporta 180 millions.

Selon la direction générale des douanes, la moyenne des rentrées en millions de pesetas-or pour la période 1931-1935 fut de 150, ce qui représentait 21,07 % des exportations totales.

Les principaux acheteurs pour la période 1931-1935 étaient l'Angleterre : 30 %, la France : 25 % et l'Allemagne : 20 % ; le total des exportations se montant à 75 %. Les exportations se faisaient par l'intermédiaire de négociants locaux qui versaient des avances aux propriétaires d'orangers et les payaient par la suite selon les prix internationaux. En fait, ils agissaient comme des caciques, exploitant les propriétaires.

Au début de la campagne des oranges 1936-1937 (approximativement d'octobre 36 à mai 37), du fait que la guerre continuait et se présentait comme devant être longue, les républicains et les syndicalistes pensèrent à cette source de devises. Ainsi, en septembre, le plénum régional de paysans CNT décida d'organiser des commissions d'exportation.

Le même mois, l'UGT et la CNT constituaient les CLUEF (Comités locales unificados de la exportación de frutas) et surtout le CLUEA (Comité levantino unificado de exportación de agrios).

Ces organismes se proposaient de supprimer les intermédiaires et de mettre au point les expéditions afin d'améliorer la situation des producteurs. Le CLUEA signalait au gouvernement la nécessité d'exportations unifiées pour résister à la concurrence et pour rechercher de nouveaux marchés remplaçant ceux d'Allemagne. Le CLUEA espérait obtenir l'exclusivité des exportations et l'appui financier du gouvernement, mais cela lui fut refusé en octobre.

Madrid ne négligeait cependant pas le problème et, les 2, 20 et 25 novembre, prenait des mesures pour limiter les avances données aux paysans par les organismes d'exportation, et pour autoriser la formation de coopératives ayant les mêmes privilèges que les syndicats agricoles.

Cette dernière mesure était destinée à la Fédération provinciale de paysans, fondée récemment, et qui réunissait les ex-membres des syndicats agricoles catholiques et les adversaires du CLUEA. Elle était l'œuvre du Parti communiste et du ministre de l'Agriculture, Vicente Uribe, membre du comité central du PC.

Les chocs et la confusion étaient inévitables, comme cela arrive chaque fois qu'il y a des organismes différents pour une même fonction. Une fois de plus, l'antagonisme politique tournait au désavantage du secteur républicain.

Il y eut des accusations réciproques d'escroquerie et de sabotage, et il apparut clairement que le CLUEA était abandonné par le gouvernement pour la campagne 1937-1938 et remplacé par une Centrale d'exportation d'agrumes, qui était la même organisation mais sous contrôle gouvernemental et communiste.

L'expérience du CLUEA n'aurait pas beaucoup d'intérêt si les problèmes que voulurent résoudre les syndicats ne se posaient pas avec la même acuité aujourd'hui encore.

En effet, Liniger Goumaz [50], décrivant l'état du marché espagnol en 1960, note : un isolement des producteurs agricoles face aux intermédiaires qui fixent les prix à leur avantage ; le manque de possibilités économiques des producteurs, qui les oblige à vendre les fruits le plus tôt possible ; les difficultés de conservation, autre raison de vente rapide sans attente de meilleurs prix :

> « l'individualisme, du fait de la méfiance congénitale du Méditerranéen devant les diverses formes d'associations coopératives. » [51]

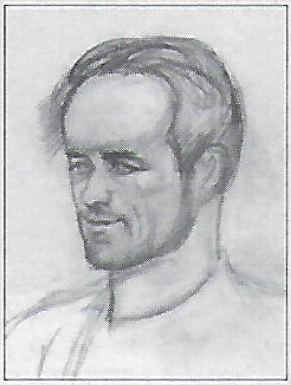
Cette situation livre presque totalement le producteur à l'exportateur et au négociant.

Liniger Goumaz propose comme solution une industrialisation, une prise en main de l'exportation par les associations de producteurs :

> « Refuser ce truisme que nous impose tout simplement l'évolution de la société humaine, qu'elle soit capitaliste ou socialiste (et les coopératives des États-Unis d'Amérique ne peuvent pas être soupçonnées de sympathies communistes), est impossible à longue échéance. »

Cet exemple montre qu'en voulant unifier l'exportation, la collectiviser, les syndicats apportaient une solution économique plus adéquate que la réalité du moment. En même temps, cette conception avantageait autant les producteurs que les consommateurs. Mais une prétendue union politique fit échouer cette œuvre.

Juan Garcia Oliver, Barcelone, 1937.



Bernardo Pou, Barcelone, 1937.

50. Liniger Goumaz, *l'Orange d'Espagne sur les marchés européens*, Genève, Ed. du Temps, 1962.

51. Liniger Goumaz, *op. cit.*, p. 126. Comme chez Charles Gide, on remarque que les poncifs les plus creux sont au cœur de l'analyse économique de l'Espagne et des pays méditerranéens.

CAMPESINOS
LA TIERRA ES VUESTRA
P.O.U.M

III

Les insurrections révolutionnaires en Espagne 1932-1934

Le syndicalisme espagnol était marqué par la rivalité entre les socialistes et la CNT anarcho-syndicaliste. Et si, pendant le début de la dictature fascisante de 1923-1930, le PS et l'UGT ont participé officiellement au régime (pour pouvoir éliminer la CNT), par contre, fin 1930, le PS et l'UGT étaient embarqués dans un coup d'État militaire contre la monarchie, qui échoua en décembre par manque de synchronisation. Un des paradoxes de cet épisode c'est que l'armée ait pu pencher à gauche, et que quelques semaines plus tard, le régime monarchiste ait accepté le résultat défavorable des élections sans imposer par le sang la continuité de la monarchie. C'était sans aucun doute le résultat d'une réflexion intelligente : la crise mondiale allait toucher durement l'Espagne, et la gauche ferait tant d'erreurs, qu'avec une agitation à la Mussolini, la droite monarchiste pourrait revenir légalement.

Ce projet de la droite fut en fait assez bien réalisé en 1931 par la gauche. Entraînant un espoir immense de réformes profondes et rapides, le gouvernement socialiste et républicain avançait très lentement sans oser toucher ni à l'armée ni à la garde civile. Cette dernière multipliait les cas de répression aveugle, surtout contre les paysans assoiffés de terres. L'Espagne avait alors 50 % d'agriculteurs dans la population active, et ils se politisaient vite, puisque le syndicat paysan de l'UGT (FNTT : Fédération nationale des travailleurs de la terre) passait de sa fondation en avril 1930 de 27 340 affiliés à 445 414 en juin 1932, soit environ 40 % de l'UGT, qui comptait 1 041 539 membres ce même mois. Et à Castilblanco, en Estrémadure, le 30 décembre 1931, la garde civile – quatre hommes – tira sur des paysans du village, tous

membres de la FNTT, en tuant un et en blessant deux autres. La réaction spontanée des villageois, hommes et femmes, fut de se ruer sur les gardes civils et de les massacrer à coup de couteaux et de pierres.

Ce climat de revendication existait partout, et la base de l'UGT faisait grève, malgré toutes les tentatives de freinage de la direction syndicale et du PS. Le chef du gouvernement, Azaña, notait dans son journal intime :

> « Si la présence de trois ministres socialistes dans le gouvernement ne peut empêcher une grève, à quoi sert-elle ? »

Les anarcho-syndicalistes avaient dénoncé aussitôt le réformisme des socialistes et des républicains, en lançant la grève des ouvriers du Téléphone qui fut perdue par la faute du gouvernement pendant l'été 1931, et qui montra que les socialistes et les républicains étaient du côté patronal. Des sections de l'UGT avaient manifesté leur solidarité aux grévistes de la CNT.

Malheureusement, la tactique unitaire anarcho-syndicaliste fut brisée par une dissension entre partisans d'une préparation de la révolution et ceux de la révolution immédiate, c'est-à-dire les trentistes (nom donné suite à une prise de position de trente militants de la CNT) et les faïstes (partisans de la FAI, très influencés par le groupe de Durruti, Ascaso, García Oliver, etc.).

En janvier 1932, la FAI fit une tentative insurrectionnelle de communisme libertaire dans un bassin minier au nord de Barcelone. Elle échoua au bout de quelques jours vu son isolement. En janvier 1933, la même tentative est répétée à plus grande échelle au Levant, en Aragon et en Andalousie. L'UGT ne bouge pas, et les syndicats des villes de la CNT ne font pas tous la grève de solidarité. L'UGT et le PS parlent de provocation anarchiste antirépublicaine, d'usage insensé de la grève. Mais un village andalou est frappé par la répression de la garde civile.

C'est l'affaire de Casas Viejas (aujourd'hui Benalup de Sidonia, province de Cadix). Là, la garde civile assiège la maison d'une famille, celle de Francisco Cruz Gutiérrez, dit « Seis Dedos ». La garde civile finit par y mettre le feu, tuant huit personnes. De plus, les gardes arrêtent de nombreuses personnes et, comme certaines se moquent d'elles, douze sont abattues. La droite utilise ce scandale, ainsi que la CNT, contre le gouvernement d'Azaña, qui répond que :

« Si la rébellion de Casas Viejas avait duré un jour de plus, toute la province de Cadix se serait embrasée. » (2 novembre 1933)

La rumeur publique affirme qu'il aurait ordonné aux gardes de *tirer au ventre*, ce qui n'est pas confirmé.

L'UGT et le PS sont ébranlés en profondeur : en 1932, le siège de la CNT à Séville a été attaqué par l'artillerie, une tentative de coup d'État militaire du général Sanjurjo, arrêtée par des syndicalistes (de la CNT), et de la gauche, n'a entraîné que des mesures punitives douces. Le gouvernement républicain et socialiste ne semble que servir la droite.

En décembre 1933, la FAI et la CNT lancent le mot d'ordre d'abstention aux élections pour faire pression sur la gauche éventuellement laisser passer la droite, ce qui déclencherait la révolution socialiste. Mais il ne s'agit pas de la droite machiavélique de 1931 : l'exemple de Mussolini est complété par celui de mars 1933, de l'accession d'Hitler au pouvoir et de la liquidation de toute la gauche. En décembre 1933, un nouveau mouvement insurrectionnel communiste libertaire échoue parce que limité à l'Aragon, l'Andalousie et l'Estrémadure. Mais la base de l'UGT et les paysans réclament de plus en plus des mesures révolutionnaires. Les idées de l'ugétiste asturien Bueno sur la nécessité d'abandonner la république bourgeoise et de faire la révolution, dédaignées en 1931, refont surface. Le gouvernement de la droite se montre très dur : les modestes mesures de réforme sont annulées. Les propriétaires terriens réduisent volontairement les travaux agricoles et répondent aux chômeurs et aux revendications de salaires par : *¡ Comed república !* (mangez républicain, c'est-à-dire, allez vous faire nourrir par la République).

En mars 1934, dans les Asturies, l'UGT, la CNT et les communistes du futur POUM – ceux du PC apparaîtront vers octobre –, signent une alliance révolutionnaire. Les deux tendances du PS, représentées par le réformiste social-démocrate Indalecio Prieto et l'ex-réformiste syndical devenu révolutionnaire extrémiste Largo Caballero, sont de plus en plus contestées par les sections de la base de l'UGT. Pour se dédouaner d'une part, pour effrayer la droite de l'autre, la direction du PS commence à faire passer des armes dans les Asturies. *El Socialista*, le périodique du parti, allait jusqu'à annoncer en septembre 1934 que la révolution était proche, que l'armée des travailleurs se formait.

Le 4 octobre 1934, Gil Robles, se considérant comme le Mussolini espagnol, entre au gouvernement de droite. Le

6 octobre une insurrection éclate simultanément dans les Asturies et en Catalogne. Les catalanistes ont rejoint le PS au dernier moment, leur préparation est sommaire, de plus une de leurs premières mesures est de mettre hors la loi la CNT. Dès que les forces de l'ordre réagissent, leurs velléités de résistance disparaissent. Mais dans les Asturies, non seulement le soulèvement triomphe dans les petites localités, mais les mineurs et les ouvriers s'emparent de deux grandes villes, Oviedo et Gijón, et d'une usine d'armement.

La caractéristique du mouvement des Asturies fut que, pour la première fois dans l'histoire de l'Espagne, les socialistes, les communistes et les anarcho-syndicalistes appliquèrent ensemble leurs théories sur la révolution. Le mouvement fut assez unitaire pour que naisse le slogan « UHP », Unión de Hermanos Proletarios (Union des frères prolétaires).

Des descriptions d'auteurs pro-communistes ou socialistes, il ressort une certaine similitude avec les essais anarcho-syndicalistes de 1932 et 1933 :

> « La monnaie est abolie, il règne un communisme de guerre complet. La distribution des marchandises est dirigée par les comités ouvriers qui impriment des feuilles de papier valables pour un kilo de pain, etc. La vente des boissons alcoolisées est interdite. »[52]

> « Au milieu du vacarme de la lutte, les comités révolutionnaires veillaient aussi aux œuvres de type social. Dès que le contrôle des villages était obtenu, on créait des institutions d'aide et de soutien aux enfants et aux vieillards. [...] On combattait et on créait simultanément. »[53]

> « L'ordre révolutionnaire s'élabore sur tous les terrains, l'argent est supprimé. Chaque famille pourra acquérir une certaine quantité d'aliments selon le nombre d'individus qui la composent. »[54]

Le style de ces trois auteurs marxistes, admirant et couvrant d'éloges cette nouvelle *Commune de Paris*, est typique « On combattait et on créait simultanément. » Comment comprendre dans ce cas que, trois ans plus tard (à peine), les critiques du PC

---

52. Conze, Edward, *Spain to-day, 1936. Revolution and Counter-revolution*, Londres, 1936, p. 100.

53. Hernández, Jesús, *Negro y Rojo. Los anarquistas en la revolución española*, Madrid, 1946, p. 127.

54. Maurín, Joaquín, *Revolución y contrarrevolución en España*, p. 226, texte de 1935 (éd. 1966).

et du POUM s'accordaient pour affirmer qu'il fallait combattre et remettre la révolution à plus tard ?

Cécité mentale, crétinisme ? Non, léninisme (ou mussolinisme), car dans cette idéologie seuls les militants du Parti peuvent avoir des initiatives révolutionnaires, les autres sont le *lumpen*, les incontrôlés... Ce ne fut pas un hasard si dans les Asturies des tribunaux populaires apparurent dans les secteurs communistes et qu'il y eut de la tolérance et des bons traitements dans les localités anarcho-syndicalistes (comme le montre Diaz Nosty). Des antagonismes surgirent.

> « À Mieres, il y eut des cas où des manifestes, approuvés par le comité révolutionnaire, se révélèrent, une fois imprimés, complètement défigurés. [...] José Maria Martinez, âme du mouvement révolutionnaire de Gijón, mourut pendant la lutte de façon mystérieuse. »[55]

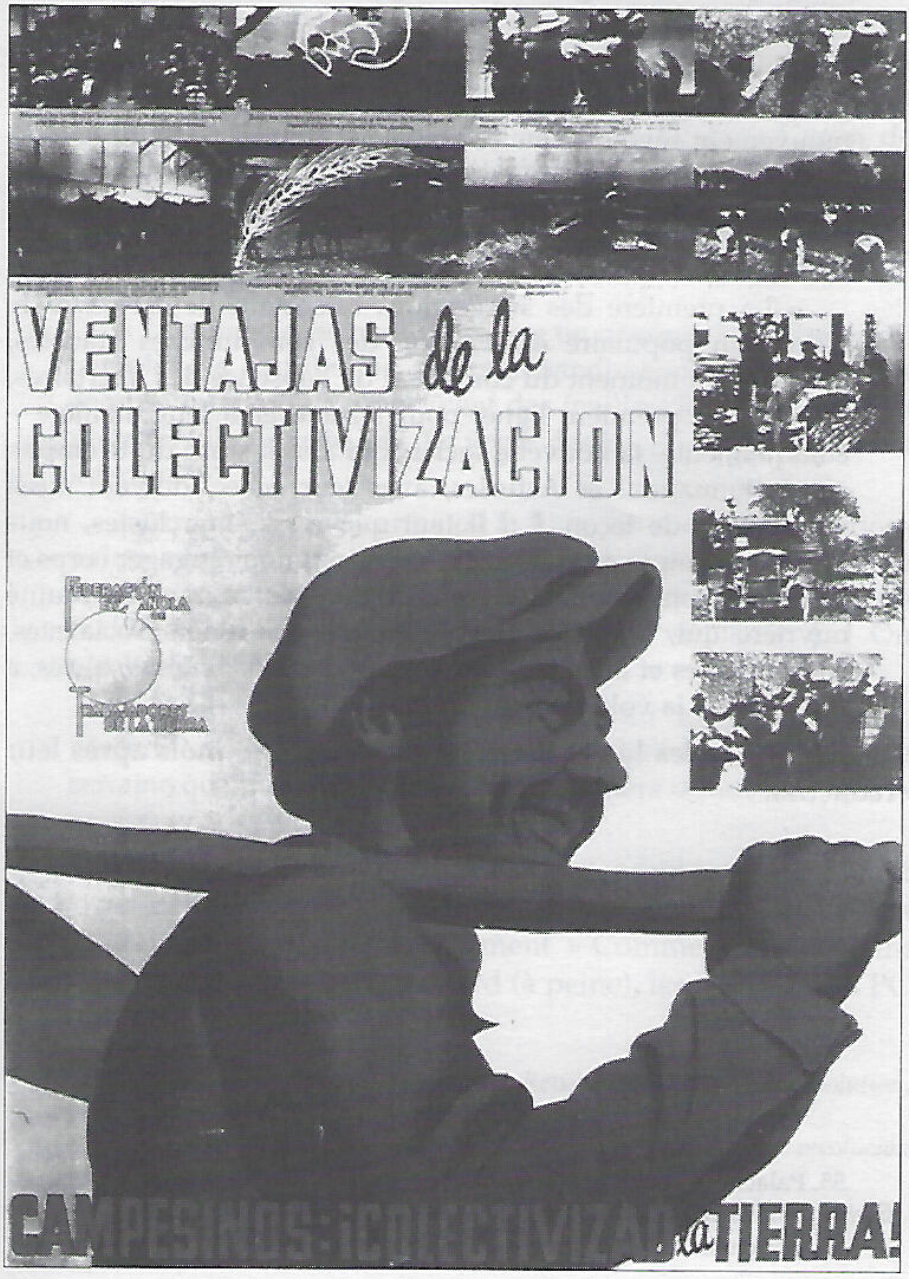
Du soulèvement de 1934, Federica Montseny tirait ces conclusions :

> « La première des suggestions ressortant de cet essai de révolution populaire est l'action des communistes étatistes, profitant du moment du combat et de l'absence des libertaires, toujours en première ligne, pour structurer à leur manière – étatiquement – la nouvelle société qui aurait surgi du triomphe révolutionnaire. Les Asturies, avec leur échec, doivent aussi nous servir de leçon. [...] Il faut que nous, anarchistes, nous rendions compte de la nécessité de ne pas nous engager corps et âme, avec une confiance aveugle, dans ce courant de l'unité ouvrière qui, fécondée par le sang des ouvriers socialistes, communistes et anarchistes qui moururent dans les Asturies, a fini par être la volonté populaire. »[56]

Belles paroles bien mal appliqués quelques mois après leur rédaction !

55. Palacio, Solano, *la Revolución de octubre. Quince días de comunismo libertario en Asturias*, Barcelone, 1936, p. 140, 95.

56. Conclusion de Montseny à l'ouvrage de Palacio, p. 195-196.


VENTAJAS de la
COLECTIVIZACION
TIERRA!

IV

Exemple de réforme monétaire et schéma de la circulation fiduciaire dans une économie sociale

Ce projet fut rédigé, fin 1936, par des ingénieurs et des ouvriers cénétistes de l'industrie textile de Catalogne.

« La première étape de la révolution actuelle sera une révolution économique et monétaire, ou ne sera pas la révolution. La modification du système monétaire est aussi importante que la mise en ordre de l'économie si nous voulons une transformation biologique et viable de la société.

Le système monétaire est un système de mesure et de comparaison de la valeur des choses, exactement comme le système métrique est un système de mesure et de comparaison des dimensions des choses.

La suppression de la monnaie n'est donc pas possible dans une société organisée, puisque la nécessité de comparer les choses et de les échanger est évidente pour l'homme y compris le solitaire.

Comme tous les systèmes de mesure et de comparaison, le système monétaire repose sur une base arbitraire. C'est ce fondement arbitraire du système monétaire qu'il est possible de changer ou de réformer radicalement, exactement comme la base arbitraire du système métrique a remplacé, dans certains pays, la base arbitraire des systèmes de mesure et de comparaison des dimensions des objets en vigueur avant la Révolution française.

Il faut comprendre que remplacer le système monétaire actuel par un système de bons n'est pas supprimer la monnaie ; c'est simplement en remplacer la base arbitraire actuelle par une autre base arbitraire d'échange. Peut-on croire sérieusement que des bons – forcément différents pour chacun des usages auxquels ils

sont destinés – peuvent remplacer avec succès le système monétaire et financier actuel, presque parfait, considéré comme une science de la mesure de la valeur des choses, si l'intervention des passions humaines ne jouait pas continuellement ?

Il est nécessaire de comprendre que le système monétaire et financier actuel doit être réformé dans un sens qui lui conserve tous ses avantages, résultant des expériences économiques de nombreuses générations humaines, et qui fasse disparaître autant que possible ses défauts que le machinisme a mis clairement en évidence.

Le système monétaire actuel ne peut tenir compte de la production chaque jour plus grande de la technique moderne, premièrement parce qu'il manque de réserves d'or, et ensuite à cause de l'accaparement individuel – et durant de longues périodes – de réserves importantes d'or et de devises.

Il faut, avec les mêmes réserves d'or existant actuellement construire un système monétaire plus souple. La révolution économique et sociale que nous impose le machinisme ne sera pas un fait humainement possible tant qu'on ne comprendra pas que, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la production dépasse tellement la consommation permise par nos finances actuelles, que le déséquilibre économique et social naît du fait de vouloir conserver un système monétaire tel que, pour permettre la consommation normale des richesses produites et accumulées, il faudrait des réserves d'or, ou d'autres métaux précieux, en quantité si grande qu'il est impossible de penser à leur existence.

Il faut un système monétaire qui, par la rapidité du signe monétaire et par l'automatisme quasi instantané des compensations bancaires, permette la garantie financière minimale nécessaire, et cela avec les seules réserves actuelles d'or et de métaux précieux.

La réforme monétaire radicale, qui permettrait donc à la fois de détruire la cause principale du capitalisme et de construire une économie saine et forte dans ses bases, doit être fondée sur la *séparation pratique et effective de ces deux conceptions : moyens de consommation et moyens de production.*

La destruction du pouvoir fétiche de l'argent ne sera pas un fait tant que le système monétaire en vigueur ne nous obligera pas tous à comprendre cette distinction des conceptions que nous imposent les instincts primitifs de l'homme et la complexité de l'économie moderne. L'instinct de propriété chez l'homme est lié à sa nature : il est nécessaire de favoriser la satisfaction de cet instinct par les moyens de consommation qui lui sont indispensables pour réaliser pleinement sa liberté

humaine ; et renforcer la tendance, innée en lui, de mettre en commun les moyens de production afin d'obtenir un rendement plus élevé.

Toutes les réserves d'or et de métaux précieux existantes étant mises à la disposition de la Nouvelle économie sociale, elles représenteront la garantie internationale du système fiduciaire qu'impose la séparation pratique et effective, signalée plus haut, des causes et des effets sociaux de la production et de la consommation.

Sur la réserve d'or et de métaux précieux que les contingences de la guerre et de la révolution laissent aux mains des peuples ibériques, il faut créer le système fiduciaire suivant : *différent*, en ce qui concerne la manipulation des moyens et des instruments de production et en ce qui concerne l'achat et l'usufruit de la propriété et des moyens de consommation, mais *unique* en ce qui concerne sa valeur relative d'échange.

1. Monnaie de consommation.

Elle facilitera la libre manipulation, l'achat, le paiement et l'usufruit de la propriété et des moyens de consommation, et elle sera l'instrument de la conquête du pouvoir économique minimal pour tous et chacun des individus libres, le salaire familial et les primes à la production données éventuellement étant payés en monnaie de consommation.

La monnaie de consommation aura une circulation monétaire visible et uniforme sous la forme de papier-monnaie de valeur variable selon le temps dans le but de stimuler la consommation et d'éviter la thésaurisation sans détruire l'épargne personnelle et familiale. Le papier-monnaie de consommation sera diminué, par périodes, d'un pourcentage annuel ou trimestriel à fixer selon que les émissions de billets seront annuelles ou trimestrielles.

Le papier-monnaie de consommation permettra *seulement* l'échange de la production et des moyens de consommation, à *l'exclusion absolue* des moyens et instruments de production.

La valeur réelle du papier-monnaie de consommation sera fixée et changée immédiatement en monnaie de production à son retour dans le cycle de la production : industries de consommation, services sanitaires et culturels, caisses de sécurité personnelles, commerce de détail, transport de personnel et de matériel. Le signe monétaire sera radicalement neutralisé et détruit une fois exécutées les diverses compensations bancaires en monnaie de production.

Chaque année, selon l'indice de richesse collective du pays et les possibilités de la production, la quantité totale et

maximale de la propriété personnelle et familiale de consommation sera fixée, et il sera dressé une liste des moyens de consommation qui pourront être normalement et librement manipulés et utilisés avec le papier-monnaie de consommation.

La manipulation des capitaux de consommation sera libre, leur possession permettra seulement la consommation dans la Nouvelle économie sociale.

2. Monnaie de production.

Ce sera l'unité d'échange pour toutes les transactions industrielles, commerciales, financières et bancaires des moyens de production, sans absolument aucune exception.

La monnaie-unité de production n'aura pas de circulation monétaire visible et uniforme, mais sa valeur sera constante et fixe et elle ne sera sujette à aucune spéculation.

L'usage de la monnaie de production sera obligatoire pour toutes les transactions des moyens de production, au moyen d'estimations écrites (chèques, lettres, etc.) signées par les syndicats professionnels, vendeur et acheteur, et contrôlées par leur service bancaire, selon les normes bancaires générales.

Toutes les compensations bancaires se feront normalement et par les procédés les plus rapides, selon la loi de comptabilité bancaire de la Nouvelle économie sociale.

La manipulation des capitaux de production sera nécessairement et totalement aux mains des syndicats professionnels, et on n'en permettra l'utilisation à aucune autre personne naturelle ou juridique, si ce n'est aux services économiques des organismes politiques, sociaux et judiciaires strictement nécessaires à la nouvelle société.

3. Sur le marché international, la base du commerce extérieur sera l'échange, et l'or et les autres métaux précieux seront dans tous les cas considérés comme marchandise d'échange, jusqu'à la création d'une monnaie internationale. »

Daniel Cuevas, directeur du journal de Manresa.

bien qu'il fût analphabète. Après une journée de douze ou quatorze heures, il dormait le mousqueton entre les jambes parce qu'il fallait protéger les produits des forces de la destruction.

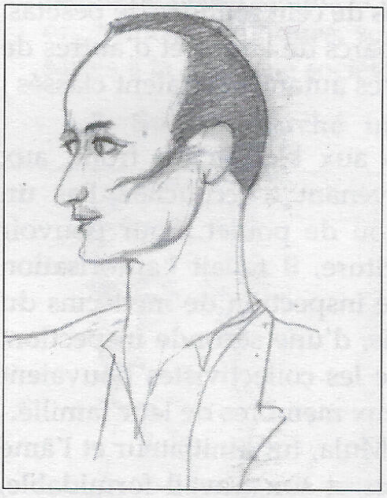
Cette collectivité de mille travailleurs fonctionnait avec trois charges rétribuées : le secrétaire Roque Provencio, le comptable (Salomón Vázquez ?) et une dactylo, qui était indispensable pour rédiger ce que dictait Roque Provencio qui signait avec son tampon.

Les nombreuses délégations étrangères qui rendaient visite s'étonnaient de l'aspect et du langage âpres de Roque Provencio si différents des chefs politiques et des patrons. C'est qu'il était un diamant brut, né de la révolution.

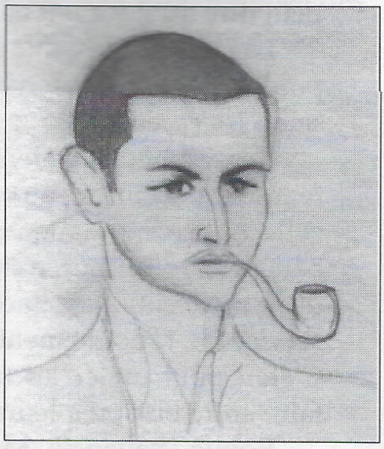
Le travail se faisait sans chef d'équipe, car cette fonction fut supprimée à la demande d'un collectiviste.[59] Lorsque la collectivité avait besoin de quelque chose, on l'évaluait en argent et on l'échangeait contre une autre, par exemple Ocaña.

Je ne sais pas ce que sont devenues les propriétés de la collectivité lorsque Madrid tomba aux mains des « nacionales ».

Trente ans après ces faits, il semble incroyable qu'une œuvre d'une telle nature ait pu être faite par des analphabètes. Et cela alors qu'on proclame aujourd'hui sur tous les tons que le peuple espagnol n'est pas mûr pour la démocratie. Tel que tu me vois, invalide et plus, je n'aurais pas pu vivre si je n'avais pas eu ce sentiment de dépassement. »



Secundo Martinez
(Transports)



Pedro Cortes
(Transports maritimes)

59. L'auteur lui-même.

VI

La collectivité des pêcheurs d'Adra [60]

« En août 1936, une assemblée tenue au Capitole, cinéma d'Adra, à laquelle participaient environ un millier de pêcheurs et quelques patrons de bateaux, décida à l'unanimité de réquisitionner toutes les embarcations de pêche et de les collectiviser immédiatement.

Les organisations représentées à cette assemblée étaient l'UGT et la CNT. La première regroupait 10 % des pêcheurs et la seconde les 90 % restant, mais il faut souligner qu'il n'y eut pas de divergences ni de désaccord entre les deux centrales syndicales au sujet de la mise en marche de la collectivité et de son fonctionnement. Chacun était libre d'abandonner l'embarcation collectivisée et d'y entrer selon les besoins, c'est-à-dire que si une embarcation de 25 hommes, n'en avait que 24, le premier arrivé pouvait occuper la place.

L'argent existait-il ? Oui, nous ne pouvions nous en passer. Le syndicat tout comme le comité de l'industrie de la pêche, qui contrôlait toute l'industrie, devaient œuvrer intelligemment afin que ce fait révolutionnaire mis en marche par les pêcheurs eux-mêmes, ne soit pas un échec.

Le produit de la pêche, de chaque bateau, était réparti entre les membres de l'équipage, après avoir laissé au comité une petite quantité, qui était destinée à remplacer les outils abîmés ou les filets déchirés. Une partie était donnée, avec l'accord des pêcheurs, à celui qui avait été propriétaire de l'embarcation.

Je ne me souviens pas de problèmes importants qui se soient posés entre les pêcheurs. Les seuls obstacles que nous rencontrâmes étaient que nous ne pouvions recevoir assez de matériel, à cause de la guerre, pour la pêche qui était alors abondante.

60. Résumé d'une discussion avec Antonio Vargas, Londres, novembre 1970.

Les améliorations furent considérables dans tous les domaines. Le pêcheur commença à retrouver sa dignité, il n'était plus un esclave. Avant la guerre, le patron prenait 50 % du produit de la pêche, plus les 3/5 du reste. Un des plus grands parasites était le *vendeur* qui, une fois le poisson débarqué, le vend aux enchères et qui, pour ce *travail*, prend 12,5 % de la vente. Nous avons supprimé toutes ces injustices. Durant le fonctionnement de la collectivité, le *vendeur* touchait 2,5 % et c'était bien suffisant. La collectivité fut un grand succès dans tous les aspects. Ce succès fut obtenu par le dynamisme et l'enthousiasme que nous, tous les jeunes libertaires inspirés par les idées de l'anarcho-syndicalisme, avons montrés dans ce moment crucial et glorieux, plein de promesses.

La collectivité ne dura que jusqu'en mars 1937. Le « philo-communiste » Gabriel Morón Díaz, gouverneur civil d'Almeria, à l'époque (il était socialiste, mais en exil au Mexique il devint communiste), envoya un ordre à la compagnie de gardes d'assaut stationnée à Adra. Il profitait de ce qu'à cause de la perte de Malaga la plupart des gens du village s'étaient réfugiés ailleurs, pour considérer comme « disparu » le syndicat de l'industrie de la pêche d'Adra et ordonnait de rendre immédiatement les embarcations aux anciens patrons.

Il y avait alors à Adra la 6e brigade mixte formée de communistes et commandée par Luigi Gallo, actuellement secrétaire du Parti communiste italien. Les camarades les plus en vue durent partir et s'enfuir, car on les recherchait pour les fusiller.

Ensuite la situation se normalisa un peu, et nous pûmes récupérer l'influence que la CNT exerçait. Mais la majorité des pêcheurs avaient été mobilisés et envoyés au front. Il nous fut impossible de reprendre cette grande œuvre révolutionnaire et humaine.

Francisco Giner,
l'ouvrier anonyme de
l'Espagne anarchiste.

VII

La collectivité d'Artesa de Lérida [61]

« [...] Ce que tu dis est certain : jusqu'à maintenant il n'y a pas eu dans nos milieux une exposition, une présentation des limites qu'atteignit la collectivisation en Espagne. Comme mouvement économique dans un système d'économie socialisé, nous nous trouvions au fond des fondations que nous voulions établir. Il n'y eut donc pas un ensemble collectiviste, mais des essais de collectivisation.

À ce sujet, nous devons reconnaître (moi le premier) que, pour les faits que nous nous proposons de narrer, il faut tenir compte de ce que – comme en toute chose – le temps étend son voile et efface peu à peu de notre souvenir de nombreux détails qui seraient très intéressants si nous pouvions les conter tous, mais il faut nous rendre à cette évidence.

À ta première question sur la collectivité d'Artesa de Lérida et à son comité révolutionnaire, il faut expliquer pour éviter toute confusion que le comité qui remplaça le comité municipal fut le premier formé dès le soulèvement factieux, et le conseil municipal remplacé représentait le régime républicain légalement constitué après les élections de février 1936.

Disons également au passage pour que cela soit bien clair, que dès les premiers moments où le peuple triompha de l'attaque des factieux, il n'y avait que le peuple, puisque le peuple était dans la rue, maître de son destin et sans autorité représentative : même la plus haute autorité du peuple – le gouvernement – avait abandonné la direction qui lui avait été confiée. Le peuple était donc maître de lui-même, et comme il n'y avait pas de formation politique, sociale ou économique qui prenne la direction de ce qui avait été conquis, des comités de défense et de toute sorte commencèrent à se créer avec la repré-

61. Entretien avec R. Oriol, Roanne, 10 décembre 1966.

sentation de tous les organismes qui s'étaient opposés au soulèvement réactionnaire. À Artesa, donc, comme dans tous les villages, le premier comité était composé d'hommes du village, nommés librement par celui-ci. Il n'y eut de pourcentage représentatif que lorsqu'on voulut donner un caractère légal au chaos produit par le soulèvement criminel.

– Lorsque la collectivité se forma, étais-tu dans la localité ?

– Non. Le soulèvement me surprit à Barcelone en pleine discussion avec l'entreprise dans laquelle je travaillais et dont le personnel était en grève. Le 19 juillet, considérant que mon devoir était de me trouver dans la province de Lérida, je cherchai à rejoindre mon domicile où je passai la nuit, puis à gagner Lérida. Le matin, je fus surpris d'apprendre que les fascistes étaient maîtres de la situation. Quand ils furent attaqués, la résistance fut brève, car les soldats passèrent du côté du peuple.

– Y eut-il des statuts écrits ou simplement des règles orales ?

– Oui, il y eut dans la collectivité d'Artesa des statuts comme dans toutes les collectivités. Les statuts étaient le plus simple possible et ils reflétaient souvent les accords pris librement dans les réunions où, parfois, tous n'étaient pas collectivistes. Tel était le cas là où il y avait un syndicat de la CNT, car l'organisme confédéral représentait le contrôleur et le conseiller de l'œuvre révolutionnaire. Le secrétaire provincial de Lérida mit sur pied un modèle de statuts que nous pouvons qualifier de standard, auquel il suffisait d'ajouter le nom de la localité, et si les intéressés le trouvaient insuffisant, ils ajoutaient des articles supplémentaires exprimant leur désir.

– Quelle était la proportion de collectivistes et de leur famille par rapport au total de la population ?

– Il faut tenir compte de ce que dans la province de Lérida, le minifundium, ou petite propriété, est extrêmement étendu. Il y a peu de journaliers qui vivent seulement de leur salaire. Si la proportion des déshérités est considérable, il n'en est pas moins vrai que la plupart travaillent indépendamment dans une exploitation familiale, utilisant le métayage, l'affermage et les divers contrats qui diffèrent selon les régions. L'essai de collectivisme fut rendu possible par le soulèvement de la réaction et il n'était pas total. Cependant on profitait de l'occasion offerte au peuple pour mettre en pratique ce système, et le minifundium n'offrait aucun avantage à l'assimilation, à l'adhésion au collectivisme. Malgré tout, le pourcentage des collectivistes de la localité qui nous occupe a dû être de 20 à 25 %, et les partisans de ce système au départ de 50 à 60 %, ce qui donnerait donc un pourcentage de 25 % d'opposants ou d'indifférents. Ajoutons

qu'à mesure que la contre-révolution étendait ses tentacules le baromètre baissait, mais il resta un bon pourcentage de collectivistes qui ne perdirent pas la foi et étaient aussi enthousiastes qu'aux premiers moments.

– Quelle était la proportion des collectivistes et de leur famille par rapport à la population active de la localité ?

– Le village avait environ 6 000 habitants, soit 400 familles, et la proportion des collectivistes n'était pas très différente du pourcentage déjà donné.

– Y eut-il la retraite pour les vieux, une école pour les enfants, la création d'une bibliothèque, ou bien encore des cours d'alphabétisation ou d'autres mesures culturelles ?

– Dans le premier cas, non. Les vieux étaient complètement libres et s'occupaient comme ils le voulaient de travaux secondaires, qui étaient dans le fond aussi importants que le reste. Leur travail comprenait l'élagage de l'olivier à l'époque favorable, ainsi que celui des autres arbres fruitiers. Je signale que, pour ce travail, les vieux, vu leur expérience, sont des artistes, car il ne faut pas seulement savoir couper les branches, mais il faut savoir quelles sont celles qu'il ne faut pas couper pour le bon développement de l'arbre et faciliter la production et la qualité du produit. Quant aux autres activités, ils se consacraient à des travaux plus faciles et moins fatigants.

Sur le plan éducatif, une école municipale fonctionna comme auparavant, et si on ne peut pas dire qu'elle était rationaliste, du moins on imposa à l'instituteur d'employer un système de pédagogie rationnelle. Oui, on créa une bibliothèque : la mienne, que j'offris au syndicat (le syndicat et la collectivité furent créés en même temps et dans le même esprit). Ensuite on y ajouta un bon nombre d'ouvrages donnés volontairement et qui étaient à la disposition de tous les lecteurs. À propos de la bibliothèque, il y a une anecdote que je veux rapporter. À un moment (mars 1937), les éléments réactionnaires, camouflés dans l'UGT et qui répondaient aux consignes du PSUC, appuyés par la *Légion rouge* stationnée dans le village, poussèrent les femmes à attaquer le syndicat de la CNT. Elles envahirent le local et tous les livres furent jetés par la fenêtre et finirent dans un autodafé. Seuls exemplaires qui échappèrent au bûcher : *l'Homme et la Terre, la Nouvelle Géographie universelle* de Reclus et de Zaraceda. Ce furent les seuls cours d'alphabétisation que reçurent les enfants d'Artesa de Lérida.

– Du point de vue économique, y eut-il des échanges avec des villages proches d'Artesa de Lérida, ou bien avec le village qui payait le plus, tout en n'ayant pas de collectif ?

– Aucune des collectivités ne pouvait subvenir seule à tous

ses besoins, aussi les échanges étaient-ils nécessaires. On peut supposer qu'au sujet des échanges, vu qu'elles sont liées par un même esprit, il n'y avait aucune sorte de préférence et plus d'une fois l'organisme provincial ou communal intervenait pour coordonner. L'estimation de la valeur des produits entre les collectivités ne se faisait pas non plus en tenant compte de la valeur commerciale. Par exemple, la collectivité d'Artesa qui était déficitaire dans la production du vin se mettait en rapport avec une autre qui en avait trop, et l'échange se faisait librement : telle quantité de vin contre tant de céréales pour l'engrais ou le pain, et ainsi de suite pour tous les produits.

On ne peut aucunement considérer la collectivité comme un groupement commercial, et pour cette raison elle n'était pas intéressée par la commercialisation de ses produits avec d'autres villages ou collectivités qui payaient plus. Tous les produits élaborés, manufacturés, naturels ou d'importation, étaient distribués par le conseil d'approvisionnement du gouvernement autonome de Catalogne, ainsi que les produits nationaux reçus du gouvernement central de Madrid, aux conseils de ravitaillement communaux (les provinces de Catalogne avaient été supprimées) qui les fournissaient aux consommateurs. La différence résidait dans le fait que, comme par le passé, les non-collectivistes continuaient à se servir dans les boutiques en payant en argent, mais que les collectivistes se servaient à la coopérative – considérée comme centre de distribution pour la répartition – en présentant le carnet familial de collectiviste, et on enregistrait les produits délivrés, la nourriture étant payée en argent ou en coupons propres à la collectivité. La monnaie d'État était abolie par la collectivité et n'avait aucune valeur d'échange.

À mesure que les combats sur le front s'intensifiaient – tous les jours – et que de nouveaux producteurs étaient appelés au front, il est certain que la production s'affaiblissait, que l'enthousiasme tombait, que les difficultés augmentaient et que la situation devenait plus étouffante. Situation dont profitait la contre-révolution, la rouge et la noire, parfois réfugiées dans la même tanière. Aussi la nécessité d'un contrôle plus sévère se faisait sentir chaque jour plus, et les collectivités furent obligées de donner les surplus de leur production à l'organisme régional de ravitaillement.

– L'échange entre les collectivités se faisait-il théoriquement avec des coupons et sans argent ? Est-ce que ce fut le cas pour Artesa et les autres collectivités que tu as pu connaître ?

– J'ai déjà dit que l'on réalisait des essais de collectivisme. Si dans d'autres régions la fédération des collectivités agricoles

s'était déjà constituée, par contre, en Catalogne, il n'y eut pas d'orientation uniforme basée sur le fédéralisme. Chaque collectivité, donc, vu sa production, sa position géographique, son climat (qui détermine les cultures), son agriculture, son cheptel, ses habitudes, le caractère de ses habitants, était un organisme indépendant – elle n'était pas liée par un organisme coordinateur géographique – qui conservait le principe de faire ses transactions en se passant de l'argent. Elle ne l'employait que lorsqu'elle ne pouvait pas faire autrement, les marchés, etc.

À Artesa, comme dans la plupart des collectivités que j'ai pu connaître, on partait du principe de se passer de la monnaie fiduciaire, raison pour laquelle la plupart des collectivités avaient fait imprimer un coupon spécial pour proposer dans la coopérative collective tout ce que la collectivité ne pouvait acquérir par l'échange. Évidemment, cela aurait été inutile si le système en cours avait été intégral, puisque la valeur des produits aurait dépendu du travail et de la production.

– Quel type d'aide y eut-il pour ou de la part de la collectivité d'Artesa ?

– La collectivité d'Artesa n'eut besoin d'aucune aide. Quand la décision de constituer la collectivité fut prise pour exploiter les propriétés qui avaient été abandonnées par ceux qui étaient impliqués dans le soulèvement, pour réunir les terres des petits propriétaires qui avaient accepté l'exploitation en commun, c'était l'époque de la moisson, de la récolte des céréales. La collectivité trouva ainsi un moyen de vie propre et naturel. Par la suite, on récolta les autres denrées : les fourrages, le raisin et l'olive. On procéda en même temps à la préparation des terres pour les prochaines récoltes, qui devaient être supérieures. Il en fut de même en 1938, bien que les collectivistes les plus jeunes et les plus enthousiastes aient été appelés à l'armée.

Remarquons que l'exploitation en commun, bien dirigée et divisée en zones de culture adaptée à la qualité des terres, est plus rentable.

Il y eut, à n'en pas douter, des collectivités qui eurent besoin d'appui. Cette aide solidaire fut donnée par le comité de la fédération régionale et jamais par des organismes officiels. Le comité avait un fonds monétaire, qui lui fut remis par les syndicats industriels, pour aider et développer le collectivisme agricole. La remise des fonds demandés se faisait après un rapport de la direction de la collectivité, avec comme seule formalité un accusé de réception, et sans aucun intérêt.

Quant aux engrais, les collectivités et les individualistes les recevaient du conseil d'approvisionnement de la Généralité, et

non pas en tant qu'aide, car on demandait parfois jusqu'à 75 % de taxes aux collectivités et aux cénétistes.

Cette sorte d'abus, dénoncé par des plaintes de plusieurs collectivités et cénétistes, fut constaté par la fédération régionale lors d'un voyage à travers la région en recueillant dans les quatre provinces, et canton par canton, une bonne quantité de factures et de reçus qui étaient autant de preuves de sanctions dont étaient victimes nos camarades. Toutes ces données furent réunies en un rapport présenté au sous-secrétariat à l'Agriculture du gouvernement central, en conseil des ministres.

Le résultat fut que, devant cette irrégularité, un accord ministériel décida, malgré l'opposition des ministres communistes, de séparer du contrôle de la Généralité, en en faisant la statistique, les terres des 94 000 affiliés à la CNT, afin de leur distribuer la quantité d'engrais, de fourrages, de semailles, etc., qui leur revenait.

– Y eut-il à Artesa, comme dans d'autres villages, la création contre la collectivité d'un prétendu syndicat UGT qui réunissait en fait les ennemis du collectivisme ?

– J'ai déjà répondu à propos des mesures d'alphabétisation. Mais je veux signaler que, bien que ceux qui commirent ce forfait se disaient ugétistes, il y avait dans la collectivité d'Artesa une famille qui était ugétiste, mais de l'UGT d'Espagne, pas de Catalogne.

– La colonne Lister passa-t-elle dans le village ?

– Non. Mais il y eut la *Légion rouge* tristement célèbre pour les habitants d'Artesa, tout comme la colonne en Aragon, puisque l'une et l'autre appartenaient à la même racaille.

Malgré les attaques par des éléments réactionnaires dont fut victime la collectivité, avec l'appui de la Légion et incités par elle pour détruire l'œuvre collectiviste, le syndicat et la collectivité continuèrent leur œuvre jusqu'à la défaite.

– D'où provenaient la fabrique d'extraction hydraulique d'huile d'olive, la batteuse et les outils de labour : d'expropriations, d'achats ou de prêts d'autres collectivités ?

– À dire vrai ce ne fut aucun de ces cas, ils furent recueillis parce qu'ils avaient été abandonnés par leurs propriétaires. À Artesa, il y avait plusieurs fabriques d'huile et plusieurs batteuses. La collectivité – avec l'accord de la majorité de la localité – mit en exploitation, en plus des propriétés abandonnées, une fabrique hydraulique et une autre, au moyen d'acide sulfurique, d'huile qui reste dans le marc des olives.

– Combien de temps as-tu été secrétaire de la fédération de Catalogne ?

– Il ne m'est pas possible d'en préciser la date. Je me rappelle que j'ai été nommé représentant de la province de Lérida au premier congrès régional célébré en septembre 1936, mais à cause de mes occupations dans la province, je ne pus m'intégrer à la régionale qu'en juin 1937. Une fois au comité régional, il fut décidé en réunion que je devrais m'occuper du contrôle des collectivités de la région pour faire appliquer les accords du congrès. Je mis en listes, par ordre d'importance économique, celles qui fonctionnaient jusqu'en novembre 1937 où je dus prendre la charge de remplaçant du secrétaire régional titulaire qui, par incompétence selon lui, avait démissionné. Donc, j'ai occupé la charge de secrétaire de la fédération régionale catalane des paysans de novembre 1937 à novembre 1938, date à laquelle on procéda à la constitution de la fédération régionale des industries agricoles, d'élevages et de l'alimentation.

– Es-tu au courant de l'enquête statistique de mai 1937 ?

– Bien que j'ai été nommé au plénum régional célébré en février 1937 pour représenter la régionale catalane au sein de la fédération régionale de paysans, il ne me fut pas possible de prendre le poste qui m'avait été confié, à cause des raisons organisationnelles de ma région et des contretemps dus à la guerre. Aussi, je ne peux répondre objectivement à cette question.

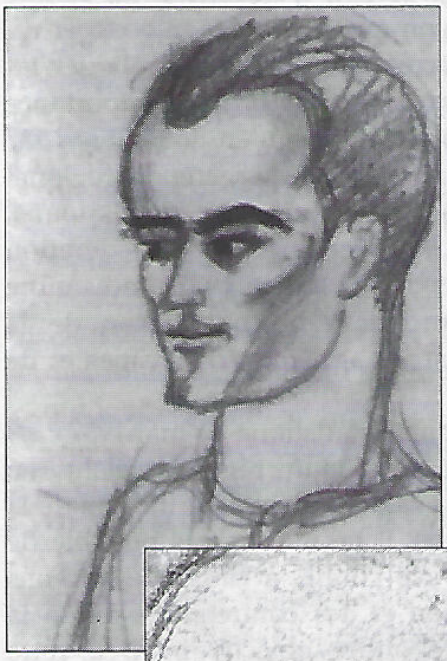
– Que sont devenues les archives des collectivités et des fédérations paysannes ? Sont-elles en Espagne ou bien dans les archives CNT-FAI à Amsterdam ?

– Sur le plan régional, j'ignore complètement cette question, et sur le plan national aussi. Pour ce qui est de la Catalogne, après la constitution de la fédération régionale, comme c'était normal pour une nouvelle administration, toutes les archives de la première période furent gardées à part et classées pour en réduire le volume.

Peu avant l'entrée des troupes fascistes, comme il n'était pas possible de transporter un tel poids et que rien n'était prévu de sûr pour les garder et que nous avions peu de moyens de transport pour évacuer le personnel, elles furent complètement détruites afin qu'elles ne tombent pas aux mains de l'ennemi pour éviter les représailles, tant dans notre région que dans les autres.

– Connais-tu d'autres collectivités dans la province de Lérida que celles-ci : Albaterreche, Albesa, Alcarraz, Alguaire, Bellpuig de Urgell, Castellsea, Granadella, Guimera, Isona, losa de Cadi, Lardecans, Mayals, Omells de Nogaya, Os de Balaguer, Peramola, Poal, Pobla de Ciérvoles, Seros, Tremp, Vallfogona, Verdu ?

– Oui, on peut ajouter : Lérida, Arbeca, Puigvert de Lérida, La Portella, Linola, Soleras, Torres de Segre, Cervia, Cervera, Montoliu de Lérida et Vinaixa. »



Miliciens,
Seo de Urgel,
septembre 1936.

VIII

La fédération régionale des collectivités de Barbastro [62]

« Dès que le mouvement éclata et que les fronts furent stabilisés, les collectivités furent créées, mais une partie étaient des collectifs de guerre. Autrement dit, la pression, l'atmosphère de la guerre entraînèrent la création de collectivités dans presque tous les villages, mais cela tenait beaucoup plus à la peur qu'à la conviction. Car comme en toutes choses, les gens convaincus étaient une minorité. C'est toujours une minorité qui constitue le terrain, la masse reste en arrière.

Évidemment au début il y eut des collectivités partout, mais il fallut en dissoudre beaucoup parce qu'elles ne répondaient pas à l'esprit, à la conscience libre d'une collectivité.

– Lorsque tu dis *beaucoup*, tu penses à la région de Barbastro ou tu parles en général ?

– Oui, je parle en général pour Barbastro, et d'autres régions, comme Monzón. Quant à Huesca, elle était aux mains des fascistes, mais on créa la fédération d'Angües [...].

Et je parle des gens qui spéculaient sur les collectivités. Il y avait des petits propriétaires qui étaient entrés dans la collectivité et, par exemple en admettant que la richesse du coin était le vin, si cette année-là il allait y avoir une bonne vendange, ils s'en allaient de la collectivité en récupérant leurs terres. Et après la vendange, ils revenaient.

Nous nous sommes bien sûr rendus compte de tout cela. Comme en toutes choses, la collectivité est un organe dont la façon de fonctionner est déterminée par la pratique, qui se perfec-

62. Extraits de l'interview d'Eugenio Sopena à Chevry-Cossigny, en juin et décembre 1976, inédite en espagnol, (traduite dans *Explosions de liberté, Espagne 36, Hongrie 56*, Acratie/Atelier de création libertaire, 1986).

tionne comme quand on apprend un métier. Lorsqu'on saisit un outil, on ne sait pas s'en servir, mais à force on acquiert du doigté. Voilà notre secret : nous comprenons que le monde doit vivre une époque de liberté, qui permette une liberté de choix dans le travail et dans la vie. C'est seulement en marchant qu'on trouvera la solution : si telle ou telle chose est bonne ou pas, si on la garde ou pas. C'est dans la vie qu'on voit comment vivre le mieux.

Ainsi, par exemple, nous avions comme but le communisme libertaire. Mais supposons qu'en Espagne, nous, la CNT, nous disions : « À partir d'aujourd'hui c'est le communisme libertaire », il faudrait prendre les gens par la main et leur dire tout ce qu'il faut faire. Ce serait un régime imposé. Autrement dit, le communisme libertaire est un exercice de la liberté, de politique libre, et le communisme veut dire que tout ce qui existe dans l'air, sur la terre est la propriété de tout le monde et de personne. Personne n'a le droit de l'exploiter à lui seul parce que c'est à tous. Voilà le communisme libertaire, et c'est pourquoi nous sommes contre la politique de ceux qui disent : « Nous avons un programme pour aller au gouvernement... » Lorsqu'ils sont au gouvernement, leur gouvernement ne peut rien faire parce que sur le plan économique l'argent s'en va à l'étranger, comme cela se passe en Espagne. [...]

– Quels changements ou quelles améliorations y a-t-il eu pour l'achat de matériel ou la culture de plus de terre ?

– Par exemple, il y a à Barbastro un terrain qui était entièrement formé de petits vergers et 25 % du sol était occupé par des chemins par-ci par-là. La collectivité le fit labourer et cultiver. C'est alors qu'on a commencé à exploiter la betterave à sucre, car il y avait une raffinerie à Monzón. La fédération régionale de Barbastro acheta 3 ou 4 moissonneuses pour le blé. Étant donné que le blé ne mûrit pas au même moment dans les villages de la vallée et de la montagne, la machine allait de village en village. Elle était au service de la région.

Nous avions le projet d'établir le téléphone dans tous les villages, mais nous n'eûmes pas le temps de le réaliser. Nous étions en liaison avec les camarades du Téléphone qui nous avaient fait un devis, parce que nous voulions qu'il y eût un téléphone dans tous les villages. Car en cas de malheur, sans téléphone, les gens venaient des villages à pied ou à bicyclette (il n'y avait pas de voitures alors). Nous voulions apporter cet avantage. Nous n'y sommes pas arrivés, mais on était sur le point de le faire. Il faut tenir compte des conditions de fonctionnement des collectivités. La jeunesse était sur le front. Les vieux faisaient le plus gros des travaux. Et malgré tout, la production augmenta. Et elle augmenta partout.

Il y eut dans la région beaucoup d'olives, et pour les cueillir, il faut beaucoup de main-d'œuvre. Comme la jeunesse n'était pas là, nous fîmes appel aux filles des riches qui ne travaillaient pas, car ils vivaient de leur argent. Beaucoup d'entre eux étaient dans les collectivités, parce que là au moins ils pouvaient manger. En dehors de la collectivité, tout manquait dans les commerces : les riches avaient l'argent et ils ne pouvaient pas manger. [...]

Comme je le disais auparavant, vouloir transformer une société en 48 heures est ridicule, inutile, c'est un rêve. Pour transformer une société, il faut le faire en avançant, par l'intermédiaire de la pratique et de l'évolution, et non pas par la force, parce que par la force on n'obtient rien. Nous savions ce qu'on nous avait fait : plus nous étions persécutés, plus nous étions emprisonnés, et plus les gens sympathisaient avec nous et nous aidaient. J'avais été incarcéré quatre ou cinq fois, et les gens demandaient pourquoi. C'est-à-dire qu'étant donné que nous savions que plus une idée, plus une personne est accusée, plus elle prend de l'importance, nous étions opposés à toute oppression et à tout acte violent pour appliquer quelque chose.

– Quels problèmes se sont posés, par exemple entre les collectivités ou les collectivistes, pendant ta gestion de responsable des collectivités ?

– Je me souviens qu'un village avait dissous trois ou quatre fois la collectivité : El Grado (qui a sans doute disparu avec la construction d'un barrage).

– Et à El Grado, d'où venait le problème ? Y avait-il des oppositions de personnes ?

– C'était cela. Certains ne se sentaient pas bien dans la collectivité. D'autres avaient par exemple un fils au front, et recevaient la solde. C'était un revenu. Peut-être qu'au départ ils étaient tous les deux, le père et le fils, dans la collectivité, mais si le fils était au front, il était évident qu'il fallait écarter le père, qui était rémunéré. Il y avait beaucoup de détails dont l'application permettait de voir les défauts. Nous sommes nés dans un régime autoritaire et, tout en nous disant libertaires, nous avons hérité du milieu ambiant certains préjugés. Les vrais libertaires seront ceux qui naîtront dans un régime de liberté, où il n'y aura pas de symptômes de tyrannie ni aucune trace d'autorité, car celui qui se dit libre adopte peu ou prou certains des préjuges de la société qui l'entoure, comme l'argent, etc.

– Justement à propos de l'argent, toutes ces collectivités fonctionnaient sans argent ou fallut-il à un moment le rétablir ?

– Oui, il y avait des collectivités où l'argent n'existait pas à l'intérieur du village, de la collectivité. C'était le comité qui

l'avait pour faire des échanges avec l'extérieur. Quant aux médecins, ils étaient payés. Si un malade devait être conduit à l'hôpital, il ne payait rien. Le médecin était aussi au service de l'armée. Le comité donnait de l'argent au collectiviste qui pour une raison ou une autre devait aller, par exemple, en Catalogne ou ailleurs.

Il y avait d'autres collectivités où l'on répartissait tout selon une carte familiale. Mais les vieux étaient habitués à aller au café pour prendre un café, un litre de vin, jouer aux cartes. C'était leurs habitudes. Lorsqu'on disait à un vieux que les temps étaient changés, il répondait qu'il voulait suivre son rythme. Les vieux étaient heureux de leur genre de vie. Alors on leur donnait un peu d'argent de poche.

– Chaque village était donc différent ?

– Dans la même région, les collectivités présentaient des différences. Il y avait une fédération de collectivités, mais chaque collectivité avait établi en assemblée générale, librement, une forme particulière. Certaines collectivités étaient arrivées à avoir un camion. C'étaient des villages plus riches que d'autres. Il y avait des villages qui vivaient du blé, d'autres de l'huile d'olive et du vin, et ils avaient plus de ressources. Mais une gelée pouvait détruire la récolte de l'année, et il fallait tenir bon. Dans ce cas, la fédération régionale était là parce que c'était une réserve, avec sa comptabilité. Chaque collectivité avait sa place et lorsque des produits arrivaient, nous faisions la répartition. Nous avions le nombre de fumeurs dans chaque collectivité et nous distribuions le tabac en conséquence. Et on faisait comme cela pour tout. Si un village avait eu une mauvaise récolte et ne pouvait pas payer ce qu'il avait consommé, il continuait à recevoir parce que la fédération régionale faisait le nécessaire. Ensuite quand le village en avait les moyens, il remboursait ; s'il ne le pouvait pas, cela n'avait pas d'importance, du moment qu'il était collectivisé. Au niveau de chaque localité il y avait distribution des bénéfices. Mais au niveau de la région, on ne pouvait pas accepter qu'un village ne pût vivre et manger parce qu'il n'en avait pas les moyens.

– Autrement dit l'entraide s'appliquait aussi bien entre les collectivistes que les collectivités ?

– Comme je l'ai dit il y avait une ou deux collectivités qui avaient un camion. La collectivité de Naval possédait un gisement de sel.

Grâce à son camion, cette collectivité envoyait une certaine quantité de sel en Catalogne. Elle avait des rapports commerciaux et on la laissait libre d'utiliser son camion et de vendre où bon lui semblait. Nous avions un camion par région, mais deux

villages de la fédération régionale avaient leur camion. C'étaient Naval et Salas Altas.

– Sur un plan anecdotique, tu as dû voir Gaston Leval ou peut-être Agustin Souchy passer à Barbastro ?

– Ma fille a un livre de Gaston Leval où tout ce qui est sur Barbastro a été indiqué par moi. Il passa dans la région et je lui donnai tous les détails sur les collectivités. Je connaissais Leval avant la révolution parce qu'il avait écrit un ou deux livres qui m'avaient tout de suite intéressé parce qu'ils traitaient des problèmes économiques. [...]

– Que se passa-t-il à Barbastro lorsque Lister a dissous le Conseil d'Aragon ?

– Lister est passé ailleurs. Une autre force est venue à Barbastro. Elle commença à dissoudre les collectivités, à attaquer les bureaux de la CNT, que nous avions installés dans une maison abandonnée d'un riche. Heureusement, nous n'avons pas résisté. Si nous l'avions fait, je ne sais pas ce qui se serait passé. Il y avait trois divisions de la CNT sur le front de Huesca et s'il s'était produit un affrontement entre nous, pour défendre notre local, et les forces du gouvernement qui avaient attaqué, il y aurait eu une explosion comme en Catalogne. [Le camarade avait été témoin lors d'un voyage à Barcelone du commencement des événements de mai 1937] J'avais vu comment on nous avait dit de cesser le feu en Catalogne, et on le disait à Madrid, et les gens se tenaient tranquilles : *D'abord gagner la guerre*. Lorsque des troupes vinrent dans notre région défaire les collectivités et attaquer notre siège, je fus évidemment un de ceux à dire qu'il ne fallait pas résister. Il y avait beaucoup de jeunes en armes, qui avaient été au front deux ou trois fois et étaient à Barbastro pendant quinze jours dans leurs famille. Nous n'avons pas tiré un seul coup de feu, bien au contraire. Je suis descendu et j'ai dit au concierge d'ouvrir la porte. Lorsqu'ils sont entrés, un garde d'assaut me poussa en me traitant de *fils de pute*.

Nous fûmes donc tous arrêtés et conduits en prison. Il n'y eut pas de combat. Il y avait une chose significative : pendant la république j'avais été arrêté cinq fois. [...] Et voilà qu'un garde d'assaut me traitait de *fils de...* dans le sens de fasciste. Moi un fasciste, alors qu'avant la révolution j'avais lutté ouvertement contre le fascisme. Mais je dus me taire parce que si on avait polémiqué les revolvers auraient parlé et cela aurait été pire pour nous que pour lui, parce que les gardes d'assaut sont entraînés et que nous pensions que cela ne valait pas la peine de perdre la vie pour défendre une maison.

– Comment cette affaire s'est-elle terminée ? On dit que dans de nombreux villages les collectivités se reformèrent.

– Nous avons passé trois mois en prison. [...] Et au bout de trois mois on nous a tous libérés parce qu'on s'est rendu compte que sans nous ça marchait mal. Il y avait eu un bombardement à Barbastro, et les volontaires qui évacuèrent la plupart des morts avaient utilisé les chariots de nos collectivités. Avec le bombardement tous s'étaient échappés, il n'y avait plus de responsables, ils se cachaient. Mais nos camarades, bien que nous soyons en prison, avaient évacué les morts. Les gens de l'UGT et les communistes se rendirent compte qu'ils avaient besoin de nous, que sans nous ils ne pouvaient y arriver.

– Et les collectivités, pendant ce temps-là, quand vous les responsables vous étiez en prison, est-ce qu'elles continuaient leurs activités ?

– Oui, il y eut quelques villages où les collectivités furent dissoutes, mais elles se reformèrent. Il n'y avait pas matière à conflit parce que dans la région j'avais une tactique : il y avait un village ou deux où les communistes étaient majoritaires, bien qu'il n'y en ait pas en Aragon. Estadilla était dans ce cas. Lorsque la fédération régionale fut créée, nous fîmes appel à tous les habitants en leur disant : nous sommes des collectivistes, il n'y a ni communistes ni cénétistes. Nous travaillons en collectivités et ce qui prime est la collectivité. Le libre accord doit exister pour les échanges et le commerce.

Cela a évidemment joué en notre faveur, parce que même les collectivistes communistes étaient opposés à ce qu'on nous emprisonne.

– Mais les collectivités ont-elles continué ?

– Oui, la majorité a continué avec plus ou moins de collectivistes, mais les collectivités ont continué.

– Même la collectivité communiste d'Estadilla ?

– Elle a continué, oui. Je peux assurer que pour la région de Barbastro, lorsque l'Aragon a été perdu, les collectivités continuaient à l'exception de deux ou trois.

– Je posais cette question pour mettre les points sur les *i*, parce que jusqu'à maintenant j'ai rencontré une douzaine de cas, et je me suis toujours demandé si l'affirmation que les collectivités s'étaient formées à nouveau n'était pas démagogique.

– Ce que tu dis me fait penser à ce qui est arrivé ailleurs. À Binéfar, le syndicat, comme à Barbastro, est apparu en 1931. Il était puissant, avec de bons militants. Mais pendant la période des collectivités il y eut des erreur, des impositions autoritaires de la part de la CNT. Lorsque les forces communistes de Catalogne sont passées, des militants et même des collectivistes furent chassés.

Ces camarades de Binéfar s'échappèrent et vinrent se réfugier à Barbastro. Nous avons dû les cacher parce qu'ils étaient recherchés et ils étaient également de la CNT.

Dans la région de Barbastro quand je savais que dans un village la collectivité ne marchait pas bien, j'y allais. Je réunissais toute la collectivité en assemblée générale libre, et les collectivistes devaient dire ce qui se passait. Je me rendais alors compte des raisons du mauvais fonctionnement. Il n'y avait pas d'autre solution que de dissoudre la collectivité et la recommencer. Si une, trois ou quatre personnes voulaient s'en aller, elles le faisaient. Je disais en effet qu'un ver lorsqu'il veut abîmer une plante c'est à l'intérieur qu'il se place et il la ronge et la mange. Et il finit par la tuer. Si quelqu'un est dans la collectivité sans avoir de conscience collective, il ne fait que du mal.

Les critiques extérieures aux collectivités par les partis politiques ne nous faisaient pas peur. Je leur disais : pourquoi ne faites-vous pas des collectivités ? Si les vôtres sont meilleures que les nôtres, vous me le prouvez par des faits en montrant ce que doit être une collectivité. C'est très facile de critiquer ce que fait quelqu'un quand on est incapable de rien faire. [...]

– Si dans une telle assemblée libre de la collectivité les gens commençaient à critiquer un camarade de la CNT, comment réagissais-tu ?

– Je ne jugeais pas les individus. Les individus et les actes, c'est la collectivité qui les jugeait. Quand il y avait un problème qui entraînait un déséquilibre, obligeant à dissoudre la collectivité, alors j'intervenais dans la discussion, sans faire de différence entre un argument ou un autre, car je n'étais pas seul. J'étais avec un comité, et puis il y avait les habitants du village, dont certains étaient aussi compétents que moi. Dans le comité, j'étais le seul représentant de la fédération régionale, et il y avait aussi un responsable du transport du village de Las Cellas, un de l'agriculture de Ponzán, un de l'économie de Luganarrota.

– Au congrès de Caspe, en février 1937, la région de Barbastro a 31 collectivités et 7 963 affiliés, et pour Barbastro 113. S'agissait-il uniquement des chefs de famille ou de tous les membres de la collectivité ?

– Pour Barbastro, il y avait 113 chefs de famille, et je suis persuadé que dans les autres cas on comptait les chefs de famille. Mais pour Peralta, tous les membres étaient inclus dans le nombre. »

Campesino
este es tu puest
C.N.T. A.I.T.
DERACION REGIONAL DE
AMPESINOS DE LEVANTE

IX

Le problème de l'argent pendant l'autogestion espagnole

Plongés comme nous le sommes dans la société de consommation et ses facettes multiples dans le monde occidental et le monde en voie de développement, nous avons du mal à saisir et à faire comprendre le système organisationnel du signe monétaire pendant la guerre civile espagnole.

Il importe d'abord de connaître brièvement les idées qui pouvaient être proposées aux militants anarcho-syndicalistes et d'autres idéologies avant le 19 juillet 1936. Du côté marxiste, il n'y a pas de problèmes : de même que la disparition, le dépérissement de l'État est renvoyé à une date imprécise, l'argent et les différences de salaire sont maintenus chez Marx (indirectement dans « la Production de la plus-value absolue », chapitre du « travail et sa mise en valeur », à la fin) dans la traduction intégrale du *Capital* :

> « Cette force de travail qui se matérialise, donc, pendant les mêmes périodes de temps, en valeurs relativement plus élevées. »

Cette valeur supérieure à la normale se traduit, logiquement, par un travail supérieur. [63] Comme les marxistes-léninistes l'ont appliqué :

> « On ne peut tolérer qu'un chauffeur de locomotive reçoive le même salaire qu'un copiste. Marx et Lénine disent que la différence entre le travail qualifié et non qualifié existera encore dans le système socialiste et même après la suppression des classes. » (Staline)

63. *El Capital*, tome I, p. 158, La Habana, 1965.

Du côté libertaire, on remarque deux positions. La première, de Kropotkine, dans *la Conquête du pain*, où la « prise au tas » et la mise en commun des richesses sont préconisées, ainsi que le refus de toute possibilité de différenciation de salaire. La deuxième maintient la monnaie, en même temps que des bons de consommation, afin de supprimer le caractère spéculatif de l'épargne, du prêt, etc. Pierre Besnard est celui qui élabore le mieux cette partie en pensant à un système de salaire national à partir de bons et des échanges internationaux éventuellement fondés sur l'or.

La pratique révolutionnaire de 1933 et 1934 clarifia ces conceptions. Par exemple, lors de la tentative insurrectionnelle de communisme libertaire en Aragon en décembre 1933, l'argent fut parfois aboli.[64] Et cela est imputable tant aux articles d'Isaac Puente sur le communisme libertaire, qu'à l'influence de Kropotkine (très lu en Espagne), voire à une tradition communale et un refus viscéral de la politique bourgeoise (à relier sans doute à la tradition religieuse de l'argent, source de perversion). En 1934, lors de l'insurrection volontairement limitée aux Asturies, à cause d'obscures tractations politiques, on constata que spontanément tant dans les zones anarcho-syndicalistes que socialistes et communistes du *Bloque Obrero y Campesino* (par la suite inclus dans le POUM, conglomérat de groupes marxistes dissidents avant les élection de 1936) et ceux du PC, les comités avaient créé des bons pour que la population puisse s'approvisionner et que les commerçants acceptaient.

Ces deux expériences furent très commentées dans toute l'Espagne. Et même les socialistes et les communistes du BOC et du PC s'extasièrent (en dépit de Marx, de Lénine et de Staline) devant la capacité des travailleurs asturiens en matière monétaire. Ainsi, du côté anarchiste, la vision de Besnard (et Leval) d'un salaire et d'une monnaie purgés de leurs aspects spéculatifs côtoyait celle de Kropotkine-Isaac Puente qui implique la suppression de l'argent. Le congrès de la CNT de mai 1936 en adoptant une motion sur le communisme libertaire ne trancha pas en donnant une formule ambiguë fondée sur le *carnet de producteur*. Du reste, les autres motions, du moins celles que cite Antonio Elorza dans *Revista del trabajo*, n° 32, vont du refus déclaré au refus voilé. On peut juger de la maturité de la

64. Macario Royo raconte comment les gardes civils prisonniers avaient le droit de boire du café sans payer puisque l'argent n'existait plus. « *Cómo implantamos el comunismo libertario en Mas de las Matas* », Barcelone, Iniciales,1934, p. 19.

réflexion pré-révolutionnaire d'après le *Projet de réforme monétaire et schéma de la circulation fiduciaire dans une économie sociale* (reproduit en IV) et qui – d'après Valerio Mas, qui me le fit connaître –, fut commencé début 1936 à Granollers.

La guerre amena trois sortes de réactions au problème de l'argent.

La première, chronologiquement, est celle qui eut lieu à Barcelone dès le commencement des combats, puisque les services publics (eau, gaz, électricité) continuèrent à fonctionner et que l'approvisionnement élémentaire (pain, lait, etc.) continua à se faire, ce qui implique la préparation des anarcho-syndicalistes et la prévision des besoins

> « du pain, il faut du pain à la révolution ! [...] Notre tâche à nous sera de faire en sorte que dès les premiers jours de la révolution, et tant qu'elle durera, il n'y ait pas un seul homme sur le territoire insurgé qui manque de pain »,

comme l'écrivait Kropotkine dans *la Conquête du pain*.

Pendant ces premiers jours de fièvre, il n'y a pas vraiment de revendications globales : chaque collectif fait l'inventaire de ses ressources et en même temps pense à contribuer à la révolution. Il me semble qu'on peut distinguer deux tendances partant d'une attitude identique de réorganisation de l'éventail des salaires (les hauts salaires des directeurs, sous-directeurs et emplois honorifiques sont supprimés [65], les salaires des ingénieurs et des cadres sont maintenus et ceux des manœuvres sont très augmentés). La première tendance est de travailler moins et de gagner plus, ce que la Généralité stimule par son décret du 24 juillet 1936 – il est symptomatique que, réduits à l'état de fantômes juridiques, les catalanistes aient décrété la semaine de quarante heures et 15 % d'augmentation des salaires bien que les besoins révolutionnaires aient été grands et que la Généralité n'ait eu aucun pouvoir sur la Banque d'Espagne. La deuxième tendance est d'appliquer le salaire unique (comme dans les transports), ce qui suppose que globalement il ne puisse y avoir d'inflation ni de marché noir, or ce fut bien vite le cas, non seulement en Catalogne, mais dans toute l'Espagne républicaine. Évidemment, un salaire unique n'est pas

65. Les salaires supérieurs présentent encore des *sommets* injustifiables et, par exemple en 1973, lors de l'occupation de l'usine Lip à Besançon, on s'aperçut qu'un ministre, éminence grise de Giscard, alors président de la République, Poniatowsky, recevait un salaire uniquement pour une aide au niveau des conseils de gestion (c'est-à-dire le piston)...

forcément fixe, mais il était conçu en pensant que les prix étaient fixes.

La deuxième réaction fut celle des collectifs agraires qui se place dès l'annonce de la victoire à Barcelone et dans ce qui se dessine comme l'Espagne républicaine. Il y a là aussi deux tendances : le refus de l'argent (brûlé dans certains cas) et l'instauration de la prise au tas, l'établissement d'une monnaie locale. Les variations locales et les discussions en assemblée générale pour modifier le système sont résumées par ce témoignage de l'époque :

> « Tout ce qui a été fait l'a été immédiatement et à titre d'essai. Durant les premiers jours on donnait des bons permettant d'acquérir ce dont on avait besoin. Plus tard, on fit ce papier-monnaie, et maintenant nous avons adopté le système du carnet de producteur. Jusqu'à présent, c'est le meilleur de ceux que nous ayons mis en pratique. »[66]

Il n'y a pas là seulement une évolution des ressources qui permettaient d'aborder le communisme par l'abondance, puis qui sont rationnées également pour tous. Il y a aussi le maintien de la hiérarchie machiste. Dans une économie non rationnée, l'égalité s'instaure de fait entre les personnes et les sexes. En établissant le carnet de producteur, les collectifs rabaissaient la femme, puisqu'elle gagnait toujours moins que l'homme. Gaston Leval dit dans l'édition italienne de son livre (1952) :

> « Dans la moitié environ des collectivités agraires, le salaire qu'on leur [aux femmes] attribuait était inférieur à celui de l'homme, dans l'autre moitié, il était équivalent : ces différences peuvent s'expliquer par le fait que rarement une femme jeune vit seule. »

Pour ma part, et sans avoir en fiches tous les salaires selon les collectifs, je ne vois pas quels collectifs agraires appliquaient l'égalité des salaires.

Et ce fait permet de réunir les deux situations des collectifs des villes et des campagnes par l'adoption dans les deux cas du salaire familial (selon le nombre de membres de la famille) qui sous-entend le bloc, le clan de la famille dont l'évolution est sanctionnée par le mariage, le départ des enfants. Et, naturellement, l'échelle des salaires était différente pour les hommes mariés, les homme célibataires, les femmes célibataires, les enfants et les vieux (parfois séparés).

66. Bujalance, province de Cordoue, 25 septembre 1936.

Un autre point qui réunit les deux collectifs est le problème des échanges, des acquisitions de biens en dehors du collectif. Dans presque tous les cas, la base, l'estimation, était faite en pesetas et l'accord se faisait soit en argent de collectivité à particuliers ou en troc de collectivité à collectivité, lorsque cela était possible. On achoppait sur le manque de données statistiques des produits disponibles tant sur le marché (bouleversé) que les collectifs de la région et des autres branches en autogestion.

Et on arrive tout naturellement au troisième aspect : la banque, qui resta entre les mains des capitalistes bourgeois républicains, malgré les désirs de la saisir et l'exemple de la réquisition de la banque d'Oviedo en 1934.

Federica Montseny le souligna en montrant la grande conscience révolutionnaire par rapport à la Commune de Paris, dans l'introduction de *la Revolucion de octubre. Quince días de comunismo libertario en Asturias* de Solano Palacio. On peut ajouter qu'il y eut des désirs et peut-être des tentatives anarcho-syndicalistes de s'emparer de l'or de la Banque d'Espagne à Madrid (voir Santillán, García Oliver et le *Durruti* de Paz), mais la collaboration politique imposée par les dirigeants syndicalistes CNT-UGT rendit bancale l'autogestion.

Dans cette situation de double pouvoir, mortelle et meurtrière pour l'autogestion comme les exemples historiques précédents l'avaient montré (Allemagne et Italie des années 1918-1920 et URSS des années 1917-1921), on note cependant une accentuation du processus de l'autogestion. En Catalogne, une loi d'octobre 1936 chapeaute complètement l'expérience du point de vue industriel, en faisant dépendre les collectifs des crédits gouvernementaux octroyés selon la couleur politique des ministres et des responsables et de celle des collectifs. En Aragon, une statistique régionale des stocks et des besoins fut établie et fonctionna convenablement, mais au niveau des échanges en dehors de la province et à l'étranger, il y eut un flou de compétence entre l'organisme responsable des achats à l'extérieur pour les collectivités et certaines collectivités assez riches pour commercer directement. Cependant il existait une caisse de compensation pour les collectivités pauvres. Dans la province de Valence, la situation devint vite inextricable « grâce » au PC qui proposait une organisation d'exportation d'agrumes concurrente, en sabotant celle de la CNT-UGT, et on en arriva à des oppositions irréductibles : le refus de commerce entre les organismes autogérés et ceux dépendant du PC.

Pour contrer l'inertie des opposants et des ennemis armés de l'autogestion, on assista à des relations économiques fondées sur la politique et non sur la rentabilité : Ascó (province de Tarragone) reçut une aide financière du syndicat des coiffeurs de Barcelone, parce qu'un membre de ce syndicat était en convalescence dans cette collectivité, pour acheter une pompe électrique, et la même collectivité employa des camarades du syndicat des briquetiers de Granollers en collectivité pour la cueillette des olives. On comprend que dans une atmosphère de méfiance, les rapports personnels n'offrent pas une garantie nécessaire, mais un minimum de coordination aurait pu se faire dans le cas d'Ascó dans la province même. Il nous semble que ce cas dut se répéter, car les rapports entre fédérations de collectifs n'apparaissent pas clairement encore.

La CNT qui n'avait pas voulu autogérer la banque se vit dans l'obligation d'en créer une pour financer les organes économiques anarcho-syndicalistes. Tout en reconnaissant que

« l'idéal... la suppression de l'argent [est] indispensable »,

il était proposé une banque avec trois fonctions : – banque pour les syndicats ; – banque pour les producteurs (analogue aux caisses d'épargne actuelles) ; – banque pour le commerce extérieur. [67] Ce projet fut finalement réalisé lors du plénum économique élargi de janvier 1938, mais il me semble que dans la pratique il ne fut guère effectif.

Au niveau des collectifs tant industriels qu'agricoles, mon impression est que la situation quotidienne du salaire interne par le carnet de producteur et le troc ou l'emploi de la peseta pour les achats extérieurs (peseta qui subit la hausse des prix de toute la zone républicaine alors que les salaires agricoles restèrent plus ou moins au niveau de fin 1936) n'évolua pas sensiblement entre 1937 et 1938 (pour l'Aragon et la Catalogne) et 1939 pour les autres régions. C'était une situation bancale, stationnaire, qui bougeait au sommet, mais pas à la base. Les collectifs géraient leur production et participaient à l'effort de guerre en envoyant gratuitement au front une partie de leur production et, parfois, en accueillant les réfugiés. Cet effort n'était pas un investissement au sens économique du terme. Il fallait gagner la guerre pour renforcer la révolution, et pour les communistes c'était gagner la guerre pour éventuellement

67. Selon Amezcua dans *Soli*, 16 février 1937, p. 2.

commencer la révolution, et de fait, les pertes économiques causées par le PC tant directement (attaques de l'autogestion en Aragon, au moment de la récolte du blé) qu'indirectement (sabotage de la campagne d'exportation d'agrumes 1937-1938) sont difficiles à estimer. Mais il faudra le faire pour avoir une vision financière globale de l'autogestion.

Ce tassement, cette continuité de la vie économique avec ou sans signe monétaire, ou avec une monnaie dénuée de pouvoir spéculatif, est la caractéristique la plus importante de cette expérience. Mais de nombreux autres points seraient importants : la transformation des riches et des pauvres (par exemple dans les villages collectivisés d'Aragon où la monnaie locale et le carnet de producteur obligeaient les riches soit à entrer dans la collectivité soit à végéter) ; la thésaurisation éventuelle (retour de la spéculation) dans certains collectifs et à quel niveau (les dirigeants étaient-ils un embryon de nouvelle classe ?).

Pour ma part, je pense que si dans les collectifs agraires, les riches subirent un changement de leur condition, ce ne fut que lorsque la CNT et l'UGT étaient unies ; car autrement le PC créait une section de l'UGT (à la sauce PC) qui protégeait les riches et les opposants à l'autogestion. Dans les villes, les riches furent peu touchés.

Pour le deuxième point, je pense que dans les collectifs agraires, les dirigeants étaient dans leur majorité conscients des déviations possibles et y prenaient garde ; par contre j'ai l'impression que les collectifs industriels étaient moins bien protégés, sans qu'il me soit possible de fournir aucun pourcentage.

On peut remarquer que les échanges fondés sur le troc étaient en vigueur entre les pays de l'Est et ceux de l'Ouest et du Tiers Monde, dans la plupart des cas. Si les anarcho-syndicalistes avaient pu mettre au point leur système (l'exemple de projet monétaire), il aurait pu fonctionner. Par contre, le point obscur restait celui de l'étalon, de l'estimation à partir de la peseta, forcément sujette à l'inflation et dépendant de la banque. Je n'ai pas connaissance d'une tentative d'établir les échanges à partir d'un autre mode de calcul (une heure de travail d'un collectif agraire de telle région ; des données fixes : pain, lait ou viande). Ce domaine est encore à explorer.

¡CAMARADA!
TRABAJA
Y LUCHA
POR LA
REVOLUCION

X

La protection sociale et l'Espagne républicaine 1936-1939

Apparemment les mesures prises en Espagne durant la guerre civile (retraite à 60 ans, lieux de travail plus hygiéniques, etc.) ne présentent aucune originalité par rapport à ce qui existe actuellement dans l'Europe du Marché commun. Mais cette vision est erronée pour deux raisons.

Il faut d'abord être conscient que dans les années 30, mis à part dans une certaine mesure les pays totalitaires fascistes et marxistes léninistes, la protection sociale des salariés n'existait pas. Or dès les premières semaines de la guerre civile (dans certain cas, en Catalogne principalement, dès les premiers jours), les travailleurs établirent une réglementation qui fut immédiatement appliquée et dura jusqu'à la défaite.

Quelques mois avant la guerre civile, en mai 36, pendant le congrès de Saragosse, l'organisation anarcho-syndicaliste espagnole CNT demandait dans sa motion sur le chômage : – la semaine de 36 heures, sans diminution de salaire ; – la retraite obligatoire à 60 ans pour les hommes et à 40 ans pour les femmes, avec 70 % du salaire.

Les mesures prises par les travailleurs pendant la guerre civile furent différentes pour le nombre d'heures hebdomadaires. Certains secteurs, en effet, fournissaient des armes pour le front. Les syndicats et les travailleurs transformèrent des entreprises en usines d'armement ou de pièces pour l'industrie de guerre, et on dépassait souvent les 46 heures. Dans les autres secteurs, au contraire, la guerre entraînait une paralysie, comme pour le textile et le bâtiment. Les salariés assuraient un minimum d'heures, bien inférieur au salaire reçu.

Il va de soi que la grille des salaires fut totalement modifiée, et de différences de 1 à 40, on passa à une moyenne de 1 à 4. Le salaire le plus bas permettait de vivre à la différence de ce qui se passait dans le régime établi à la fois par le patronat catholique et libéral et le patronat franc-maçon républicain. La différence entre les propositions de mai 1936 et la réalité de l'après-juillet 36 est profonde pour les retraités. La retraite fut généralisée dans les lieux de travail de la zone républicaine, mais l'âge variait entre 60 et 65 ans (en général sans différenciation entre hommes et femmes). Dans le cas de l'industrie textile et des autres industries de la ville d'Alcoy (province d'Alicante), le syndicat CNT-AIT avait imposé en octobre 1936 que la création de l'assurance maladie soit appliquée rétroactivement :

> « c'est-à-dire depuis 1931, date à laquelle la demande fut faite au patronat, afin que les malades puissent jouir des mêmes droits que les autres. »[68]

Dans l'esprit des travailleurs espagnols, les avancées sur les salaires et les retraites étaient automatiquement accompagnées de modification des lieux de travail (puisqu'ils les géraient eux-mêmes) et de la création de foyers culturels : bibliothèques ou écoles. En Catalogne, la santé fut organisée de façon particulièrement intéressante, une loi sur l'avortement fut édictée (plus en avance que la vision française actuelle) et une réorganisation de l'enseignement fut mise en place. D'un point de vue strictement économique, ces décisions ne reposaient sur rien : il n'y avait pas de réserves financières ou très peu, la guerre était présente, les sommes du chapitre *retraite* ne pouvaient que grever les futurs bénéfices. En imposant et en s'imposant une législation sociale, les organisations ouvrières et les travailleurs démontraient leur conscience, leur responsabilité de changer la vie, immédiatement, sans attendre la création d'une hypothétique infrastructure, comme dans l'ex-URSS, selon les critères d'une classe dirigeante de fait, en dépit de ses origines plus ou moins prolétaires. Appliquer aujourd'hui ces mesures entraînerait une désorganisation monétaire. En effet, il faudrait tout d'abord relever les retraites, en les alignant, par exemple, sur le SMIC (lui-même revu). Il serait ensuite logique d'attribuer automatiquement la retraite aux personnes de 60 ans et plus, ayant ou non été salariées (comme cela est du reste le cas depuis des années en Hollande). Il s'ensuit inévitablement une inflation.

68. Reproduit dans *el Anarquismo en Alicante*, Alicante, Instituto de estudios Gil-Alber,1986, p. 155.

Ce problème pourrait être résolu en suivant une analyse de la monnaie de 1936 en Espagne – reprenant *le Monde nouveau* de Besnard – distinguant l'argent à caractère spéculatif de celui de la monnaie d'échange. Il faudrait, simplement en restant dans une société de type capitaliste, et pour satisfaire la législation officielle, attribuer aux retraités un type de revenus différents (des bons) sous peine d'aboutir à la banqueroute financière. Les analystes prévoient ce moment dans les dix ans à venir suivant les pays, si le taux de natalité continue à baisser et si la longévité continue à augmenter.

On peut constater que les classes dirigeantes, face à ce problème où la conception de l'argent-source de spéculation les accule à une impasse (une inflation incessante), ne songent qu'au libéralisme-destruction de l'État providence.

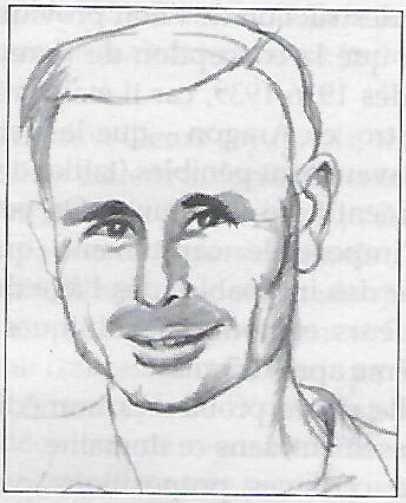
On peut noter que la conception de la retraite était en fait remise en cause, dès 1936-1939, car il était prévu dans certains collectifs – Barbastro, en Aragon – que les retraités, pouvaient assurer certains travaux peu pénibles (tailler des arbres fruitiers) en montrant comment faire aux jeunes. On peut juger le gâchis économique qu'impose le capitalisme qui considère les ingénieurs comme des incapables dès l'âge de 40-45 ans, alors que les entrepreneurs et hommes politiques capitalistes sont souvent actifs, même après 65 ans.

La guerre civile et ses problèmes immédiats ne permirent pas d'approfondissement dans ce domaine.

Si on reprend certaines propositions paradoxales d'Ivan Illitch dans les années 60, à propos de l'enseignement, on pourrait imaginer un système de chèques d'éducation, de vacances et de retraites, que chaque individu pourrait utiliser à sa guise. Cela, ajouté aux horaires souples, qu'il faudrait combiner avec un rythme souple, pourrait révolutionner la retraite. Au lieu d'une évolution fondée sur l'éducation jusqu'à 16-24 ans suivant les cas, et le salariat jusqu'à 60-65 ans, on pourrait avoir, par exemple, des rythmes de 15 ans d'étude et de travail suivis de 5 ans de vacances-retraite.

Ces mesures ne seraient que des illusions si elles se limitaient aux seuls pays industrialisés. Une des grandes erreurs des travailleurs espagnols et de leurs organisations syndicales fut d'avoir oublié le problème de l'indépendance du Maroc, et d'avoir laissé l'initiative politique à Franco. Tant que les pays industrialisés et leurs travailleurs ne supprimeront pas la dette du tiers monde (largement remboursée depuis longtemps par la

spéculation) et n'œuvreront pas pour aboutir à une égalisation des niveaux de vie sur la planète, les mesures de protection sociale se heurteront à l'émigration sauvage, et à la corruption qu'elle entraîne.



Ramón Porté

XI

La CNT et la FAI : pression de groupes et groupes de pression

Bien des imprécisions existent sur cette question aussi bien chez les historiens professionnels que chez les militants anarcho-syndicalistes et les cénétistes espagnols.

La raison en est simple : il faut démontrer que sur le plan idéologique l'anarcho-syndicalisme est un mouvement identique aux autres. De même que tout mouvement syndical était la courroie de transmission d'un parti politique, la CNT se devait d'être orientée par la FAI jouant le rôle du parti. Cette position est non seulement celle de la majorité des historiens, mais aussi celle des cénétistes favorables à une intervention politique. Elle est en partie celle de cénétistes estimant que le syndicalisme est en soi réformiste et qu'il lui faut un guide. L'exemple de l'Alliance de Bakounine dans l'AIT est habituellement avancé. L'exemple en question est absurde parce que Bakounine voyait la révolution au bout de la rue et se méfiait des tendances centralisatrices de Marx (pour une prétendue révolution) et de Mazzini (pour l'État national). Sans révolution en vue et dans la durée, on peut penser que Bakounine aurait modifié complètement sa vision.

La position visant à établir une complémentarité entre la CNT et la FAI est historiquement inexacte. Elle est cependant défendue par de nombreux cénétistes espagnols qui veulent donner ainsi une vision triomphaliste de leur organisation.

Officiellement, la FAI a été créée en mars 1927 à Valence en Espagne, avec le désir d'inclure le Portugal (d'où le nom de Fédération anarchiste ibérique). Dès l'origine, il y a une ambiguïté. L'idée de cette création est suggérée par les groupes

anarcho-syndicalistes émigrés en France, et un point de l'ordre du jour concerne *la Plate-forme d'Archinov*. Sans tomber dans des hypothèses anachroniques, il me semble clair qu'une partie des exilés cherchait à discuter, voire approuvait, une certaine discipline à instaurer dans la CNT, sans doute par l'intermédiaire d'une fédération extérieure à la CNT.

Or, les groupes représentés à Valence n'ont pas une telle vision. Ils ne connaissent pas *la Plate-forme* et se contentent de coordonner les activités anarchistes des groupes, sans s'occuper de la CNT.

Lorsque le climat politique évolue rapidement en Espagne en 1929-1930, la FAI prend une tout autre envergure. Elle est alors animée par une tendance porteuse d'un projet de luttes dures et qui veut exclure des postes clés de la CNT les militants soucieux d'une ligne purement revendicative. Paradoxalement, les militants donnés comme représentants de la FAI n'en font pas partie, mais Durruti, Ascaso, García Oliver parlent quand même au nom de la FAI, dans le sens de la ligne qui veut la révolution. Il est évident que le groupe *los Solidarios* composé d'Ascaso, Durruti, etc., exerçait des pressions pour entraîner la CNT et la FAI vers un affrontement contre le Capital.

On peut constater que Malatesta, enfermé dans l'Italie fasciste, mais bon connaisseur des problèmes de l'Espagne et de la CNT, avait une position proche :

> « À mon avis, il faudrait profiter des premiers temps lorsque le gouvernement est faible et désorganisé, pour arracher à l'État et au capitalisme le plus qu'on pourra. Par la suite l'assemblée constituante et le pouvoir exécutif chercheront à reprendre au peuple les avantages obtenus, et ils ne respecteront que les conquêtes populaires qu'ils trouveront trop dangereuses à attaquer ».[69]

Par ailleurs, Malatesta constatait :

> « Il paraît incroyable que Nettlau, homme posé et informé entre tous, ait pu se fourvoyer autant par enthousiasme au point de croire possible et utile une collaboration entre les anarchistes [espagnols] et un gouvernement quelconque, pour faire durer un état de liberté relative qui permette la propagande et l'organisation des forces révolutionnaires. Il a oublié ce qu'en tant qu'historien il doit mieux connaître que les autres, à savoir que celui qui s'empare du pouvoir – même nos *révisionnistes* – fait

69. Malatesta, lettre du 9 juin 1931, reproduite dans *Articles politiques*, Paris, 10-18, 1975, p. 418.

l'impossible pour restreindre et supprimer toute liberté, et ne peut être freiné et arrêté dans son œuvre liberticide que par la crainte ou la réalité d'une insurrection du peuple.»[70]

La confusion apparaît au grand jour lors du congrès de la CNT de 1931 où le problème de la FAI est violemment soulevé. En fait, les dés sont pipés : il n'y a pas de confrontation véritable entre les analyses des partisans de la FAI et les opposants, ni non plus de conclusions sur les multiples contacts avec des hommes politiques et des militaires de gauche. Les délégués suivent l'une ou l'autre tendance sans critiquer les excès des deux côtés (manque de transparence, extrémisme verbal, etc).

La tendance des vieux militants cénétistes aguerris, Pestaña, Peiró, etc., lance un manifeste signé par trente camarades connus, d'où les noms de *trentisme* et de *trentistes*. Un jugement définitif est difficile : Cortada passa au PC catalan, Fornells au phalangisme en 1939. Pestaña, tout en ayant fondé un parti syndicaliste, favorisa les collectivités (peu avant, il avait demandé à redevenir cénétiste, ce qui fut accepté). Peiró, livré par Pétain à Franco, refusa une responsabilité dans la phalange et fut fusillé.

Le trentisme n'avouait pas qu'il était favorable à un accord avec les partis de gauche et désirait échanger la modération de la CNT contre des avantages sociaux. Il dénonçait (assez sincèrement) la nécessité d'une préparation révolutionnaire et l'irresponsabilité de certains. Les faïstes désiraient profiter de ce qui semblait être l'agonie du capitalisme (la crise de 1929) et des erreurs (refus de changements sociaux en profondeur) de la gauche espagnole, pour faire éclater une crise révolutionnaire.

Los Solidarios-Nosotros était devenu un groupe de pression. S'il ne le devint pas davantage, c'est que d'une part un autre groupe domina la FAI dans un sens plus proche des contacts politiques (Abad de Santillán) et que, de l'autre, il existait des différences d'appréciation notoires entre Durruti et García Oliver. La période juillet-novembre 1936 l'illustre parfaitement.

---

70. Malatesta, *op. cit.*, p. 424, 7 mars 1932. Document de Nettlau : « Même dans l'intérêt humain général, ni des victoires complètes nationales, ni syndicalistes, ni même une trop ferme appropriation du sol par les cultivateurs sont désirables. » Lettre à Federica Montseny, 30 août 1931, reproduite dans Mintz, *l'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, Paris, Maspero, 1975, pp. 262-263.

71. « En effet, en ma qualité de secrétaire général de la fédération locale de groupes anarchistes (FAI) jusque vers le milieu de 1934, je peux certifier que ni Durruti ni García Oliver n'appartenaient à ce qu'on appelle l'organisation spécifique. À ce sujet, et vu que dans leurs interventions dans les meetings, ils citaient la FAI et avaient même organisé sous ce signe les insurrections ratées de janvier 1932 et 1933, nous avions décidé de les inviter à une réunion clandestine, qui eut lieu dans la montagne de Horta, pour qu'ils

Objectivement, la majorité des jeunes militants cénétistes aragonais, et sans doute de la CNT, partageait complètement la vision des Solidarios.

Curieusement, les trois tendances évoquées – trentistes, faïstes et le groupe de Durruti – ne collaboraient pas [71]. Il fallut un certain nombre d'échecs (1932, janvier et décembre 1933 et 1934) et la nouvelle donne des élections de 1936 pour qu'un rapprochement ait lieu entre eux ! Mais le mal était fait : tous cherchaient à se gagner des appuis dans les hautes sphères des syndicats. *La manipulation était la règle et l'anarcho-syndicalisme le paravent. Les crises violentes, précédant et suivant mai 37, tirent leurs origines de ces pratiques.*[72]

Un ingénieur à Balsareny

Briones, membre des tribus

---

expliquent leur conduite. García Oliver, Aurelio Fernández et je ne me souviens pas bien quel autre, comparurent, par politesse semble-t-il. García Oliver répondit à notre réquisitoire qu'ils étaient venus par déférence, car ils n'étaient tenus à aucune obligation, étant donné qu'ils n'appartenaient pas à notre organisation. » Lettre de J. Peirats à F. Mintz, 7 juin 1985.

72. Sources : Elorza, Antonio, Madrid, *el Anarco-sindicalismo español bajo la dictadura (1923-1930). La génesis de la federación anarquista ibérica. Revista de Trabajo*, n° 39-40, 1972, « Movimiento Libertario Español », París, pp. 287-315, 1974 [Elorza, Mintz]. Gómez Casas Juan, *Historia de la FAI*, Madrid, Zero, 1977. Christie Stuart, *We, the anarchists (a study of the Iberian anarchist Federation), FAI. 1927-1937*, 1996.

Témoignages : *Bicicleta*, n° 11, 1977, Progreso Alfarache. García Oliver Juan, *el Eco de los Pasos*, Barcelona, *Ruedo Ibérico*, 1978.

XII

Les deux communismes libertaires : parti libertaire contre anarcho-syndicalisme

Les écrits exposant la conception sociale révolutionnaire suivaient d'assez près, même s'ils ne la connaissaient pas (grâce à la tradition reprise par les différents propagandistes) la brochure de James Guillaume de 1875, *Idées sur l'organisation sociale* (rééditée en 1979 par la Fédération anarchiste de France). Ils insistaient, à partir de 1933, sur le communisme libertaire, en donnant la priorité au collectif local ou à la commune. Ensuite une libre fédération des collectifs sur le plan régional, provincial et national, voire international, organiserait la société.

La révolution s'adressait à tous, sans exclure les ex-partisans de l'exploitation. Kropotkine l'évoque dans *la Conquête du pain* :

> « Il nous semble que le peuple, toujours ennemi des représailles et magnanime, partagera le pain avec tous ceux qui seront restés dans son sein, qu'ils soient expropriateurs ou expropriés. En s'inspirant de cette idée, la révolution n'aura rien perdu ; et lorsque le travail aura repris, on verra les combattants de la veille se rencontrer dans le même atelier. »

Ainsi Macario Royo, évoquant la tentative d'établissement du communisme libertaire durant quelques heures dans un village aragonais en décembre 1933, écrit que les révolutionnaires avaient donné du café aux gardes civils arrêtés.

> « Ceux-ci voulurent payer, et on leur expliqua que l'argent était aboli et que ni eux ni personne ne devaient rien. Espérons, s'exclama leur chef, que le régime que vous avez implanté aujourd'hui ici triomphe dans toute l'Espagne ! »

Le marxisme-léninisme de l'époque, comme ensuite, et comme tous les mouvements religieux violents d'avant et

d'après les années 30, se construisait, au nom de la classe ouvrière rédemptrice, sur la mise au pas des éléments petits-bourgeois au moyen des camps de rééducation et de concentration. Le pouvoir était aux mains d'une minorité se réservant des privilèges économiques (dès le départ) au milieu de la misère des travailleurs. La terreur entraînait (comme dans les dictatures nazi et franquiste) le fichage, l'espionnage, la trahison, le carriérisme, l'arrivisme coûte que coûte. La terreur c'était :

> « nettoyer le sol de la Russie de tous les insectes nocifs, les puces (les voyous), les cafards (les riches), etc., etc. Dans un endroit, on emprisonnera une douzaine de riches, une douzaines de voyous, une demi-douzaine d'ouvriers fuyant le travail (comme de nombreux typographes, surtout dans les imprimeries du Parti, le font à Petrograd de la même façon digne de la pègre). Dans d'autres, on les obligera à nettoyer les latrines ; dans un troisième, on leur donnera, en sortant de prison, des carnets jaunes pour que tout le village les surveille comme êtres nuisibles, jusqu'à ce qu'ils s'amendent. Dans d'autres, on fusillera sur-le-champ un parasite sur dix. [etc.] »

Cette citation de Lénine est tirée de la fin de l'article « Comment doit-on organiser l'émulation » (25-28 décembre 1917 [= 7-10 janvier 1918]). Les inquisiteurs traitaient de la sorte les catholiques et les nouveaux convertis d'origine juive et musulmane manquant de zèle.

La réflexion du chef des gardes civils, pour revenir à l'esprit anarchiste, démontrait l'emprise des idées de transformation sociale du communisme libertaire. Pourtant, à première vue, les remarques de Kropotkine dans le livre précité :

> « Il y aura des tiraillements, la révolution ne se fera pas avec [cette] simplicité »,

et celles de Bakounine sur les difficultés d'application de l'organisation des collectifs et de leurs éventuelles discordes étaient passées sous silence. Par contre, une plus grande souplesse était présente. Isaac Puente, auteur d'une brochure tirée à des dizaines de milliers d'exemplaires à partir de 1933, notait :

> « C'est en vivant le communisme libertaire que nous apprendrons à le vivre. C'est en l'implantant qu'on nous montrera ses points faibles et ses aspects erronés. Si nous étions des politiciens nous décririons un paradis plein de perfections. »

Et il insistait sur le plan économique :

> « La contrainte économique est la base sociale. Mais c'est et ce doit être la seule contrainte que la collectivité doit exercer sur l'individu. Toutes les autres activités, culturelles, artistiques, scientifiques doivent rester en marge du contrôle de la collectivité et être appliquées par des groupements qui éprouvent l'envie de les cultiver et de les stimuler. »

Il en allait tout autrement chez des militants cénétistes importants, comme Horacio Prieto, secrétaire du comité national de la CNT. Dans sa brochure de 1932, *Anarco-sindicalismo. Cómo afianzaremos la revolución* [L'anarcho-syndicalisme. Comment nous consoliderons la révolution], il ne laisse pas de place aux nuances :

> « Dès que la grève révolutionnaire n'aura plus de raison d'être, tous les producteurs en général doivent réintégrer leurs postes de travail et reconstituer ainsi la situation pré-révolutionnaire jusqu'à ce que les statistiques, l'examen serein des circonstances permettent d'établir des normes pratiques pour entamer le transvasement des producteurs d'objets inutiles et de contraintes, en les incorporant aux nouvelles demandes du travail social. »

Horacio Prieto n'insistait guère sur la fédération des collectifs de bas en haut, parce qu'il était centralisateur. Le carnet d'identité du producteur mentionnera

> « la capacité de travail de l'individu, sa morale, etc., pour que les ouvriers appliquent dans leurs assemblées et réunions un régime de critiques mutuelles, de saines contraintes morales [...] Les plaisirs contre nature seront sanctionnés comme dégradants et trouveront une juste répression dans la réaction psychologique du peuple. »

En revanche, Prieto, partisan du livret de travail cher à l'époque aux dictatures catholico-mussolinienne et marxiste-léniniste et d'une morale apparemment similaire, était plus tolérant envers la foi :

> « Cependant, nous respecterons autant que possible le sentiment religieux des peuples, et ils décideront eux-mêmes si les cérémonies du culte seront ou non maintenues ; mais ceci étant adopté, rien ne pourra empêcher que nous arrêtions leurs rites actuels et fassions de leurs lieux saints des endroits de libres controverses. »

La conclusion était prévisible :

> « L'important est d'abandonner la conception empiriste de l'improvisation au moment de la révolte et d'effacer progressi-

vement, bientôt et bien, la confiance excessive dans l'initiative populaire que nous ont inculquée les plus prestigieux propagandistes de l'anarchisme traditionnel. »

Gaston Leval, inspirateur de nombreux camarades espagnols, écrivait alors (*Estructura y funcionamiento de la sociedad comunista libertaria*, édité à Barcelone, en 1936, mais avant juillet) :

« Ni économiquement, ni humainement, ni politiquement, ni moralement, on ne peut considérer comme un progrès fédéraliste ce qui est inscrit dans *Champs, Usines et Ateliers* [de Kropotkine] en matière économique, ni ce qu'il expose à ce sujet comme étant une heureuse évolution de la société contemporaine. [Sur la liberté d'expérimentation] Nous aurions la mosaïque la plus bigarrée qui soit. Voici comment une revendication logique, dans le domaine de la théorie abstraite, s'avère une utopie dès que l'on creuse la réalité. »

Seules l'ignorance de l'histoire de l'Europe centrale et slave, et une volonté de créer une classe dirigeante peuvent expliquer ce renoncement de toutes les idées de Bakounine et de Kropotkine.

Joan Peiró, présentateur et traducteur de l'anarcho-syndicaliste Pierre Besnard, partageait ses idées, ainsi que celles de Christian Cornelissen. Peiró expliquait, dans *la Revolución social y el comunismo libertario* (articles entre le 14 avril 1933 et le 29 avril 1933), que dès le début de la révolution les syndicats devaient réorganiser la production et organiser la défense, en fermant les frontières pour empêcher la fuite des techniciens, comme en URSS. Il fallait, en attendant le moment révolutionnaire, se gagner ces derniers. Il soulignait l'importance de la discipline, décidée de bas en haut par la collectivité pour organiser la production économique. Il précisait un point que le secrétaire régional de la CNT de Catalogne commença par trahir dès juillet 1936 (et qui fut suivi par la CNT dans son ensemble) :

« Et on ne peut admettre que lors du déroulement de la révolution sociale de type libertaire, le peuple puisse respecter la propriété des capitalistes étrangers. »

Il évoquait la nécessité de prévoir une réaction armée contre les agressions du capitalisme international, ainsi que la formation de *groupes de guérilleros*. Cet élément fut également négligé militairement en 1936-1939 « grâce » simultanément à la politique des partis de gauche qui menèrent des pourparlers

avec les factieux et « grâce » à la politique de l'URSS pour amener une guerre entre l'Allemagne et la France et/ou l'Angleterre, et donc empêcher une victoire républicaine rapide. Peiró prévoyait la libre organisation

> « des communes locales, qui supplanteront non seulement les fédérations locales [= syndicats], comme nous l'avons dit, mais aussi les municipalités actuelles ».

Enfin, il insistait sur l'impossibilité de supprimer l'argent dans les échanges.

Peiró était beaucoup moins net que Horacio Prieto. On peut imaginer que le syndicalisme allait jouer un rôle essentiel, mais il laissait franchement aux collectifs de base leur autonomie. Le problème, jamais posé par Peiró, était l'imbrication possible de l'autonomie dans les directives syndicales. Ce qui permettait deux lectures : la base ayant le pouvoir réel, ou la direction syndicale détenant le pouvoir global.

Pestaña, qui a quitté la CNT pour créer un parti syndicaliste, a abordé indirectement le communisme libertaire. Son jugement (24 janvier 1933) sur la tentative de janvier 1933 est sans équivoque :

> « C'est une conception simpliste de la révolution, qui dans le fond est semblable à celle des premiers chrétiens pour le triomphe de leurs idées. [...] Les révolutions ne se font pas comme ça. Ceux qui pensent autrement sont des malades. Malades de la tête ou du cœur, avec des cerveaux trompés par des idées simplistes. Dans le fond, ce sont des chrétiens, des croyants persuadés de l'exemple du sacrifice. Que je me sacrifie – disent-ils – et les autres suivront mon exemple. »

Quant à Abad de Santillán, dans *el Organismo económico de la revolución* (publié en 1936 avant juillet, mais en partie connu par des extraits dans la revue *Tiempos Nuevos)*, il s'opposait

> « au localisme économique, au caprice de la production, à l'improvisation économique [qui peuvent] s'avérer ruineux, aux Arcadies heureuses. Et ceux qui connaissent la vie syndicale, les organismes des travailleurs, savent de combien de moyens de contrainte peut disposer un syndicat, sans avoir besoin de recourir à l'appareil policier, juridique ou militaire. Nous ne voulons pas dire que, avec le nouvel organisme économique que nous défendons, la contrainte ne sera pas possible, ainsi que l'autoritarisme ; cette déviation est possible, si les circonstances l'exigent, mais il offre également la plus grande liberté et l'autonomie de l'individu dans son usine, de son usine à son secteur, de son secteur au conseil de branche, et ainsi de suite ».

Autrement dit, comme dans le PC, certains notables de la CNT guidaient les travailleurs vers des solutions choisies et imposées d'en haut.

Il est plus qu'évident que les armes et les justifications idéologiques étaient disponibles pour casser toute autonomie par rapport à une tactique décidée par les dirigeants anarcho-syndicalistes. Et c'est ce que nous avons vu pour le déroulement de l'autogestion en Catalogne. Mais Durruti jusqu'à sa mort, le mouvement aragonais et la plupart des responsables syndicaux (CNT-UGT) appuyaient l'autogestion.

Il reste à comprendre si cet état de fait est consubstantiel à l'anarchisme, à l'anarcho-syndicalisme ou à des conditions particulières.

D'un point de vue historique, les analyses de José Peirats, de Vernon Richards et de César M. Lorenzo ne font que démontrer le refus de la CNT-FAI d'appliquer la ligne prônée jusqu'au 18 juillet, d'où le décalage de plus en plus grand avec les affiliés et les travailleurs suivant cette ligne.

Il faut donc partir des présupposés idéologiques, voire psychologiques, pour comprendre les leaders de la CNT-FAI. Leur mentalité et leur façon d'agir correspondent parfaitement à celles des dirigeants syndicalistes révolutionnaires de la CGT française de la période 1900-1914. Après avoir poussé à l'action directe révolutionnaire, à force de manœuvres de coulisses et d'une politique imposant les ordres de haut en bas, sans consulter la base, ils tombèrent dans le chauvinisme et le réformisme, et ceux qui s'opposaient à cette déviation étaient incapables de toucher les militants de base.

La preuve en est la fameuse rupture de 1930-1931 entre les partisans d'une évolution lente et plutôt favorable à la IIe République (le trentisme) et ceux de la révolution violente proche, opposés à la IIe République. Comme chez les marxistes-léninistes, les polémiques et les actions consistaient à s'emparer des axes importants de l'organisation, à manipuler les réunions et les congrès. À aucun moment, la base, les travailleurs sans responsabilité syndicale ne purent disposer d'éléments objectifs de réflexions, voire ne purent donner leur avis. Les insultes et la calomnie étaient le lot quotidien.

Mais avec le travail de militants équilibrés, comme Orobón Fernández, partisan d'alliances avec les forces de gauche contre la droite, alliance qui eut lieu assez spontanément entre travailleurs en 1934 dans les Asturies, les insultes cédèrent la place à la réconciliation au congrès de Saragosse de mai 1936.

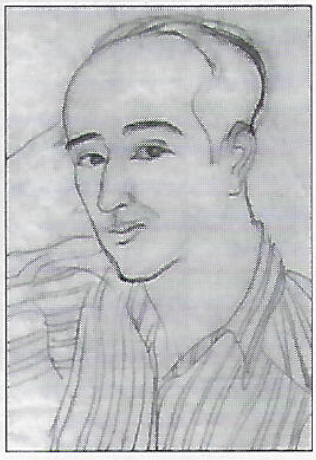
La rotation des tâches était absente de la pratique cénétiste, ce qui entraîna une séparation entre les responsables et les

syndiqués de base. Le dysfonctionnement entre la base et ses dirigeants n'y fut pas abordé. La faute en incombe aux deux parties. Les dirigeants polissaient un outil pour arriver au pouvoir par la création d'un parti discipliné. Les militants de base ayant une vision anarchiste se limitaient à leur lieu de travail et leur cadre de vie, et à la confiance qu'ils avaient en certains dirigeants idéologiquement sûrs. Ces dirigeants sûrs, dont Peirats et bien d'autres, furent incapables de s'opposer à la tactique suicidaire – d'un point de vue anarcho-syndicaliste et libertaire – des notables de la CNT-FAI.

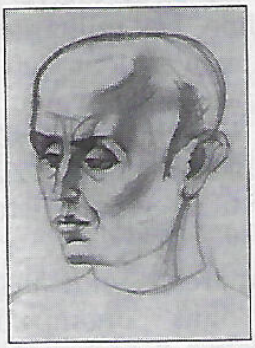
Pour ces derniers et vu leur pratique, l'anarcho-syndicalisme et l'anarchisme n'étaient qu'une façade dans l'organisation profonde de la CNT-FAI. C'est pourquoi l'entrée aux gouvernements de Catalogne puis de l'Espagne se fit apparemment si facilement et dura si longtemps (novembre 36-mai 37, puis avril 38-mars 39). Placés devant le fait accompli des alliances politiques et de la collaboration gouvernementale, de nombreux responsables et la base continuèrent sur leur lancée en ne ménageant pas leurs critiques (une collaboration technique opposée à l'organisation étatique ou bien une participation beaucoup plus efficace au gouvernement, avec portefeuilles de la Défense, de l'Intérieur, de l'Agriculture... au lieu de les laisser aux socialistes et aux communistes).

Il est significatif que l'analyse de la collaboration gouvernementale n'ait toujours pas été faite, ni en exil ni en Espagne.

Mon interprétation est qu'il y a toujours des groupes pour s'y opposer au nom de tactiques « circonstancielles », ou, plus profondément, parce que les positions de Pestaña (imitées plus tard par García Oliver et Horacio Prieto, entre autres) étaient en fait partagées par des tendances de la CNT.



Gregorio Olivan



Virgilio Garrido
responsable du bulletin
de l'AIT, 1937

Gironella

Pedro Herrera.

XIII

Franquisme, transition démocratique et idées de gestion collective

Le franquisme ne se servit jamais de la conception du travail social collectif. Pourtant, certaines réalisations économiques officielles sont intéressantes comme les coopératives de Mondragón (Pays basque), créées et impulsées par quelques catholiques, et comme le mouvement coopérativiste dans tout le pays. Il s'agissait de solutions alternatives limitées et impulsées par une minorité de la classe dirigeante.

Visiblement, les élites franquistes gardaient une sourde méfiance vis-à-vis du collectivisme en soi, après l'exemple de la capacité des travailleurs à gérer eux-mêmes l'économie.

Des transformations économiques furent imposées par l'Opus Dei (harmonieux mélange de franc-maçonnerie, de secte et d'activités bancaires plus ou moins véreuses) – avec la bénédiction de Franco, *caudillo por la gracia de Dios*, formule inscrite sur les pièces frappées à son effigie (et jamais remise en cause par les papes, bien que Franco ne fût ni roi ni envoyé divin). Elles consistaient à sortir l'Espagne simultanément de l'autarcie mussolinienne (moins les autoroutes et l'électrification des chemins de fer) et de l'atrophie économique, héritage du catholicisme inquisitorial. Le pays s'ouvrit aux capitaux étrangers, comme les autres pays en voie de développement. Le même schéma économique était utilisé : avantages fiscaux et sécurité des rapatriements d'une grande partie des bénéfices, paix sociale assurée. Cette politique commença en 1956. Curieusement, la même année, le Parti communiste d'Espagne annonça son abandon de la lutte armée et son choix de la lutte démocratique au sein de Espagne franquiste.

Auparavant, le rouleau compresseur de la terreur avait décimé les organisations de gauche longtemps après la fin de la guerre civile. Une loi contre le communisme, englobant dans sa définition les libres-penseurs, les francs-maçons, les socialistes, les anarchistes, les anarcho-syndicalistes et les communistes, fut appliquée dès 1938 contre les individus et les écrits. Le divorce fut supprimé de façon rétroactive en 1939, c'est-à-dire qu'il fallut revenir à la situation de 1931, et le mariage civil fut aboli, étant obligatoirement remplacé par la cérémonie religieuse.

Les « exactions » des rouges furent utilisées pour en imposer le souvenir et cultiver l'angoisse de les subir à nouveau. Les idées liées à la gauche en général furent enterrées par leurs propres détenteurs qui préférèrent se taire plutôt que de subir la répression et de faire souffrir leur proches. Les quelques exceptions n'ont pas modifié cette désertification idéologique : l'acquis de générations de travailleurs disparut. Il a été remplacé par un mélange de catholicisme, d'individualisme arriviste et d'absence de civisme, ce qui explique la facilité avec laquelle d'anciens franquistes sont devenus socialistes et comment les habitudes de corruption persistent aujourd'hui.

> « La monopolisation du pouvoir par les familles riches et franquistes et la reconnaissance offerte aux agioteurs et nouveaux riches issus du marché noir des années 40 éclataient au grand jour, [cela] entraîna une profonde dégradation de la dignité sous la forme d'un abstentionnisme et d'une tolérance vis-à-vis de la corruption. Cela peut être une bonne définition de la société espagnole dans son ensemble. »[73]

C'est donc sûr de contrôler les salariés et tout à fait consciemment que le régime accepta un affrontement social pacifique, tout en maintenant la législation militaire contre les grèves. Les euphémismes de *conflicto laboral* (conflit professionnel) et de *paro laboral* (débrayage) devinrent officiels. Et même le monopole du syndicalisme obligatoire pour les patrons, les cadres et les travailleurs (imitation du système corporatiste catholico-mussolinien) fut rogné par les activités plus ou moins de gauche des HOAC (Hermandades de Obreros de Acción Católica – Confrérie des ouvriers d'action catholique).

L'occasion vint en 1962 de la vétusté des charbonnages asturiens et des protestations des chefs d'entreprise et des

73. Castilla del Pino dans *el País*, edición internacional, 25 novembre 1985.

travailleurs. Le conflit s'étendit à presque toute l'Espagne, sous la forme de revendications d'augmentation de salaires. Une grande partie fut satisfaite. La même année deux ministres de l'Opus Dei signaient la demande de l'Espagne d'entrée dans le Marché commun.

À partir de cette date, une série de tensions apparaissent :

– naissance des Commissions ouvrières, illégales, mais tolérées, y regroupant les opposants dans le milieu des travailleurs ;

– accroissement du commerce avec les pays marxistes-léninistes, notamment lors des grèves dans le charbonnage en 1963 (livraison de charbon polonais) et signature secrète du premier contrat avec l'URSS (durant le procès et l'exécution du dirigeant communiste Julián Grimau, leader d'une tendance qui gênait la direction du PC ; son exécution arrangeait franquistes et communistes) ;

– publication d'écrits critiques d'opposants intellectuels, d'abord en catalan, puis en castillan ;

– polémiques visibles entre les groupes dirigeants franquistes opus-deistes, monarchistes, carlistes (branche royaliste rivale) et phalangistes ;

– apparition progressive du terrorisme basque et affirmation prudente de la catalanité.

Tous ces éléments ignorent les économies collectives. Après 68, les carlistes et les phalangistes revendiquent l'autogestion, avec quelques groupes anarchistes.

Les militants anarcho-syndicalistes de l'exil n'offrent qu'un discours issu des années 30, qui ignore les nouvelles données économiques de l'Espagne. Les structures collectives agricoles sont érodées par l'exode rural et l'émigration à l'étranger, voire le tourisme dans certaines régions (véritable poule aux œufs d'or). Les usines dépendent en grande partie de l'étranger et ont adopté un management plus soft, polissé, fondé de plus en plus sur la réduction du nombre des employés.

À partir de 1970-1972, la tendance actuelle de l'organisation des travailleurs sur le plan syndical se dessine. Si on comptait une centaine de militants sûrs pour l'UGT et autant pour la CNT, et près d'un millier pour le PC en 1970, en 1972 on remarque un renversement. Le nombre des permanents syndicaux de l'UGT rétribués par les fonds de la social-démocratie européenne dépassait celui du PC, face à la stagnation de la CNT.

Le régime franquiste avait choisi sa succession, en échange – bien sûr – d'un corps de pompiers syndicaux aguerris, soi-disant de gauche, mais prêts à museler les conflits, contre une part du pouvoir et contre des réformes banales en Europe, et scandaleuses pour certaines têtes franquistes.

Une tentative précédente avait avorté. Il s'agissait d'un accord CNT-CNS (Confédération nationale syndicaliste), c'est-à-dire le syndicat franquiste unique et obligatoire. Pour certains phalangistes, il s'agissait d'évincer l'influence croissante du PC dans la CNS et de la remplacer par celle d'un anarcho-syndicalisme émasculé. Pour certains cénétistes, l'anticommunisme justifiait la bassesse de s'allier à l'extrême droite dans le but d'occuper une direction syndicale. Cela révélait l'absence de cénétistes parmi les salariés ; le passage de la lutte armée à des dénonciations précises de cas d'exploitation pour aboutir à une conscience syndicale n'était pas fait, à la différence des socialistes et des communistes. L'accord fut dénoncé par la majorité des cénétistes et des phalangistes.

En 1975, le franquisme accorda le droit de grève (avec une procédure longue et sinueuse) et rétablit officieusement le 1er mai comme fête du travail, et non plus celle de saint Joseph l'artisan.

Et vint la transition démocratique (aimable euphémisme pour désigner le retournement de veste des classes dirigeantes), où il n'y eut même pas de tentatives de poursuites judiciaires contre les policiers et les militaires assassins, ni de récupération de biens illégalement acquis par des individus de droite (en Argentine et au Chili, le geste fut possible, sans résultat réel), tellement il était clair qu'on risquait sa peau à le faire.

L'idée d'autogestion n'apparut que pour gérer quelques entreprises en cessation de paiement. L'UGT gomma tout son passé d'autogestion révolutionnaire de 1936-1939 pour rivaliser avec les Commissions ouvrières – semblables à la CGT française – en allié du patronat et du gouvernement. Cela fut matérialisé par le pacte d'octobre 1977 de la Moncloa sur des réformes démocratiques de l'ensemble de la société en échange du maintien de la production de la part des travailleurs pour accélérer l'entrée dans le Marché commun.

La CNT avait la carte de l'action directe à jouer. Elle se perdit dans d'obscures luttes de chapelles, où il est difficile de démêler l'influence de la police politique (attentat de Scala à Barcelone organisé par un indicateur, avec des excités incapables de déjouer la manipulation). La Confédération devint un enjeu

entre différentes factions où les intrigues et la calomie prirent le dessus sur les analyses, les tactiques internes sur le travail syndical. Et les salariés finirent par aller vers d'autres syndicats.

Il est symptomatique qu'en 1976, l'année de tous les réveils sociaux anti-franquistes, quarante ans après le début de la guerre civile, la gestion collective ait été la grande absente de tous les conflits et des revendications, dans tous les mouvements de gauche et d'extrême-gauche.

Certes, bien des villages autogérés aragonais, catalans et castillans de 1936-1939 n'étaient plus que des vestiges après l'exode rural et l'émigration à l'étranger qui dura de 1950 à 1970. Il en restait, néanmoins, relativement actifs, en Castille et sur toute la côte méditerranéenne. De plus, pour l'exportation des agrumes, les problèmes économiques (moins sur le plan sanitaire et presque pas pour la culture) se posaient comme en 1936. Par contre, les revendications et la prise de conscience étaient beaucoup moins fortes qu'en 1936.

L'absence de formation civique et l'angoisse de la répression comptaient plus que le désir de changement social. On le constata encore mieux durant le putsch du 23 février 1981 de Tejero et compagnie. Tentative apparemment réussie (hausse des traitements et modernisation accordées aux militaires professionnels), si l'on regarde les peines d'incarcération réduites (en prisons dorées) et le refus de rechercher les vrais instigateurs. L'ensemble des militants PS, PC (eurocommuniste, moscoutaire, maoïste), UGT, CNT, les groupuscules marxistes-léninistes, sauf de rares exceptions, eurent la frousse de leur vie (destruction des archives, abandon des domiciles, départ chez des amis non politisés ou à l'étranger). On constata l'inactivité des terroristes de l'ETA. Des jeunes eurent des crises de nerfs en pensant au nettoyage-liquidation des membres de gauche de leur famille. Bref, le prolétariat en arme de juillet 36 n'était qu'une image fugitive chez quelques-uns, face au souvenir des charniers et des poteaux d'exécution.

Pire, le roi, après des conciliabules de plusieurs heures et une absence remarquable d'initiatives, put apparaître, face à la trouille nationale, comme un sauveur. Par la suite, des prisons dorées pour les comploteurs et des compensations financières et en équipement pour l'armée calmèrent les esprits de l'extrême-droite qui s'est presque complètement fondue dans la droite classique.

Quant aux anarcho-syndicalistes, les conditions sociales figées depuis 1979 (pacte de la Moncloa) par des accords entre

forces politiques, nationalistes et syndicales monnayant des améliorations progressives (salaires, démocratisation de l'éducation, etc.) contre la modération des revendications, ils étaient en situation favorable pour propager l'action directe. Malheureusement, les dissensions allèrent jusqu'à la scission de la CNT sur la question de la participation active à la vie syndicale (participation aux élections de délégués, cadre hérité du franquisme). Le patrimoine syndical représentant des décennies de cotisations des travailleurs, plus les biens saisis en 1936-1939, a été distribué au compte-gouttes par les gouvernants. Les sigles CNT ont été attribués par la voie juridique à la CNT-AIT (la moins présente dans les luttes), qui en avait fait la demande, contre l'autre CNT, qui est devenue la CGT.

Depuis, la CNT-AIT s'est divisée en Catalogne, avec deux *Solidaridad Obrera*. Un groupe plutôt madrilène s'est formé, Solidaridad, qui se veut différent de la CNT-AIT et de la CGT. La CGT a continué son ancrage dans le réel et compte environ 30 000 cotisants et un développement lent et régulier.

Le rouleau compresseur de la répression, comme en URSS et aux USA, a fait disparaître le militantisme majoritaire de l'anarcho-syndicalisme et de l'anarchisme. C'est d'un nouveau militantisme constant et sérieux, accompagné d'une prise de conscience créatrice, que peut renaître la gestion collective révolutionnaire.

Hors de ces conditions, le collectivisme n'est qu'une manipulation des classes dirigeantes pour susciter l'élan des travailleurs et économiser des salaires de garde-chiourme (comme ce fut le cas dans l'Allemagne de la cogestion ou le début de l'autogestion yougoslave).

Conclusions

Réflexions sur la guerre civile

En dépit de ses faiblesses, dans de nombreux cas, le mouvement ouvrier, presque toujours la CNT, opposa une résistance farouche, et même l'emporta, comme en Catalogne, dans les Asturies et à Madrid. Le 21 juillet, deux Espagne se dessinaient sur la carte, l'une de gauche, l'autre de droite, mais une conséquence fâcheuse pour la gauche et en particulier pour la CNT était que la Galice, une partie de l'Aragon et de l'Andalousie étaient perdues. En outre, la gauche se voyait obligée de taire ses conflits pour résister à l'ennemi commun, et c'était une gauche des plus hétéroclites : gardes civils (fidèles les premiers temps à la République), centre gauche, socialistes, communistes et les syndicalistes ugétistes et cénétistes.

À la base, au niveau des travailleurs ugétistes et cénétistes, ces problèmes étaient moins sensibles. Il fallait faire tourner les machines pour assurer l'armement et l'approvisionnement des travailleurs. Et cela fut fait, ni le lait ni le pain ne manquèrent. À Barcelone, où la CNT et la FAI indiquaient la marche à suivre, dès le 24 juillet une colonne de miliciens volontaires partait en Aragon, avec des camions blindés, les services de secours et d'intendance, etc., pour 3 000 hommes. Pourtant, une semaine

avant, la plupart des travailleurs menaient leur vie habituelle et s'apprêtaient à passer un dimanche de juillet normal.[74]

D'où est venue cette capacité, alors qu'au même moment en France, au mois de juin, on notait à la fois chez les travailleurs le refus de l'autorité syndicale et une trop grande passivité. Pour nous, c'est indéniablement la structure de la CNT, la formation globale qu'elle donnait aux militants qui expliquent cette rapidité dans l'organisation. Même si le schéma expliquant le communisme libertaire était simpliste, il était suffisant et, de toute façon, s'il ne prétendait pas tout résoudre, il convainquait les militants de leurs possibilités d'initiative et de créativité.

Cependant le climat n'encourageait guère la collectivisation ou l'autogestion par les travailleurs. Les « dirigeants » de la FAI et de la CNT n'avaient pas fait d'appel véritable à l'autogestion. Plus même, à la requête du consul de Grande-Bretagne, les entreprises dépendantes de capitaux anglais ne furent pas autogérées ou contrôlées (26 juillet 1936) à Barcelone. C'est-à-dire que, parmi les anarchistes, certains semblaient effarés par l'audace des travailleurs.

Les républicains ne faisaient rien pour soutenir l'effort de guerre en utilisant l'or de la Banque d'Espagne pour acheter des armes et des machines permettant de les fabriquer. Mieux, ils conservaient des armes à l'arrière pour avoir une police forte. Quelques grands titres de *Solidaridad Obrera* sont significatifs :

« Manque d'armes » (25 août 1936) ;

« Les armes, en ce moment chargé de danger, doivent servir exclusivement pour se battre contre l'ennemi » (28 août 1936) ;

« Toutes les armes embusquées et cachées, au front ! » (Durruti, 12 septembre 1936)

En Catalogne, les catalanistes pour se gagner démagogiquement les masses trop contrôlées à leur goût par la CNT, avaient décrété la semaine de 40 heures et une augmentation de 15 % des salaires (24 et 25 juillet 1936). À cela la CNT répondit en expliquant la nécessité d'augmenter la production de guerre pour la gagner, d'où la suppression de la semaine anglaise (5 août 1936) et l'augmentation de la production et des heures de travail dans les usines autogérées.

Les carences étaient publiquement dénoncées par la CNT :

---

74. Exemple de Jordi Arquer, dirigeant du POUM (interview inédite) et du groupe de Reus de son parti, occupé par une « cargolade » (cuisson d'escargots à la braise).

« Si nous devions dire clairement tout ce que nous pouvions faire et qui n'a pas été fait depuis ces tragiques deux mois, les possibilités qu'il y avait en éléments offensif et défensif, tandis qu'à Madrid, à la Banque d'Espagne, il y a des millions et des millions d'or stagnants [...] et qu'on pouvait battre efficacement et définitivement en une semaine ou deux, au plus, le fascisme et que cela ne put se faire par l'incapacité, par l'incompréhension des autres, j'en dirais trop et je préfère ne rien dire. »[75]

Or le fameux or était livré le 25 octobre 1936 à l'URSS en échange d'une aide minime (armes de 1905, armes modernes au compte-gouttes, manœuvrées par les seuls Russes).

Concrètement à quoi servit l'autogestion ?

Durant toute la guerre (deux ans et demi), toute l'industrie de guerre reposait sur les usines collectivisées par la CNT et l'UGT. Dans bien des cas, des solutions originales furent données pour fabriquer des armes et des explosifs.

Les seules devises obtenues par la République entre juillet 1936 et juillet 1937, le furent grâce à la campagne d'exportation des agrumes collectivisés par la CNT-UGT. Pour la première fois dans l'histoire, les agrumes espagnols étaient vendus sur les marchés étrangers, d'un bloc et aux cours les plus favorables, alors qu'auparavant, et depuis, les différentes maisons espagnoles se faisaient – et se font – concurrence entre elles. Cette organisation fut sabotée par le ministre de l'Agriculture, le communiste Uribe.

Les collectifs prirent des mesures pour augmenter la production (soit par l'emploi des machines et des engrais dans l'agriculture ; soit par la rationalisation de la production). Cependant, il faut noter que l'absence de certaines matières premières comme le coton ralentit l'industrie textile. À partir de 1938, les bombardements firent que la fourniture de courant électrique pour les entreprises fut raréfiée.

En même temps, les conditions de travail furent améliorées (groupes collectifs dans l'agriculture ; cadences adaptées dans l'industrie). Des mesures culturelles furent prises (création d'écoles, de bibliothèques), car l'analphabétisme était élevé. Sur le plan sanitaire, il y eut de gros progrès, notamment dans l'agriculture, puisqu'en Aragon la médecine était gratuite et que le médecin vivait dans la collectivité. Les vieux travailleurs recevaient une retraite (ce qui actuellement en Espagne et en France est loin d'être réglé *humainement).*

75. Montseny, F. (20 septembre 1936), *Fragua Social.*, 22 septembre 1936.

Un point important est l'absence de haine : tant Kropotkine que les écrits sur le communisme libertaire soulignaient que la collectivisation était pour tous, y compris les ennemis de la veille. Ce point fut respecté : dans les villages, les veuves, la famille des gardes civils et des factieux tués lors du putsch pouvaient s'approvisionner normalement dans le magasin de la collectivité et y entrer si elles le désiraient (comme à Esplús, à Teruel). Les marxistes agissent bien différemment, puisque dans l'application de leur système, les familles des prisonniers politiques sont des citoyens inférieurs. La liberté de rentrer et de sortir des collectivités existait.

Il y avait une fédération et une caisse commune de compensation entre collectifs pauvres et collectifs riches, entre les collectifs agricoles et les collectifs industriels et de services. Ainsi la collectivité des coiffeurs de Barcelone finança l'acquisition de machines et notamment un moteur pour installer l'eau au village d'Ascó (Tarragone), moteur qui servit après 1939.

Le dernier point est celui des défauts, des problèmes que posaient les collectifs.

Le premier fut celui du rétrécissement psychologique d'un certain nombre de collectifs tant agricoles qu'industriels, qui avaient tendance à se répartir les bénéfices en oubliant la situation de guerre et d'opposition à la collectivisation. Ce fut le néo-capitalisme des collectifs qui fit dire qu'au lieu d'un patron, on était passé à une foule de patrons dans certaines entreprises. Ce défaut fut combattu par la liaison des collectifs dans les syndicats d'industrie, au besoin par la menace de sanction comme la suppression des matières exploitées. Ce fut une réalité et elle fut corrigée.

Il manquait des camarades qualifiés pour diriger la comptabilité, et des stages furent organisés. L'organisation et la communication des statistiques – indispensables aux liaisons horizontales et verticales – furent déficientes à cause du manque de formation et de la propagande anti-autogestion qui occupait localement beaucoup de collectivistes. Cependant, la production fut maintenue (lorsqu'elle ne dépendait pas de matières premières venant de l'étranger) en dépit des réquisitions des hommes pour combattre au front, grâce aux travail des jeunes gens et jeunes filles et des adultes âgés.

L'orientation que prenait l'autogestion est difficile à déterminer réellement vu la situation de guerre. Cependant, en janvier 1938, des mesures de différenciation de salaires selon une norme nationale furent prises :

– manœuvre, catégorie I (20 % d'augmentation),
– catégorie II (40 %),
– technicien auxiliaire (70 %),
– technicien directeur (100 %).

Il est difficile de dire dans quelle mesure cette échelle fut suivie ; quoi qu'il en soit, elle est bien différente de celles des pays capitalistes.

Un souci de planification existait en conservant les structures libertaires de bas en haut :

> « Que l'on ne procède pas à la suspension ou à la fermeture d'aucune usine, atelier, ferme, mines etc., sans que l'on soit parvenu préalablement à assurer un nouveau travail aux producteurs. »

Cette présentation, pour claire qu'elle soit, est entièrement fausse si l'on ne la rattache pas à trois grands faits (outre le sabotage quotidien des collectifs à partir de novembre 1936) :

– **L'abandon de l'autogestion par la direction de la CNT-FAI et la loi de collectivisation** d'octobre 1936 en Catalogne, qui subordonnait les collectivités industrielles à des organismes dirigés de haut en bas par les catalanistes et les politiciens.

– **Les journées de mai 1937** à Barcelone, qui furent une tentative du Parti communiste pour attaquer militairement les anarchistes. Les communistes affirment le contraire, mais il est facile de voir qui a tort si on remarque que les incidents n'eurent lieu que dans les villes où les communistes avaient une certaine force.

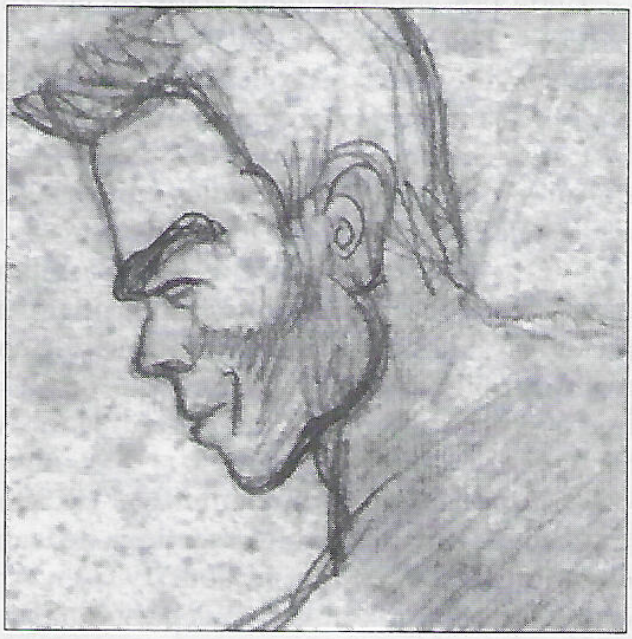
– **L'opposition permanente de l'URSS et de son domestique le PC espagnol, et les exactions de la division du général communiste Lister,** qui en août 1937 en Aragon, au moment d'une offensive républicaine et au moment de la moisson du blé, attaqua les collectivités (non armées !), les détruisant et donnant les machines aux petits propriétaires. Le résultat fut que tous les travaux des champs furent paralysés et, au moment des semences, le quart de la terre à semer n'était pas préparé.[76] Le fait important, qui contredit encore une fois les communistes, est que bien des collectivités se reformèrent après le passage de Lister, mais l'enthousiasme avait disparu.

Actuellement l'autogestion espagnole a complètement disparu. Mais il reste quelques réalisations, comme l'unification

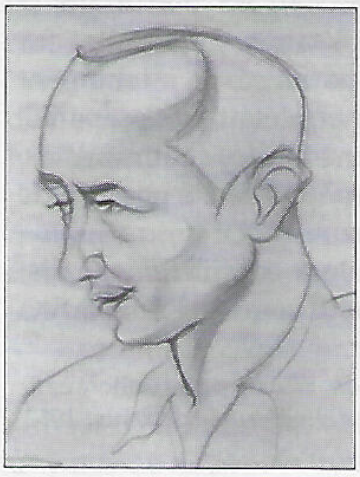
76. Rapport d'un autre communiste, José Silva ; voir Bolloten, *la Revolución española. Las izquierdas y la lucha por el poder*, Mexico, Jus, 1962, p. 202.

des chemins de fer et des améliorations locales. L'autogestion demeure dans les esprits, parfois à l'état de mythe, comme en témoignent les habitants de Santa Magdalena de Pulpis, province de Castellón, surnommés les Russes, comme le montre aussi la collectivité de verrerie de Peiró qui continuerait à Mataró, ou encore chez les Yougoslaves autogestionnaires qui auraient copié le décret de collectivisation catalan...

Depuis 1975, on peut remarquer que si la « conflictivité » qui existe dans toute l'Espagne apparaît encore dans un certain nombre de villages ayant été collectivisés (Ascó, Villamalea, Valderrobres, sans compter les villes), les centaines de villages aragonais et de la côte méditerranéenne qui vécurent en autogestion ignorent actuellement toute autre organisation que le capitalisme.



José Peirats,
Seo de Urgel, 1936.



Le docteur Martinez,
Alconchel.

Réflexions sur l'autogestion

Plus concrètement, l'autogestion apparaît dans la propagande anarchiste comme exemple à réappliquer et à dépasser. Elle est présentée, avec juste raison, comme le jalon d'une prise de conscience par les travailleurs de leurs capacités à s'organiser socialement et économiquement, malgré les classes dirigeantes.

Comme le disait un ex-permanent du PC espagnol Fernando Claudín :

> « À mesure que s'éloignent davantage la guerre civile et la révolution de 1936-1939, son legs historique le plus important, ce qui conserve le plus d'actualité et d'intérêt théorique dans la lutte actuelle pour le communisme, c'est la tentative autogestionnaire réalisée par le prolétariat espagnol, sous l'impulsion et l'initiative, dans la plupart des cas des anarcho-syndicalistes. Kropotkine pouvait dire, peu avant de mourir à Moscou (février 1921), que l'expérience bolchevique montrait comment ne pas faire une révolution. Mais, comment la faire pour que les moyens mis en pratique pour liquider la vieille société ne deviennent pas autant d'obstacles à l'évolution vers la société communiste ? Tel est le grand problème de notre époque, et en prendre conscience est la première condition, le premier pas pour le résoudre. »[77]

On pourrait déduire de cette tentative d'autogestion en Espagne et de ce qui s'est passé en URSS que le socialisme véritable est impossible. En 1913, déjà, R. Michels affirmait le caractère immuable des élites, y compris dans le mouvement ouvrier :

> « Le caractère oligarchique du mouvement syndicaliste se manifeste dans ce fait qu'il exige lui aussi des masses, bien que pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la démocratie, l'obéissance absolue aux ordres de l'élite organisée. Les indifférents, par le seul fait qu'ils ont négligé de formuler leur volonté, n'ont qu'à acquiescer aux décisions prises. » (E. Pouget.)

77. Claudín, Fernando, *Movimiento Libertario Español*, Paris, Ruedo Ibérico, 1974.

« À l'exemple des syndicats réformistes de l'Allemagne et d'Angleterre, les organisations ouvrières françaises affiliées au syndicalisme révolutionnaire maintiennent donc intact le principe d'après lequel les organisés auraient le droit de commander aux non-organisés. »[78]

Cette mise en accusation théorique de l'anarcho-syndicalisme, dans sa version française, assimilé à l'autoritarisme organisationnel de la social-démocratie et du marxisme-léninisme, est très juste, car Pouget a aussi écrit :

« Il est déjà assez regrettable que les inconscients se refusent à user de leurs droits, sans encore leur reconnaître l'étrange privilège d'entraver la proclamation et la réalisation du droit des conscients. » [79]

Il est indéniable qu'il y a des traces de cette déviation de l'anarcho-syndicalisme durant la guerre civile, nous en avons vu à foison. Sans doute provient-elle de Bakounine lui-même, dont l'Alliance – ou avant-garde révolutionnaire – a servi à justifier la création de la FAI. Du moins, Bakounine avait-il l'excuse d'imaginer la révolution comme proche et immédiate. Mais s'ériger en gardien des valeurs, mettre les masses en tutelle, c'est déjà être autoritaire, comme Peiró l'avait écrit bien avant 1936, pour, après, l'oublier dans la pratique.

« L'expérience constante dans tous les pays nous montre que le mouvement syndical, qui commence toujours comme un mouvement de protestation et de révolte et qui est animé au commencement par un grand esprit de progrès et de fraternité humaine, tend bien vite à dégénérer. Plus ce mouvement devient fort, plus il devient égoïste, conservateur, occupé exclusivement des intérêts immédiats et restreints et développe en son sein une bureaucratie qui, comme toujours, n'a d'autre but que de se fortifier et de s'agrandir.

Admettons que la grève générale ait lieu en Espagne et que les syndicats prennent les usines, les ateliers, les mines, etc., et admettons, également, que ce soit eux qui contrôlent non seulement l'organisation de la production, mais aussi la distribution [...], *nous trouverions une nouvelle fois l'État* sans restriction d'aucune sorte, car l'État n'est rien d'autre qu'une machine administrative incarnée dans notre hypothèse par une indispensable *bureaucratie syndicale.* » [80]

78. Michels : *les Partis politiques,* Flammarion, éd. 1971, p. 259.

79. *Les Bases du syndicalisme.* Même position dans Pouget, *la Confédération générale du travail* (rééd. CNT-RP, 1997).

80. Peiró : *Sindicalismo y anarquismo,* Barcelone, Solidaridad, 1930. Reproduit dans *Pensamiento de Juan Peiró,* Anonyme, Mexico, CNT, 1959, p. 140.

On pourrait dire que l'application du marxisme réel en URSS, et de l'anarchisme réel en Espagne ont démontré que seul le dirigisme est efficace. Les critiques internes au léninisme (Kollontay, Rakovski, etc., et Pannekoek [81]) annoncent et démolissent le carcan dictatorial pour aboutir à une vision anarchiste, alors qu'à l'opposé, on a pu constater que des critiques internes à l'anarchisme (Archinov, Makhno, Pestaña, Horacio Prieto, etc.) reconstruisent le parti unique de type mussolinien ou léniniste. L'important est que les anonymes, « tardigrades » pour les uns, sans conscience révolutionnaire pour les autres, en grande majorité, ont su dire non à l'exploitation de mai 37 à Barcelone, à Berlin-Est en 53 (puis en Hongrie en 56, en Tchécoslovaquie en 68, etc.) et en France lors de mai-juin 68. Les systèmes dirigistes paternalistes, avec plus ou moins d'aisance économique et de répression policière, sont incapables d'épanouir leurs citoyens.

Au fur et à mesure que les informations circulent, la logique économique (indispensable dans les conceptions capitalistes et autoritaires avec ou sans Dieu, avec ou sans Lénine) se heurte à la multiplicité et à la magnitude des cas de déséquilibre et d'exploitation. Les progrès scientifiques et les possibilités de la technique permettent de prévoir et de résoudre une très grande part des désordres. Mais tant que le capitalisme régnera, il engendrera des révoltes et des réponses organisationnelles opposées à son essence dirigiste. Les idées anarchistes sont une nécessité qui découlent de l'extravagance des sociétés exploitatrices actuelles.

Il est certain que l'on parle beaucoup de critique de la bureaucratie (la critique la plus caustique étant celle de Lénine et de... Staline) :

> « Tel Antée, le Parti est invincible s'il garde le contact avec la terre, qui est constituée par les masses. »[82]

Mais on ne cite presque jamais le cas espagnol, car il implique la suppression du profit capitaliste ou léniniste. L'autogestion, dans le vocabulaire courant de la gauche, est synonyme d'une gestion du capitalisme, avec un contrôle fictif par les travailleurs, c'est-à-dire une social-démocratie new-look, voire un *Arbeit-Front* à la Hitler. Quant à la Chine, encore

81. Pannekoek fut totalement incapable de reconnaître la pratique autogestionnaire des anarcho-syndicalistes, ce qui montre la limite de sa critique du léninisme. Voir Mintz, *op. cit.*

82. PC-URSS : *Histoire du parti bolchevique* (1938), éd. de 1945 en russe, p. 346.

que certaines communes semblaient intéressantes, il y avait tant de différences de salaires, de coercition et de contradictions entre son idéologie et sa politique extérieure (sans compter l'exploitation décrite par S. Leys et Pasqualini) qu'elle nous faisait penser à l'URSS avec une vingtaine d'années de retard. La Chine actuelle suit le modèle indonésien du libéralisme appliqué à la trique.

Par contre, la complexité même de la science ouvre des solutions anarchistes : l'utilisation des ordinateurs permet la multiplication des terminaux et le contrôle et l'usage par un nombre indéterminé de groupes, ou de collectifs. Les différentes possibilités d'énergie – soleil, vent, suivant les climats – permettent aussi l'autonomie et une moindre pollution.

À court terme, l'autogestion peut pénétrer dans des groupes importants si elle est exigée comme fonctionnement social et économique : par exemple, refus des permanents à temps complet et obligation du travail salarié à mi-temps dans la branche d'origine, rotation obligatoire tous les six mois, révocation par la base, en cas de différence de critères. L'autogestion, c'est aussi le retour à une constatation des socialistes du XIXe siècle, à savoir que chaque augmentation de salaire est accompagnée d'une récupération par le patronat sur les prix des biens de consommation. Donc, toute augmentation de salaire doit être immédiatement suivie d'une réduction des horaires et de la productivité et d'une augmentation des retraites.

À long terme, l'autogestion est le refus de l'absurdité économique planétaire : quelque vingt mille médicaments pour une base générique de quelques centaines, des appareils de durée mécanique courte à côté de machines ultra solides (dont les pièces ne disparaissent pas des stocks) comme pour l'armée (qui se garde bien de s'organiser selon les critères du libéralisme), une alimentation artificiellement carnée à côté de la famine chez les sous-développés, une centaine de modèles de voitures individuelles et un manque de machines agricoles dans le tiers monde, etc.

L'autogestion – outre la prise de conscience de la lutte contre l'autoritarisme social et économique –, c'est aussi le refus du gaspillage, donc d'un niveau de vie démagogiquement élevé en Occident et volontairement pauvre dans les ex-colonies.

Quel est l'avenir de l'autogestion ?

Aujourd'hui, la situation est différente de celle l'Espagne de 1936, avec 50 % de paysans férocement exploités, et le besoin de

collectivisme tend donc à disparaître. Mais, par ailleurs, dans le monde entier, l'urbanisation accentue d'autres problèmes :

> « On ne donne plus de valeur à l'éthique du travail, aux coutumes puritaines, à l'obéissance hiérarchique et à la sécurité matérielle, mais on aspire au loisir pour soi-même, à la libération sexuelle dans le sens le plus large, au travail créateur et stimulant opposé au travail insensé, et à un mépris presque libidinal pour toute autorité. »[83]

> « En même temps l'ascendant que possède la machine sur le travailleur est immense : elle lui donne la sensation tangible que la machine sur laquelle il passe la plus grande partie de son existence, à laquelle il est indissolublement uni, peut et doit lui appartenir. »[84]

Il y a ainsi une uniformisation du cadre de vie des salariés dans la plupart des pays, dont la devise est *métro, boulot, dodo.* Les formes superficielles de contestation sont identiques (refus des cadences, absentéisme, absence d'initiatives, petits sabotages) et se manifestent plus chez les jeunes (hippies de l'Ouest, hooligans de l'Est devenus petits cadres ou SDF dans le capitalisme).

La robotisation – soit à base de bombardement publicitaire, soit à base de modèle occidental à assimiler – aboutit à des moments de saturation, à des explosions subites et irrationnelles, parce qu'ils s'opposent à tout le système (du travail aux loisirs qu'il offre, en passant par le gouvernement et ses flics). Mai 1968 en France ; décembre 1970-janvier 1971 en Pologne en sont deux exemples. Et s'y ajoute la ribambelle de pillages des minorités ethniques marginalisées aux États-Unis et en Europe dans les années 80 et 90. Des attitudes semblables peuvent naître aussi dans des situations de transition et de vide de pouvoir : 1967-1969 en Chine, 1974 au Portugal, fin 80 en Iran, fin 81 en Pologne. Un pouvoir efficace et bien lubrifié s'instaure, puis s'enraye. La répétition des cassures et la prise de conscience par les travailleurs est la réponse constante aux différentes sortes d'États.

L'expérience espagnole est un exemple permanent en situation de tension. Dans un des derniers textes de Solidarnosc

---

83. Bookchin, dans Dolgoff, *the Anarchist Collectives,* New York, Free Life, 1974.

84. Garino, Maurizio, en 1920 à propos des occupations d'usines, cité par P. C. Masini, *Anarchici e communisti nel movimento dei consigli a Torino,* Gruppo « Barriera di Milano », 1951.

avant le coup d'État militaire de décembre 1981 en Pologne, un responsable syndical écrivait :

> « Le doute quant aux capacités de la classe ouvrière polonaise et de la société civile de s'organiser cache la soumission au pouvoir bureaucratique. En 1936, après que les masses populaires eurent écrasé la rébellion franquiste, et après la fuite des patrons qui lui étaient liés, en Catalogne, et également dans d'autres régions d'Espagne, les syndicats et les comités ouvriers ont pris en main et socialisé la majorité des entreprises industrielles, commerciales et de transport. »[85]

Le Perthus, 1939

85. Kowalewski, Zbigniew M., dans *Samizdat 82*, Lausanne, p. 35.

L'autogestion révolutionnaire : les conditions d'apparition dans le passé et celles de demain

Deux pays ont connu des révolutions entraînant des prises de conscience spontanées d'organisation de salariés sur leurs lieux de travail et de vie. Ce sont la Russie et l'Espagne. Il me semble que certaines caractéristiques relativement semblables s'en dégagent.

Dans les deux cas, un certain nombre de réformes étaient présentes, mais la corruption générale des classes dirigeantes et la conscience du retard des mœurs et des institutions sur les autres pays d'Europe étaient ressenties par la grande majorité des gens. Le désir d'appliquer rapidement et profondément des changements sociaux était partagé par de vastes couches de la population. Bakounine et la plupart des révolutionnaires russes s'adressaient directement aux jeunes diplômés issus des classes dirigeantes corrompues pour leur demander de collaborer à une révolution pour la justice sociale. Kropotkine faisait de même, en offrant son message révolutionnaire à tous les jeunes de tous les pays. En Espagne, si la coupure entre les milieux intellectuels et les salariés révolutionnaires fut plus profonde qu'en Russie, il y eut des rapprochements tactiques entre les syndicalistes et les républicains de la bourgeoisie de gauche.

Un second trait commun est le sentiment d'appartenir à une famille étendue, à un milieu paysan proche et encore assez perméable aux traditions d'entraide, et simultanément de ressentir le choc d'un commencement d'exode rural. Dans ces conditions, les grandes assemblées collectives, la fidélité à un mouvement vu comme émancipateur et porteur d'améliorations immédiates et futures génèrent le dévouement de très nombreux collectifs, dont l'efficacité est rapidement imitée dans tout le pays. En Ukraine, quelques dizaines de militants

anarchistes furent la base d'un mouvement qui s'étendit à des millions de personnes. En Espagne, de nombreux collectifs s'intégrèrent dans l'anarcho-syndicalisme dans des régions où il n'existait pas auparavant, et de nombreuses coopératives socialistes et les deux partis communistes adoptèrent bien des traits anarcho-syndicalistes.

Ce sentiment de création individuelle dans l'immédiat et dans la durée, de libération des chaînes de l'exploitation sociale permettent le dévouement, le sacrifice pour la révolution. La guerre civile est acceptée parce que nécessaire pour établir le lien définitif avec une réalité auparavant rêvée, voire jamais imaginée.

Ces trois conditions – le retard social, le sentiment collectif de groupe, la persuasion sociale créatrice – sont rares. Au Mexique entre 1910 et 1917, en Chine, en Yougoslavie, en Algérie, il n'y eut pas de création autonome de collectifs. En Hongrie en 56, il y eut des bribes d'autogestion.

Nous vivons à la fin du XXe siècle dans un espace socioculturel de pays industrialisés radicalement différent. Il n'y a pas de sentiment de retard puisque nous jouissons des applications des inventions les plus avancées, et la corruption des classes dirigeantes est comparativement contrôlée. De plus, le sentiment de groupe et de famille a été cassé par des dizaines d'années d'urbanisation et d'individualisme. Enfin, la création sociale collective sur le plan économique brille par son absence ou par son caractère d'îlot artificiel et protecteur.

Par contre, un sentiment de retard social des autres pays de la planète est évident, et de plus en plus l'inégalité quasi définitive entre les couches sociales d'un même pays est déclarée, accusatrice, déchirante.

Par contre, face à la solitude, au vide affectif, au malaise de vivre en consommant alors que d'autres crèvent tous les jours, une envie de foutre en l'air tous ensemble l'injustice est sous-jacente, avouée, évidente.

Par contre, le gaspillage des ressources et des efforts humains, l'impossibilité de réaliser jusqu'au bout les réformes qu'on estime banales et nécessaires rendent disponibles de nombreux individus pour participer à des tâches collectives.

Cette saturation collective est comme la solidification progressive d'une explosion volcanique vers l'autogestion. L'anarcho-syndicalisme répond aux conditions de mise en place future de cet élan.

Actuellement, et pour longtemps encore, la conscience et la connaissance des capacités industrielles et scientifiques existantes mais inexploitées pour aider à résoudre une grande partie des maux de la planète est un grand malheur.

Malheur de ceux qui savent et qui ne font rien pour transformer le monde, en jouissant sur les cadavres de leurs semblables.

Malheur de ceux qui n'arrivent pas à déclencher la libre disposition de toutes les disponibilités offertes par le progrès.

Ce malheur comme horizon de l'humanité ne peut être effacé. Il n'y a d'autre choix que de sombrer dans un obscurantisme social ou de mettre en pratique l'autogestion révolutionnaire.

Mars 1998.

Table des matières

Introduction 5
Présentation du mouvement anarcho-syndicaliste 7
– Causes de la persistance de la CNT 11
– La CNT de 1923 à 1936 17
Organisation nationale de l'autogestion 23
Résultats de la collectivisation : conclusions et estimations générales 45
I. Apparition de l'autogestion à Barcelone et premiers paradoxes 47
II. Le CLUEA 55
III. Les insurrections révolutionnaires de 1932-1934 59
IV. Exemple de réforme monétaire et schéma de la circulation fiduciaire dans une économie sociale 65
V. La collectivité de paysans de Madrid 69
VI. La collectivité des pêcheurs d'Adra 71
VII. La collectivité d'Artesa de Lérida 73
VIII. La fédération régionale des collectivités de Barbastro 81
IX. Le problème de l'argent pendant l'autogestion espagnole 89
X. La protection sociale et l'Espagne républicaine, 1936-1939 97
XI. La CNT et la FAI : pression de groupes et groupes de pression 101
XII. Les deux communismes libertaires : parti libertaire contre anarcho-syndicalisme 105
XIII. Franquisme, transition démocratique et idées de gestion collective 113
Conclusions
– Réflexions sur la guerre civile 119
– Réflexions sur l'autogestion 125
L'autogestion révolutionnaire : les conditions d'apparition dans le passé et celles de demain 131

Ouvrages disponibles

au Service librairie de la CNT de la région parisienne,
33, rue des Vignoles, 75020 Paris :

L'Éthique du syndicalisme, par Pierre Besnard, 50 F.

Communisme libertaire, « Concepto confederal del comunismo libertario ». Motion adoptée à Saragosse lors du VIe Congrès de la Confédération nationale du travail d'Espagne au mois de mai 1936, 25 F.

Chronique passionnée de la colonne de Fer, par Abel Paz, 70 F.

La Confédération générale du Travail, suivi par *le Parti du Travail,* d'Émile Pouget, Éditions CNT de la région parisienne, 60 F.

La Collectivité de Calanda 1936-1938, la révolution sociale dans un village aragonais, le témoignage de Miguel Celma, Collectif Equipo juvenil confederal, 50 F.

L'Organisation révolutionnaire internationale du prolétariat, par Eduardo Columbo, Brochure syndicaliste n° 4, 20 F.

Bakounine fondateur du syndicalisme révolutionnaire, par Gaston Leval, Brochure syndicaliste n° 5, 20 F.

**Achevé d'imprimer sur les presses
de l'imprimerie Expressions, Paris XIe
en juin 1999**

Dessin de couverture
de Madeleine Lamberet :
Balsareny, église convertie en magasin de construction, 1937.

ISBN - 2-9504948-5-4

70 F